

VERS LA PAIX FUTURE

Inno. A.10238

D^r CHARLES W. ELIOT

Président de l'Université Harvard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Membre Correspondant de l'Institut de France.

BD
350076

10238

VERS LA PAIX FUTURE

TRADUIT PAR

LA PRINCESSE DE FAUCIGNY-LUCINGE

154784

Étude de l'état actuel des relations internationales et de leurs résultats :
 jalousie nationale, concurrence d'armements
 et la guerre mondiale actuelle.
De l'avenir de la paix permanente et des moyens d'y parvenir.

*Ce volume représente la pensée mûrie
d'un des plus grands citoyens de l'Amé-
rique et porte un message qui devrait
être lu et médité par tous ceux qui inté-
ressent l'avenir de la race.*



UNIVERSITATEA DE BUCURESTI

38828

M. PORUMBARU
DONATIUENA

PARIS

LIBRAIRIE ERNEST FLAMMARION

26, RUE RACINE, 26

1916

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITĂȚII
BUCUREȘTI
COTA 36097

1956

RC 80607

B.C.U. Bucuresti



C38828

80982

En ces heures angoissantes, glorieuses et « décisives » selon le mot d'Albert de Mun, où la France se purifie et s'exalte, il est intéressant de connaître les idées d'un des plus grands penseurs du Nouveau-Monde et les moyens d'après-guerre qu'il préconise pour mettre l'univers à l'abri de ce que M. Viviani a si justement nommé les « caprices sanglants de l'Allemagne ».

L'auteur de ce livre préconise une alliance permanente, offensive et défensive, des États-Unis avec la Grande-Bretagne et la France ; il dit qu'il est temps pour tous les Américains de prendre ouvertement parti pour les peuples européens qui résistent depuis de si longs mois au despotisme militaire prussien.

E. F. L.

VERS LA PAIX FUTURE

CHAPITRE PREMIER

La concurrence d'armement des nations. Un moyen échappatoire ¹.

J'ai choisi un sujet très sérieux pour l'entretien très court que je vais avoir avec vous aujourd'hui, quand j'ai écrit à votre secrétaire que j'aimerais parler de « la façon d'échapper à la concurrence d'armement des nations ». M. Root fit allusion à ce sujet devant vous, il y a quelques semaines. Il y a, dans l'histoire des Etats-Unis et du Canada, un acte des plus extraordinaires, qui, je crois, prophétise sur un moyen d'échapper à ce mal monstrueux et honteux : la concurrence d'armement des nations l'une contre l'autre. M. Root en parla comme d'une convention faite en 1817 entre le gouvernement de la Grande-Bretagne et celui des Etats-Unis pour limiter les armements sur les

¹ Discours prononcé au « Canadian Club » d'Ottawa, le 23 février 1907.

Grands Lacs pour les deux pays. C'était là un document bien extraordinaire dans sa forme. Ce n'était pas un traité ; ce n'était pas une loi : c'était, ainsi que le dit la proclamation de James Monroe, président des Etats-Unis, un « arrangement », voilà tout. Les deux pays étaient d'accord pour ne maintenir sur les Grands Lacs qu'un vaisseau, chacun n'excédant pas cent tonnes et portant un canon de 18 pouces sur le lac Ontario, deux autres vaisseaux sur les « lacs Supérieurs » comme on les appelait, chacun de même tonnage et avec le même canon, et un autre sur le lac Champlain. Telle devait être la limite absolue de ces deux nations sur les Grands Lacs. Cet « arrangement », comme l'appela le président Monroe, fut fait dans des circonstances très extraordinaires. Il fut inventé par John QUINCY ADAMS. Il fut présenté par lui à notre ministre de l'Intérieur d'alors, James MONROE qui, l'année suivante, devint président.

Mais la personne qui le négocia pour les États-Unis était seulement député ou sous-secrétaire d'État — cet « arrangement » ne connut même pas la dignité d'être conclu par le ministre. C'était l'accord le plus simple possible pour un but monumental et héroïque.

Quelles étaient les conditions des choses sur les Grands Lacs à cette époque ? Le gouvernement

britannique avait alors sur les Lacs des navires portant plus de 300 fusils, et construisait à ce moment deux navires de 74 fusils — ils étaient en chantiers au moment où l'arrangement fut conclu. Et quel était l'état d'esprit des deux pays ? calme ou excité ? Ils sortaient d'une guerre, et d'une guerre où les combats sur les Grands Lacs avaient tenu une grande place. N'était-ce pas là des conditions extraordinaires pour faire un simple « arrangement » qui ne couvre pas vingt lignes d'imprimerie, pour assurer une paix de quatre-vingt-dix-neuf ans sans jamais transgresser cette courte limite d'armement sur ces Lacs frontières ? Je dis que cet acte prophétise un moyen d'échapper aux armements intenses.

Si nous considérons les moyens de navigation de l'époque, le temps nécessaire aux voyages à travers les Lacs, et les dangers rencontrés en chemin, avec le vent comme seul propulseur des navires, ne voyons-nous pas que l'Atlantique n'offre pas de plus grands obstacles pour un tel « arrangement » que n'en offraient alors les lacs ? Nous traversons l'Atlantique en six ou sept jours, avec la plus grande facilité. Nous montons sur ce qu'on peut appeler des plates-formes d'armement lourd, qui sont cependant capables de naviguer à travers la mer la plus démontée avec une grande stabilité.

Nos moyens d'action navale sont à l'heure actuelle beaucoup supérieurs, quant à l'Océan Atlantique, à ceux des deux peuples qui combattaient sur les Lacs en 1817. Je dis donc que, dans cet acte de nos deux gouvernements, il y a une prophétie pleine de promesse pour l'avenir.

Qu'est l'essence de ce règlement ? C'est simplement une ordonnance désintéressée qui assure une force égale aux deux gouvernements sur les Lacs, et prévient toute surprise d'une puissance envers l'autre. Et c'est justement là ce qui doit être fait pour les rapports internationaux. De plus, ce petit armement sur les Lacs des deux côtés n'est qu'une force de police. Eh bien, c'est exactement ce que nous voulons dans le monde entier, une ordonnance désintéressée et une force policière fournies par toutes les nations civilisées, combinées de façon à maintenir une force commune.

Quelle est la différence entre la fonction de la police et celle du soldat ou du marin dans la guerre ? Je crois que la principale différence est que l'une est protective et l'autre destructive. Les deux impliquent l'emploi de la force, et nous sommes loin de l'époque où le gouvernement ne reposera plus sur la force. Au fond, les gouvernements les plus civilisés ont besoin de force comme base de leur puissance et comme moyen pour exécuter leur

volonté. Mais il peut y avoir une grande différence de force à force. Une force de police est, somme toute, une force protective. De temps à autre, évidemment, elle procède énergiquement contre un criminel, un malfaiteur, un perturbateur de la paix. Mais la plus grande part de la fonction policière est de beaucoup la protection. Elle se porte rapidement sur le théâtre d'une catastrophe quelconque ; elle assure l'ordre sur les chemins, dans les foules, et dans les industries ; elle maintient la paix.

Vous avez au Canada un splendide exemple de la force policière légitime, indispensable, omniprésente, dans votre North-West Mounted Police. Voilà une force éminemment supérieure à celle du soldat. Chacun de ces officiers de police peut procéder à une arrestation — c'est là une force très bienfaisante, et c'est exactement ce que nous voulons entre les nations ; nous voulons une force qui puisse arrêter le perturbateur. Nous voulons ce rempart de la paix — une force policière qui puisse empêcher le désordre, et agir effectivement et définitivement vis-à-vis du perturbateur de la paix, quel qu'il soit. Il est probablement momentanément insensé. Il a besoin d'être protégé contre lui-même, et le reste d'entre nous a besoin d'être protégé contre lui. C'est là la vraie fonction de la police, et c'est ce dont le monde civilisé a grandement besoin.

Mais alors, direz-vous, les officiers de police agissent ordinairement sous la direction d'un tribunal, s'il y en a un d'accessible. Il est très possible d'avoir dans un endroit désert un officier de police qui est lui-même un magistrat, et c'est justement ce que vous avez procuré. Mais, en général, une police efficace agit d'après les ordres d'un tribunal. Eh bien ! nous avons à La Haye une prophétie importante de la réorganisation du monde civilisé pour conserver la paix et pour protéger les industries productrices. Ce n'est que l'ombre, le fantôme pourrait-on dire, d'un tribunal effectif jusqu'ici ; car, derrière chaque tribunal effectif doit se trouver la force — la force policière. C'est ce dont le Tribunal international aura besoin et ce qu'il devra avoir, pour être un tribunal effectif. Pourrions-nous craindre la perspective d'un tel contrôle, sous les déclarations d'un tribunal international ayant derrière lui une force qui commande l'obéissance ? Nous sommes habitués à tout cela dans l'organisation de chacune des nations civilisées. Dans la structure et le développement de tout pays ce procédé, cette habitude d'obéissance au mandataire d'un tribunal marque la croissance de la civilisation. Et c'est ce que le groupe de nations qui devra former le monde civilisé a besoin de créer — l'habitude, en tant que groupe de nations,

de se soumettre au mandataire d'un tribunal international.

Quant à nous, qui sommes venus dans cette nouvelle terre, partant des vieux pays qui aimaient la liberté et l'acquéraient lentement, nous redoutons toujours les nouvelles soumissions. Mais si nous jetons un regard sur notre propre passé — et c'est là le seul moyen de regarder avec clairvoyance dans l'avenir — n'apprenons-nous pas, par nos propres expériences, que là se trouve le chemin de la paix et de l'accord ? Si j'examine les nombreuses tentatives de gouvernement libre sur la terre, toute la question du succès de cette forme de gouvernement semble se résoudre dans la capacité de bonne volonté qui peut se développer sous un gouvernement libre entre les gouvernants et les gouvernés, et entre les différentes classes de gens qui vivent ensemble sous une forme de gouvernement.

C'est là l'épreuve du succès d'un gouvernement libre, la somme de bonne volonté qu'il fait surgir. Eh bien ! nos gouvernements, les Etats-Unis d'une part et le Canada de l'autre, ont mieux réussi qu'aucun autre gouvernement libre du monde, autant que je peux le savoir, à développer justement cet accord entre les hommes.

Nous avons de grandes luttes nouvelles dans

nos deux pays, de nouvelles luttes nées des surprenants changements sociaux et industriels des quarante dernières années. Je vois à cette table quelqu'un que je suis fier de revendiquer comme un lauréat de l'Université d'Harvard, dont la tâche semble consister, autant que je peux la comprendre, à s'interposer entre les lutteurs dans les conflits industriels. Ces luttes nous font comprendre un peu mieux les luttes internationales. Nous les avons eues sous leur pire forme aux Etats-Unis depuis quinze ans, et vous les avez eues ici sous une forme très sérieuse. Nous les aurons probablement tous deux à l'avenir, parce que les hommes de chaque côté de ces controverses ne sont pas tous animés de bonne volonté — ainsi, nous allons faire face à cette nouvelle forme de lutte et de contestation. Comment en sortir ?

Je crois que votre Chambre des Députés a pris aujourd'hui une résolution qui tend à fournir le meilleur moyen de sortir de ces luttes, c'est-à-dire, par la publicité, rien que la publicité. Aux Etats-Unis, nous avons l'habitude de nous plaindre souvent et beaucoup de la publicité que nos journaux donnent à tout événement bon ou mauvais qui s'y passe. Mais, Messieurs, c'est dans cette publicité que réside le grand espoir du monde : c'est l'espoir de la paix ; c'est la garantie de la

paix ; c'est le moyen pour nous de trouver non seulement la paix industrielle, mais la paix entre les nations civilisées de l'univers. Nous verrons la limitation des armements, le tribunal international, la police internationale, et l'appel forcé à l'opinion publique avant la guerre.

Ceci, comme je le comprends, est exactement ce que vous allez faire pour vos luttes industrielles — forcer l'appel à l'opinion publique avant la guerre. Et là, je trouve la promesse d'un jour meilleur quant à la concurrence des armements. Quel hideux gaspillage que cet armement ! quelques autorités éminentes maintiennent que la façon de conserver la paix est de se rendre formidable pour la guerre. Messieurs, ce n'est pas la façon employée aux Etats-Unis et au Canada depuis l'année 1817. Et y a-t-il un meilleur exemple nulle part de la manière d'échapper à la concurrence des armements ?

CHAPITRE II

La force est-elle un maître légitime? — Des projets internationaux doivent précéder une action internationale¹.

Nous avons entendu ce matin une grande variété d'avis sur l'avancement de cette cause dans les institutions d'éducation. Quelques-uns ont été des conseils pratiques sur ce qui peut être enseigné et accompli dans les écoles et collèges. Mais je crois que la plupart d'entre eux ont signifié que cette sainte cause pourra surtout progresser dans les institutions d'éducation par une constante amélioration de ce que le professeur Willoughby appela leur climat moral. Ce changement du climat moral amènera sûrement un état de l'opinion publique qui mitigera la violence des nations. Il y a déjà pas mal de signes prometteurs d'un changement du climat moral de nos institutions d'éducation. J'ai personnellement vu plusieurs modifications

¹ Discours prononcé à la Conférence du Lac Mohonk sur l'arbitrage international en mai 1907.

encourageantes à ce sujet. Par exemple, quand j'étais un gamin dans la meilleure école de la ville de Boston qui est en même temps la plus ancienne de Massachusetts, l'autorité s'exerçait par la force physique, l'application de la torture en un mot; l'autorité était la force. Maintenant, ceci a disparu du système d'éducation américain et en même temps on a rejeté le dogme que la force est le maître légitime. Ce changement a eu lieu dans la famille américaine aussi bien qu'à l'école américaine. Il y a eu une merveilleuse amélioration dans la discipline du foyer sur ce sujet, et cette amélioration nous est propice, Messieurs et Mesdames. Elle tend à faire abandonner dans toutes les affaires humaines l'exercice de la force comme autorité suprême.

Il y a un autre changement climatérique qui s'est fait dans les écoles et collèges pendant la période de mes observations. Il y avait autrefois dans tout notre système scolaire un fort élément de préceptes. « Tu feras ceci » et « Tu ne feras pas ceci ». Il y avait déplorablement peu de développement du libre arbitre dans l'individu.

Inculquer l'obéissance implicite est une autre façon d'exprimer la sujétion à la force dans le gouvernement. C'est un acte essentiellement militaire en fait; et, là encore, nous constatons un

changement dans toutes nos institutions d'éducation qui va dans le sens de cette conférence. Nous cultivons maintenant, chez les jeunes gens, — c'est-à-dire, le maître raisonnable cultive chez les enfants et les adolescents, le pouvoir de se conduire, de se dominer; et, après tout, acquérir la maîtrise de soi est le suprême objet de l'éducation. Là encore, je vois un vaste changement dans l'éducation qui se fait dans le sens recherché par cette conférence sur le sang-froid international.

Mais devons-nous nous attendre à ce que l'élément de force sorte du gouvernement? En aucune façon, il doit rester, comme l'a dit le commissaire Draper, l'ultime recours. Mais quelle sorte de force persistera dans le monde? Pas la force de l'armée et de la marine, mais celle que nous appelons force policière, dont les dix-neuf vingtièmes sont protecteurs. La force protectrice est entièrement différente de la force agressive. Ce que le monde va conserver comme force immuable est ce que nous appelons la force policière, qui maintient la paix et l'ordre, et porte secours.

Les universités et les collèges sont un exemple, je le crois — du moins dans nos pays — de la future forme de gouvernement dans tout l'univers. La forme « qui vient » — non pas demain, ni

dans la prochaine décade, mais nous pouvons espérer que ce sera au prochain siècle. Quelle est la caractéristique du gouvernement des collèges et universités ?

Aucune force d'aucun genre, aucune pénalité excepté l'exil — et cela suffit — dans toutes ces administrations collégiales et universitaires de notre pays. Dans ces conditions, elles enseignent la liberté, la maîtrise de soi, et elles enseignent encore une autre chose : la bonne volonté. La bonne entente entre les hommes provient de tout enseignement que nous pouvons appeler universel, de tout enseignement sur la nature des différents peuples, leurs coutumes, et leurs lois, et leurs religions.

Le plus grand développement de l'enseignement que j'ai observé depuis dix ans dans nos institutions est le développement de ce qu'on appelle l'enseignement comparé : l'anatomie comparée, la physiologie comparée, la psychologie comparée et la pathologie comparée. Une grande part de l'enseignement du droit est devenu comparé ainsi que celui des religions.

De toutes ces manières, les collèges et universités sont en train d'élargir les sympathies humaines et d'amener une nouvelle époque de bonne entente. Les universités, a-t-on dit ce matin, existent pour

chercher et enseigner la vérité. Rien de plus vrai. Eh bien ! mes maîtres actuels en critique biblique m'ont appris que le chant des anges au-dessus des plaines de Bethléem n'est pas bien traduit dans la version ordinaire. Ce n'est pas : « Paix sur terre, bonne volonté envers les hommes » ; le vrai sens est : « Paix sur terre aux hommes de bonne volonté ». C'est là ce que les universités s'efforcent d'amener sur terre, l'augmentation de la bonne volonté ; et alors la force ne sera appliquée qu'aux hommes à qui manque cette bonne volonté. Il y aura toujours de tels hommes : donc, il faudra toujours de la force, autant que nous pouvons en juger ; mais les règlements des universités américaines comme formes de gouvernement indiquent que d'ici peu le monde trouvera nécessaire de n'employer que peu de force et rien qu'une force policière.

PROPOSITIONS DE PAIX INOCCUPATIONNELLES¹

Je pense que nous sommes tous d'accord que ce sont deux buts très désirables. Ce sont les éléments de la grande réforme que se propose cette

¹ Remarques faites à la même Conférence sur les propositions que la Conférence préconise : l'action à la seconde Conférence de La Haye sur la neutralisation des voies commerciales de l'Océan, et sur la réduction immédiate des armements.

Conférence ; — sans aucun doute. Mais le programme est fait d'une façon assez nouvelle. Il engage la seconde Conférence de La Haye à « agir ».

Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui puisse supposer un instant que la seconde Conférence de La Haye puisse « agir » d'après l'une de ces propositions ? Notre programme, comme on sait, engage à l'action positive et affirmative sur cinq points importants. Nous devons tous avouer que la neutralisation des routes commerciales est impossible jusqu'à ce qu'il y ait un vrai tribunal à La Haye, et une force pour faire exécuter ses ordres. Une force doit faire observer l'exécution de la neutralisation des voies commerciales maritimes. Nous avons déjà des exemples de neutralisation dans le monde — des exemples admirables — la Suisse et le Canal de Suez ; et comment ces neutralités sont-elles mises en vigueur ? Quand le territoire suisse doit être maintenu neutre, la Suisse met sur pied une armée de cent mille hommes ; quand le canal de Suez doit être maintenu neutre, la Grande-Bretagne impose l'ordre. Insisterons-nous sur les réformes auxquelles nous pensons en engageant à l'action sur ces deux points, quand nous savons qu'il est impossible au tribunal de La Haye d'agir ? Nous pourrions raisonnablement

dire, peut-être, que nous demandons à La Haye de commencer à étudier un plan pour la réduction des armements.

Ceci semble possible et même faisable. Rien d'autre n'est faisable. Y a-t-il une personne dans cette salle qui voudrait conseiller à l'Allemagne de consentir à un arbitrage sur la réduction des armements ? L'Allemagne, comme l'a dit M. Smiley, est entourée d'armées ennemies qui peuvent être précipitées sur son territoire en une semaine. Les États-Unis peuvent-ils, à travers l'Océan, étant eux-mêmes dans une position singulièrement sûre, proposer à l'Allemagne de consentir à une discussion sur la réduction des armements jusqu'à ce qu'il y ait un tribunal international et une force derrière ce tribunal ? Il me semble, d'après mon expérience dans l'accomplissement des réformes, que la première règle, pour un réformateur, est de ne jamais engager l'action vers une réforme jusqu'à ce qu'il ait préparé un plan approprié. Nous n'avons aucun plan d'action au sujet de la réduction des armements ou de la neutralisation des routes commerciales maritimes. Personne n'a un tel plan. Nous devons avoir un plan international avant de conseiller l'action internationale.



CHAPITRE III

Craintes qui causent l'augmentation des armements ¹.

38828

Tous les promoteurs de la paix se sont réjouis des progrès faits depuis que la Russie réunit le premier congrès de La Haye pour l'arbitrage, et cette réunion en particulier a été grandement encouragée et stimulée aujourd'hui. Il est clair, cependant, qu'il reste beaucoup à faire avant qu'un tribunal suprême permanent et international soit établi avec une force adéquate pour le soutenir, soit contrôle du crédit, ou police armée, ou opinion mondiale effective et je dois dire que la course aux armements est plus ardente que jamais.

Il doit donc y avoir quelque très forte raison pour expliquer la lenteur des progrès faits vers un système efficace d'arbitrage international, et la continuation de la concurrence extraordinairement

¹ Notice lue à la Conférence du Lac Mohonk en mai 1910.

ruineuse pour fournir les armements ; car toutes les nations concurrentes sentent vivement le fardeau quasi intolérable des taxes que la préparation moderne à la guerre offensive ou défensive leur impose.

Je trouve ces raisons dans deux appréhensions chroniques éprouvées par tous les pays civilisés — quoique les deux ne soient pas également ressenties par les différents peuples, à cause de leurs diversités géographiques et commerciales. La première est la crainte que les approvisionnements en vivres ou en matières premières pour les industries ne viennent à manquer. La seconde est la crainte qu'une immense armée hostile soit jetée sur le territoire national en quelques jours ou même quelques heures.

L'une ou l'autre de ces appréhensions chroniques peut subitement dégénérer en panique par des incidents d'une nature vraiment insignifiante. Le discours d'un ministre, un mot d'un chef d'Etat, ou même une courte série d'articles dans un journal influent, peuvent faire prendre à l'une ou l'autre de ces appréhensions chroniques les proportions d'une panique.

Ces craintes ne doivent pas être prises pour des rêves ou des illusions, ou des cauchemars fantastiques. Elles ne sont pas créées, bien qu'elles puis-

sent être aggravées, par des manufacturiers, des commerçants ou des journaux sans scrupules. Elles sont fondées sur des faits historiques, présents à l'esprit des générations actuelles et sur des axiomes généralement reçus ayant trait au bien-être national, qui est à même de diminuer par une conquête ou une invasion, et d'augmenter par une conquête fructueuse.

Ces axiomes peuvent être aussi absurdes que le code du duel semble actuellement à la plupart des Anglo-Saxons, mais, comme ce code de l'honneur, ils sont généralement acceptés dans l'Europe continentale et parmi une grande partie de la population des Amériques du Nord et du Sud et de la Grande-Bretagne. C'est un fait évident qu'une immense majorité des Anglais pense que c'est pour eux une question de vie ou de mort que de tenir prêtes à l'action immédiate des flottes capables d'empêcher l'invasion et la suppression des ravitaillements en vivres et en matières premières qui leur viennent d'au delà des mers ; et aussi longtemps qu'ils redouteront sérieusement des catastrophes de cette nature, ils continueront à construire des flottes prépondérantes. Ils doivent s'assurer la sécurité contre des calamités aussi désastreuses.

L'Angleterre et le Japon sont les deux pays qui

peuvent avec raison éprouver le plus intensément de l'appréhension au sujet de leurs vivres et de leurs matières premières ; mais les pays dont les territoires ne sont pas insulaires peuvent aussi en éprouver à un degré intense. Ainsi, l'Italie doit importer par mer à la fois les vivres et le charbon ; la France souffrirait beaucoup si elle était privée du coton d'outre-mer, et l'Allemagne doit importer par mer, non seulement beaucoup de vivres, mais encore une grande variété de matériaux pour ses industries grandissantes. Le territoire des Etats-Unis est si vaste, et comprend tant de climats, qu'il nous est difficile de comprendre combien formidable pour tout pays qui ne peut produire sa nourriture et la plupart des matériaux nécessaires aux industries dont il vit, combien formidable, dis-je, est la crainte de la suppression d'une grande partie de ces vivres ou de ces matières premières, ou des deux. Pendant la plus grande partie de l'année, l'Angleterre n'est pas supposée avoir en réserve plus de six semaines de vivres pour sa population.

Devant un tel fait, nous autres Américains devrions pouvoir réaliser que cette crainte de la suppression des approvisionnements essentiels doit être calmée et éloignée avant que les incessants préparatifs de guerre actuels puissent être ralentis

ou arrêtés. Une question très importante à étudier pour ceux qui veulent prendre des mesures efficaces pour favoriser la paix, est donc celle-ci : quelle règle d'action internationale généralement admise apporterait un soulagement à cette intolérable appréhension, et quelles nouvelles forces policières seraient nécessaires pour assurer l'observation de cette règle ?

Confinant nos pensées tout d'abord aux opérations sur les mers, nous voyons facilement que l'adoption par une majorité résolue des grandes puissances maritimes du principe de l'immunité de la propriété privée sur mer suffirait à elle seule à débarrasser de cette appréhension les pays qui en souffrent le plus. Si pendant une guerre navale tous les navires marchands étaient libres d'aller et venir sur les mers libres sans danger de capture ou d'intervention, un pays en guerre aurait peu de raison de craindre l'interruption de son ravitaillement en vivres ou en matières premières. Pour nuire dangereusement à ses approvisionnements, l'adversaire devrait établir un vrai blocus de ses ports, ce qui est une opération difficile et coûteuse en nos jours de vaisseaux rapides indépendants du vent.

On peut remarquer en passant que des modifications avantageuses pour les neutres dans les

définitions du blocus et de la contrebande furent adoptées par la Conférence navale à laquelle participèrent à Londres en 1908-09 l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Russie et les Pays-Bas ¹.

Cette conférence fit de très bon travail, quoique dix nations choisies seulement y aient pris part. Ce précédent peut devenir très utile.

L'adoption sur le papier de cette doctrine de l'immunité de la propriété privée sur mer ne suffirait pas, cependant, à apaiser l'anxiété intense des peuples civilisés quant à leurs approvisionnements essentiels. Ils doivent voir une force poli-

¹ La déclaration publiée par la Conférence dans l'art. 1, chap. 1, limite le blocus aux ports et côtes appartenant à l'ennemi ou occupés par lui, ce qui est une définition restrictive de haute valeur.

Dans l'art. 28, chap. II, les articles suivants sont déclarés ne pas être contrebande de guerre : coton brut, laine, soie, jute, lin, chanvre et les autres matières premières des industries textiles, le caoutchouc, la résine, les gommés et laques, houblon, peaux brutes, les engrais naturels et artificiels, les minerais, les argiles, chaux, briques, ardoises et tuiles, les porcelaines et verreries, le papier, les savons, les couleurs, vernis, produits chimiques tels que la soude, l'ammoniaque et le sulfate de cuivre, les machines employées pour l'agriculture, l'exploitation des mines, les industries textiles et l'impression, les pierres précieuses, les montres et pendules. Il est évident que cette liste, qui n'est pas l'énumération complète de l'art. 28, comprend des articles très importants pour tout pays manufacturier, et que cette claire déclaration disant qu'ils ne sont pas contrebande est un progrès décisif dans les lois de la guerre maritime.

cière toujours prête et capable de leur assurer l'exécution d'un tel accord dans toutes les parties du monde.

Pouvons-nous imaginer la création d'une telle force? Elle doit, bien entendu, être avant tout internationale, afin qu'aucune nation seule ne puisse avoir une chance de résister victorieusement, et elle doit être effective sur tous les océans. Ces conditions seraient remplies si le groupe de nations qui prirent part à la Conférence navale de Londres, ou même un plus petit groupe de nations ayant une grande étendue de côtes, comme l'Angleterre, la France, l'Italie, les Etats-Unis, le Brésil, le Chili et le Japon, s'entendaient quant à l'immunité de la propriété privée sur mer, et employaient leurs flottes combinées, ou une portion adéquate de ces flottes, à imposer cette immunité dans toutes les parties du monde.

Les combinaisons proposées posséderaient les ports nécessaires dans toutes les grandes divisions de l'Océan. Plusieurs des nations en question ont déjà exprimé leur consentement quant à l'acceptation de la doctrine de l'immunité de la propriété privée sur mer. Les Etats-Unis la prônent depuis longtemps. D'autres pays voudraient probablement se joindre à une telle ligue; mais leur adhésion ne serait pas indispensable, quoique désirable. Il

devrait y avoir un autre accord connexe, de façon à arrêter la concurrence des armements maritimes.

Les pays adhérents à cette ligue auraient à faire un autre accord — soumis à une révision périodique — consistant à ne pas augmenter leurs flottes au delà des limites actuelles, et à ne construire des vaisseaux, classe par classe, que pour remplacer ceux hors de service. Une limitation de la taille aussi bien que du nombre de vaisseaux de chaque classe serait nécessaire aussi et chaque pays devrait être tenu au courant des constructions entreprises par chaque autre membre de la ligue. De tels accords et une telle publicité semblent non seulement possibles mais très utiles, si par eux cette formidable crainte de la suppression des vivres et des matières premières peut être écartée à jamais. Un fait encourageant est à noter, c'est que les hommes d'Etat expérimentés des différents pays commencent à parler de ces nouveaux accords comme de choses possibles.

L'immunité de la propriété privée sur mer ne semble pas si éloignée qu'autrefois, en partie parce que l'immunité comparative de la propriété privée sur terre pendant l'actuel état de guerre n'a pas nui au succès des campagnes et en partie, parce que la destruction de sa marine marchande n'a pas été dans les temps récents, ni même dans aucun

temps, un mode efficace de domination sur un ennemi vigoureux. Pendant la guerre civile de 1861-1865, les Etats-Unis perdirent presque tous leurs navires marchands marins et n'ont jamais repris leur position dans les transports mondiaux; mais ce fait n'a pas eu d'effet appréciable sur la prospérité du pays. De nos jours, n'importe quel pays peut facilement faire transporter toutes ses exportations et importations dans des cales étrangères à de bas prix mis en concurrence. De plus, les pillards sur terre et les corsaires sur mer ne sont plus considérés comme respectables.

Un accord de cette nature en ce qui concerne les forces navales et leur emploi international pourrait avoir une grande importance accessoire. Il pourrait montrer à organiser une police navale internationale, soumise aux ordres d'un tribunal arbitraire permanent à La Haye. D'autres genres de forces peuvent être combinés pour assurer l'exécution des décrets du tribunal, comme, par exemple, le refus de crédit à un gouvernement désobéissant; mais toute expérience semble démontrer qu'une force adéquate quelconque doit exister derrière un tribunal suprême international, comme toujours derrière tout autre tribunal. Autrement, il est à craindre que le tribunal n'obtienne pas en fait la confiance de l'humanité civilisée.

L'autre appréhension chronique qui empêche le progrès des méthodes d'arbitrage et la réduction des armements, est l'appréhension d'une invasion soudaine et écrasante du territoire national par des forces hostiles. Cette incessante appréhension est extrêmement vive, et porte en soi un élément explosible; et cependant sur ce sujet le monde civilisé a certainement fait des progrès. Comme de juste, les moyens modernes de transport par terre et par mer ont intensifié cette appréhension, et l'ont répandue sur de plus vastes sphères; mais, d'autre part, la presse, les courriers fréquents, les télégraphes et téléphones ont développé des moyens efficaces pour dissiper l'ignorance, pour corriger les malentendus, et pour nous avertir des mouvements des passions humaines. Certains bénéfices évidents quant au danger d'invasion se démontrent facilement.

D'abord, aucune partie du monde civilisé n'est maintenant soumise à l'invasion soudaine des hordes de barbares, aussi bien armés ou presque que les peuples dont ils envahissent le territoire. Dans tous les conflits avec les barbares la civilisation a maintenant un immense avantage dans l'équipement de guerre. Deuxièmement, il semble probable que les guerres dynastiques n'arriveront plus jamais dans le monde civilisé. Troisièmement, certains

petits États européens ont conservé eux-mêmes leur territoire intact depuis près de cent ans en présence de voisins beaucoup plus puissants, et si le jugement d'hommes d'affaires impartiaux est admis, la richesse « per capita » stable des petits pays est plus grande et plus sûre que celle des plus grands états. Dans quelques cas, il est vrai, la génération déclinante a été témoin de la prise forcée de petites parties du territoire de ces États par un État plus grand et de l'abandon aux vainqueurs de portions de territoire conquis. Quatrièmement, la grande dépense de sang et de richesse de la guerre moderne tend à empêcher le déchaînement d'une telle guerre. En réalité, les frais de la seule préparation à la guerre ont augmenté d'année en année depuis vingt ans, et récemment l'aviation a été la source d'un nouveau chapitre de dépenses.

La masse du peuple commence à comprendre qu'elle paye les frais de guerre, et elle n'est pas aussi muette ni aussi impuissante qu'autrefois. D'où, peut-être, ce fait encourageant que des armées immenses, prêtes à l'action, sont face à face en Europe depuis quarante ans sans entrer en collision.

Cinquièmement, la Suisse républicaine a montré comment toute la population mâle capable de porter les armes peut être formée et tenue prête pour

une guerre défensive, sans restreindre sérieusement l'activité industrielle du peuple, et sans maintenir une armée puissante qui pourrait être employée à des buts offensifs hors du territoire national.

Ce sont là de bons présages de paix ; mais ils ne donnent de sécurité efficace à aucun peuple européen dont le territoire n'a pas été déclaré neutre contre l'invasion soudaine de son territoire par une formidable force ennemie capable d'infliger d'immenses pertes et d'extorquer une énorme rançon. L'expérience de la Suisse, cependant, est plus qu'un présage, car elle montre un moyen de faire de l'Europe, au lieu d'un groupe de camps sous les armes, toujours prêts à des hostilités au dehors, un groupe d'états disposés à la paix, chacun maintenant une solide force protectrice, mais pas agressive. La société civilisée est encore fondée sur la force, mais cette force devrait être protectrice. En pratique, il serait plus facile pour un grand État que pour un petit d'adopter une excellente méthode suisse. De plus, les territoires des grands États pourraient être « neutralisés » par un accord aussi bien que les territoires des petits états.

Somme toute, la seule façon dont les promoteurs de la paix puissent en ce moment tenir tête à l'appréhension de l'invasion est d'encourager des

traités d'arbitrage qui ne comportent pas d'exceptions, et l'établissement d'un tribunal permanent de justice arbitraire. La réduction des armements sur terre doit attendre l'établissement d'une cour suprême de ce genre, quoique, cependant, des nations voisines puissent faire à deux ou trois des accords locaux pour une réduction analogue à l'inestimable arrangement conclu en 1817 entre la Grande-Bretagne et les États-Unis au sujet des armements sur les Grands Lacs.

CHAPITRE IV

Les causes actuelles et futures de la guerre, particulièrement en Orient. — Un gouvernement étranger. — L'unité chinoise. — Les ambitions japonaises. — La domination du Pacifique¹.

La défense de ces lents moyens d'action pour empêcher les guerres dans l'Est implique que dans les sphères surveillées les causes probables de la guerre ont changé depuis cinquante ans. Les guerres religieuses ou dynastiques, et les guerres en faveur d'un gouvernement despotique ne sont plus probables dorénavant ; et les antipathies de races sont tenues en échec par les puissances européennes dans tous les pays surveillés par ces puissances. Ainsi, la « Pax britannica » a pratiquement mis fin à la guerre de race et de religion qui, de temps à autre, désolait les pays asiatiques sur lesquels l'influence britannique s'étend maintenant. De petites explosions d'antipathie de race

¹ Extraits d'un rapport fait par Ch.-W. Elliot aux Administrateurs de la « Fondation Carnegie pour la Paix » en 1913.

ou de fanatisme religieux éclatent localement ; mais ce sont d'insignifiantes exceptions à la tranquillité régnante. La lutte que la Grande-Bretagne a soutenue pour établir et maintenir cette influence tranquillissante, a été une lutte sur une petite échelle en comparaison de celle qui eut lieu entre les nations européennes pendant le XIX^e siècle, ou parmi les peuples orientaux pendant bien des siècles précédents : la « Pax britannica » a donc grandement contribué à la paix du monde.

Ce n'est pas seulement dans l'Est que les causes probables de la guerre internationale ont changé récemment. A travers le monde, on peut raisonnablement supposer que les guerres, pour des motifs dynastiques, n'auront plus lieu, et que les motifs religieux de guerre seront dorénavant accidentels ou secondaires au lieu d'être primordiaux. On peut aussi raisonnablement croire que les guerres en faveur des souverains absolus ou d'un gouvernement despotique seront dorénavant inconnues, tellement le mouvement universel vers le gouvernement constitutionnel et les institutions libres est général, mouvement qui date de cinquante à trois cent cinquante ans dans l'Ouest, mais qui est comparativement récent dans l'Est.

Quelles seront alors les causes de la guerre internationale dans l'avenir ?

Les causes de guerre dans l'avenir seront probablement les méfiances, antipathies et appréhensions nationales, qui se sont développées par l'ignorance, et se sont nourries de rumeurs, de suspicions et de conjectures propagées par des colporteurs de nouvelles peu scrupuleux, jusqu'à ce qu'un événement imprévu en fasse subitement une haine active, ou une alarme généralisée qui devient facilement une panique. Tandis que les peuples orientaux auront quelques raisons propres pour la guerre, parce que dans certains cas ni leurs limites géographiques, ni leurs institutions gouvernementales ne sont encore bien établies, parmi les peuples occidentaux les causes les plus probables de la guerre future, en plus des antipathies nationales, seront le conflit des intérêts commerciaux ou industriels, des contestations pour de nouveaux marchés et de nouvelles occasions de placements profitables des capitaux, et peut-être, l'émigration extensive des travailleurs. Tous les gouvernements modernes, dans lesquels la vie, la liberté et la propriété sont assurés par la loi, désirent étendre le commerce et le négoce de leurs peuples, développer leurs industries en trouvant des débouchés à l'étranger, obtenir dans des parties relativement inoccupées ou inexploitées de la terre des opportunités pour la jouissance profitable de

leur capital accumulé et gagner du terrain pour une augmentation possible de la population dans l'avenir. Les peuples de l'Est et de l'Ouest éprouvent le même désir d'une unité gouvernementale forte et solide, trop formidable pour être attaquée du dehors, trop cohésive pour être désintégrée au dedans. L'Est et l'Ouest témoignent l'un et l'autre d'une objection insurmontable envers la domination étrangère surtout quand cette domination comme celle des Mandchous ou des Turcs produit la pauvreté et la désolation, entrave la liberté et empêche le progrès.

Plusieurs pays occidentaux, qui ont des habitudes d'épargnes ou d'accumulation sont disposés à faire des prêts à des pays éloignés et relativement pauvres qui ont grand besoin d'argent pour payer de dispendieux travaux publics de transport, de conservation, de santé et de sécurité publiques. En consentant de tels prêts les banquiers de chaque pays occidental comptent sur le soutien et la protection de leur propre gouvernement. Comme sécurité pour de tels prêts le gouvernement emprunteur, national, provincial ou municipal, engage certaines de ses ressources et si l'intérêt ou le dividende n'est pas payé, le prêteur peut forclore. D'où de sérieuses complications internationales. Dans ces affaires de prêts les puissances occiden-

tales sont en concurrence et, stimulées par la jalousie, elles engagent des opérations agressives contre les peuples orientaux, qui ont été en général à leur merci, jusqu'à ce que le Japon ait adopté et amélioré l'organisation militaire et les méthodes occidentales, et ait réussi pour quelque temps à emprunter l'argent nécessaire aux lourdes dépenses de la guerre.

La pénétration des territoires orientaux par les négociants et missionnaires ont donné le prétexte de beaucoup d'attaques des puissances occidentales contre les gouvernements et les peuples orientaux, d'après la théorie que tout citoyen ou sujet d'un gouvernement occidental doit être protégé par son propre gouvernement, où qu'il puisse aller ou s'installer dans les centres orientaux. Si un citoyen aussi aventureux subit quelque dommage, il s'ensuit une « expédition de châtiment » avec destruction en masses d'innocentes vies et de la propriété privée, et souvent extension de la « sphère d'influence » du vengeur. Cette protection des missionnaires, négociants et voyageurs a souvent été la cause, ou, en bien des cas, le prétexte d'attaques des puissances occidentales contre des centres orientaux, pour la saisie de ports importants et du territoire adjacent, et le paiement forcé d'indemnités exagérées qui accablent lourdement les géné-

rations suivantes. D'où d'inapaisables antipathies et méfiances internationales.

Un peuple qui a été depuis des siècles sous une domination despotique n'aura pas accumulé des masses considérables de capital, parce que la propriété privée n'aura pas été à l'abri d'une saisie arbitraire, et n'aura pas pu être transmise en toute sécurité de génération en génération. A travers l'Orient, par conséquent, le capital qui cherche un placement dans des mines, plantations, fabriques, compagnies de transports, etc., est venu d'Occident, et il en sera probablement ainsi pour une autre génération au moins, ou jusqu'à ce que le Japon et la Chine puissent récolter le bénéfice de la sécurité du capital sous un gouvernement constitutionnel. L'Orient dans son ensemble, et la Chine en particulier, auront besoin pendant bien des années du placement continu du capital occidental dans les grandes entreprises publiques, telles que routes, chemins de fer, défenses contre les inondations, la sécheresse et les épidémies, écoles, universités et d'un fonctionnarisme qui vit de salaires et rassemble et dépense honnêtement un revenu public stable. Dès que la république chinoise pourra se procurer un revenu public stable, elle prendra sa place sur les marchés mondiaux pour une série indéfinie de vastes prêts; et tous les peuples occidentaux seront

désireux de prendre part à ces prêts. Le Japon, aussi, aura besoin pendant de longues années de grands capitaux pour mener à bien ses transformations gouvernementales et industrielles.

Dans tous les pays d'Orient la masse du peuple vit plus pauvrement qu'aucun peuple occidental civilisé, soit européen ou américain. Ceci est, en partie, une affaire de climat et de densité de population ; mais c'est aussi une affaire de tradition et de mœurs. Quand la façon de vivre ne dépasse pas les limites de ce qui est essentiel au maintien de la santé et de la vigueur corporelle, les catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les inondations, les tremblements de terre et les épidémies causent des crises périodiques d'immense misère humaine, dont le peuple se remet lentement. La misère de ces masses déprime sérieusement le courage ou l'initiative de la nation qui en souffre, et du commerce, du négoce, des industries manufacturières à travers le monde, particulièrement dans ces pays d'Orient où les moyens de transport et de communications modernes n'ont pas été proportionnellement développés. D'où de fréquentes interruptions du négoce et des désordres à la fois intérieurs et extérieurs ; et d'où aussi d'inquiétantes émigrations. La pauvreté chronique des multiples peuples orientaux entrave le déve-

loppement souhaité des industries et du commerce occidentaux, parce que les millions de gens appauvris ne peuvent pas se permettre d'acheter les biens occidentaux. Pour empêcher une misère si étendue et une telle pauvreté chronique, il faudrait écarter la cause de beaucoup des violences qui éclatent de temps à autre dans les collectivités orientales, et provoquer ou encourager l'intrusion de puissances occidentales plus fortes. Une prévention heureuse impliquerait une saine législation, une administration locale efficace, et un usage libéral des fonds. Prôner de telles mesures et aider à leur exécution serait favoriser la paix et la bonne entente. Voilà un vaste champ pour la bienfaisance occidentale, l'application adroite des dons privés à des buts publics.

Quelques-unes des pires dissensions entre les peuples orientaux et occidentaux ont été causées dans les dernières années par l'ignorance épaisse et les grossières superstitions des peuples de l'Orient. Un bon exemple des discordes dues à ces causes est l'insurrection des Boxers en Chine, contre laquelle plusieurs puissances occidentales prirent les armes — quand leurs Légations furent attaquées — avec succès en ce qui est de soumettre les insurgés et de tirer de fortes indemnités de la Chine, mais avec des résultats déplo-

rables quant aux dispositions des Chinois vis-à-vis du Japon et de toutes les puissances occidentales qui envoyèrent des troupes à Pékin, à l'exception des Etats-Unis.

La seule vraie cure pour l'ignorance et la superstition est l'éducation universelle, et ce remède prendra du temps.

Bien que les causes de la guerre tendent à devenir commerciales et industrielles, deux autres causes universelles sont capables d'agir tant dans l'Est que dans l'Ouest. La première est la crainte d'une invasion subite par une force écrasante. Cette crainte se fait sentir aussi vivement en Chine et au Japon qu'en Allemagne, en France et en Angleterre; et il n'y a pas de meilleures défenses contre elle dans l'Est que dans l'Ouest.

La neutralisation du territoire qui protège certains des petits pays européens, comme la Suisse et la Belgique, repose plutôt sur une jalousie mutuelle des grandes puissances que sur un principe établi parmi les peuples européens, ou sur un sentiment loyal de convenance et de justice. Ce qui se rapproche le plus dans l'Est de cette pratique de la neutralisation territoriale est le respect témoigné par les grandes puissances européennes vis-à-vis des possessions orientales des plus petites puissances. Ainsi, l'Angleterre et la France respec-

tent les possessions orientales des Pays-Bas et du Portugal : et tous les pays respectent maintenant les possessions non attenantes du Japon. On ne peut affirmer que les possessions orientales des puissances occidentales seront à l'avenir transférées d'un pays à l'autre comme conséquence des conflits européens — comme cela a eu lieu dans le passé — ceci est un problème de l'avenir. Le seul espoir, dans l'Est comme dans l'Ouest, de voir s'apaiser cette terrible appréhension d'une invasion, réside dans le progrès de la loi internationale et dans l'expansion parmi les publicistes de l'idée qu'il existe de meilleurs moyens que la guerre pour régler les questions internationales soit au sujet des territoires, des rapports commerciaux ou de la souveraineté. C'est là une sphère dans laquelle les trois divisions des activités de la Fondation Carnegie pour la Paix se trouvent étroitement mêlées — rapports et éducation, économie sociale et loi internationale.

L'autre appréhension qui peut à tout moment provoquer une guerre est la crainte de voir supprimer les envois de vivres et de matières premières qui viennent par mer. Des pays insulaires comme la Grande Bretagne et le Japon sont particulièrement exposés à cette appréhension; car l'un ou l'autre serait sérieusement atteint par

une interruption même courte de ses arrivages de vivres et de matériaux bruts. Ces deux pays sont obligés de maintenir des flottes plus puissantes qu'aucune dont ils puissent craindre l'approche. D'où l'immense fardeau des armements maritimes concurrents. On peut cependant entrevoir un remède à cette appréhension. La doctrine qui dit que la propriété privée doit être exemptée de toute capture en mer, comme elle l'est déjà de la saisie sans compensation sur terre, pourra débarrasser les pays de la terreur de voir supprimer leurs fournitures de vivres et de matières brutes pour leurs industries manufacturières, et l'exportation de leurs produits manufacturés rendue impossible ou peu sûre, quand cette doctrine sera adoptée par les quelques pays qui maintiennent des flottes puissantes. Pour se mettre à l'abri de cette appréhension périodique qui provoque une si exorbitante dépense pour les flottes, il ne serait pas nécessaire que tous les pays du monde adoptent la doctrine de l'exemption de la propriété privée de la capture sur mer. Cinq ou six des pays les plus forts l'adoptant et l'imposant envers et contre tous, pourraient immédiatement s'assurer la sécurité pour eux-mêmes et pour tout autre pays qui voudrait se joindre à eux et employer cette méthode. Les Etats-Unis ont prôné cette

doctrine depuis longtemps, mais n'ont pu l'adopter effectivement à cause du peu d'empressement de la Grande-Bretagne à abandonner l'usage de saisir sur mer la propriété privée appartenant à des sujets ennemis. A de certains signes, on peut voir que la Grande-Bretagne en arrive à penser qu'elle a plus à gagner qu'à perdre par l'adoption de cette mesure.

Une raison fréquente pour les agressions des puissances occidentales dans les pays d'Orient a été leur désir de posséder ou dominer les ports de l'Est par lesquels le négoce occidental avec les prolifiques populations orientales peut se faire en toute sécurité. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas possèdent tous quelques ports, et en Chine les trois premières de ces puissances exercent un étroit contrôle sur d'autres ports par le moyen de traités et de baux imposés à la Chine. Le vif désir manifesté par la Russie d'avoir de meilleurs ports dans les eaux orientales que ceux qu'elle possède actuellement a été le motif dirigeant de sa politique orientale depuis bien des années.

Les hommes d'État japonais sentirent qu'il était absolument indispensable de posséder les ports de la péninsule de Corée. Quand une fois un pays prend possession de ports qui originairement et jus-

tement faisaient partie du territoire d'un autre pays, le pays possesseur sent qu'il doit les défendre à tout prix, d'où une préparation incessante pour la guerre et des armements de plus en plus intensifs. La paix du monde serait favorisée si aucun pays occidental et oriental ne possédait ou contrôlait un port sur territoire étranger.

La paix du monde est aussi menacée par les efforts constants de la plupart des pays commerçants pour agrandir leurs territoires, ou « sphères d'influence », dans des parties du monde éloignées, que la population en soit dense ou clairsemée. On semble attacher peu d'importance à ce que ces accroissements soient profitables ou non ; on les acquiert à tout hasard.

En Europe et en Amérique, la création de nouvelles et importantes unités de gouvernement se poursuit activement pendant la dernière moitié du XIX^e siècle, et est encore en voie de développement par sa croissance naturelle et de nouvelles affiliations. Parmi les théoriciens politiques des doutes commencent à surgir au sujet de l'opportunité de ces vastes unités de territoire et de gouvernement. Il est évident que les petits pays d'Europe sont plus prospères que les grands ; peut-être parce qu'ils dépensent moins pour leur armée, leur flotte et leurs armements.

Il y a des gens qui pensent que la Chine serait plus prospère si le Thibet, la Mongolie et la Mandchourie étaient absorbés par la Grande-Bretagne, la Russie et le Japon respectivement, laissant les dix-huit provinces de la Chine propre comme un tout compact et maniable. Ces objections contre une étendue exagérée sont encore du domaine de la spéculation et non de la pratique, et le désir des nations commerçantes d'accroître de plus en plus leur territoire reste une source menaçante de conflits internationaux.

Des événements récents, cependant, tant en Orient qu'en Extrême-Orient, indiquent que le gouvernement de vastes populations par une race étrangère devient de plus en plus difficile, et peut, à un moment donné, devenir impossible. L'agitation des Indes, l'abdication des Mandchous en Chine, et la guerre des Balkans démontrent que le gouvernement des grandes populations par une autorité étrangère sera probablement de moins en moins bien supporté et trouvera finalement de la résistance ; et qu'aucune somme de bonne volonté et de bonnes œuvres de la part d'un gouvernement étranger ne parviendra à surmonter l'opposition des races indigènes envers un tel gouvernement, simplement parce qu'il est étranger. A cause de la force et de la vitalité de ce sentiment de race contre

un gouvernement étranger, il est probable que la tâche de gouverner et de surveiller de loin de vastes populations indigènes par des chefs, juges et administrateurs d'une race très différente, deviendra une source d'ennuis et de dépenses, de sorte que la liberté du commerce et du négoce en arrivera à être recherchée par d'autres moyens.

Contre ces difficultés formidables, quelles forces le gouvernement provisoire pouvait-il faire agir pour unifier la Chine, édifier un gouvernement stable et fort pour les dix-huit provinces fédérées ? Ces forces n'étaient que sentimentales ; mais c'était précisément les sentiments qui ont fait naître sur d'autres continents de fermes et durables gouvernements. Le premier était le sentiment de la nationalité chinoise ; le second l'objection à un gouvernement étranger, celui des Mandchous qui n'était qu'un gouvernement factice ; et le troisième était le sentiment de résistance commune contre les agressions que les puissances occidentales avaient commises depuis cent cinquante ans sur le sol chinois.

Le sentiment de la nationalité est vaste, vague, et difficile à définir ; mais l'histoire de l'Europe et de l'Amérique est pleine d'exemples de son énorme puissance. Il ne semble pas exiger une langue commune, ou une race pure, ou un heureux mélange de races quelque peu différentes, ou le même

climat, ou l'identité des sources de l'existence. Il n'est pas nécessairement basé sur un passé historique similaire, des traditions communes ou même une religion semblable. Si nous pouvons juger d'après l'expérience européenne et américaine, le sentiment de la nationalité est basé sur des principes ou besoins d'existence semblables, sur des idéals communs, sur les mêmes passions bonnes ou mauvaises, sur un amour de l'indépendance et de la liberté, sur une préférence pour une unité gouvernementale forte et compréhensive plutôt que mesquine, et sur le désir de résister aux dangers communs et aux agressions du dehors. Ce dernier désir contribue beaucoup à l'unification du monde.

L'expérience du mauvais gouvernement tend à unir les mal gouvernés, exactement comme un tremblement de terre, un orage destructif, une conflagration, ou une inondation fait surgir une confraternité pratique parmi les victimes. Telles semblent être les sources du développement actuel parmi les Chinois d'un puissant sentiment de la nationalité.

Quand plusieurs races vivent côte à côte et forment une collectivité, il arrive souvent que l'idéal de l'une de ces races domine le développement des autres. Ce résultat a souvent été remarqué dans l'histoire, et est encore visible dans la vie

actuelle de certains pays auxquels des éléments de races diverses ont contribué sans être mêlés. L'élément le plus essentiel dans l'idée moderne de nationalité est la similitude d'idéal et des coutumes qui sont les rejetons de l'idéal.

J'ai déjà parlé dans ce rapport du développement dans beaucoup de régions de l'objection à un gouvernement étranger comme tel. Elle apparaît sur une petite et sur une grande échelle, dans les pays barbares et semi-barbares et dans les pays civilisés depuis longtemps. Elle peut être réprimée pendant une longue période, quoique reconnue. Elle peut être longtemps cachée par des multitudes qui l'éprouvent fortement ; mais elle tend de plus en plus à travers le monde à se faire jour enfin et à prendre le dessus.

La résistance à l'oppression étrangère aide beaucoup à la formation de nouvelles unités nationales, comme on l'a vu en Europe pendant l'année dernière d'une façon convaincante. Toute la Chine a été si durement opprimée et éprouvée du fait des nations occidentales qu'elle a acquis une grande force unifiante dans ce sentiment commun d'injuste souffrance.

Toutes les nations entreprenantes de l'Ouest ont intérêt à déterminer exactement ce que sont réellement les désirs et les ambitions du peuple japonais.

Les Japonais ont prouvé par ce qu'ils ont accompli depuis quarante-cinq ans que comme race ils possèdent de belles qualités physiques, mentales et morales. Ils possèdent à un haut degré l'intelligence, l'esprit inventif, l'initiative commerciale et industrielle, la persistance, et les qualités morales qui amènent le succès dans les entreprises. Ils ont appris et mis en pratique toutes les méthodes de guerre sur terre et sur mer de l'Occident, et ont prouvé qu'ils peuvent tenir tête non seulement aux races jaunes, mais aux blanches. Sont-ils donc un apport dangereux ou non au groupe mondial des concurrents industriels et commerciaux ? Leur force démontrée est-elle dangereuse pour la paix du monde et la race blanche ? Pour répondre à ces questions, il est indispensable de se faire une idée claire et juste des désirs et des ambitions du Japon.

La population japonaise n'est pas nombreuse : elle compte moins de la moitié de celle des Etats-Unis. Ce n'est pas un peuple colonisateur. Le gouvernement japonais a eu beaucoup de mal à convaincre les Japonais de s'installer à Formose, et, à l'heure actuelle, il rencontre les mêmes difficultés en Corée et en Mandchourie. Il est certain que le climat de Formose est trop chaud pour les Japonais ; mais celui de la Corée et de la Mandchourie

ressemble à celui du Japon. Ils sont aventureux au point de vue commercial et voyagent au loin comme colporteurs, ou pour chercher du travail, mais ils ne sont pas colonisateurs. Ils aiment leur chez eux, comme les Français. Ils n'ont pas plus besoin des Philippines que les Américains. Si un négociant japonais gagne de l'argent dans un pays étranger, il ramènera sa famille et son argent au Japon aussi tôt que possible. Ils n'épousent pas de femmes de race étrangère, ce qui est le contraire de ce qui se passe pour la race blanche. Le croisement inopportun de races dissemblables ne sera favorisé par eux dans aucune partie du monde.

Les Japonais ne sont pas un peuple guerrier, quoique depuis quelques années il ait engagé deux guerres défensives, l'une contre la Chine et l'autre contre la Russie. Il possède, il est vrai, d'admirables qualités martiales, et fait des soldats obéissants, tenaces et courageux pour le service de leur pays. Le motif fondamental qui les fait se battre n'est pas, cependant, un amour de la guerre en elle-même, comme en éprouvent certains peuples d'Occident, mais une simple et profonde fidélité envers leur pays, et les représentants autorisés de la puissance et de la volonté de leur pays. Dans leur patriotisme intense la fierté, la loyauté et l'amour sont fondus dans un sentiment

qui domine complètement le soldat, l'officier et toute l'armée et la marine. Néanmoins, ils ne sont pas un peuple agressif ni conquérant; et ils ne voient aucune raison d'acquérir de nouveaux territoires, excepté des territoires proches qu'ils croient nécessaires à la sécurité de leur empire insulaire.

Les Japonais sont accusés, surtout par les militaires et marins de l'Ouest, de vouloir « dominer le Pacifique », mais le Japon n'a aucunement cette intention. Tous les hommes d'Etat et philosophes politiques japonais reconnaissent le fait que le Japon est, et sera toujours, incapable de « dominer le Pacifique ». Aucune nation du monde ne pourrait surveiller l'Océan Pacifique. Pour cela, il faudrait une combinaison d'au moins quatre puissances ayant de fortes marines. Cinq ou six puissances réunies, telles, par exemple, que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, les Etats-Unis, le Japon et la Russie, ou l'Italie pourraient le faire, et pourraient en même temps dominer toutes les mers et tous les océans. Il serait préférable, quoique ce ne soit pas indispensable, qu'un fort gouvernement Sud-Américain de la Côte du Pacifique se joigne en groupe. Bien des gens pensent qu'un contrôle des océans par une telle combinaison de forces serait désirable, parce qu'il tendrait à écarter une partie des appréhensions qui causent la

guerre et la préparation à la guerre, et à arrêter à leur début des offenses commises ou envisagées par un pays contre un autre.

Tous les « leaders » japonais savent bien qu'il serait impossible soit au Japon, soit aux États-Unis d'envoyer une armée de cent mille hommes avec leurs bagages, animaux, approvisionnements et munitions à travers l'Océan Pacifique en sécurité, quoique la flotte puisse être convoyée par des quantités de navires de guerre et de croiseurs cuirassés. Les moyens d'attaque de nuit par des vaisseaux presque invisibles sur une flotte dispersée et en marche sont capables d'arrêter ou de détruire une telle expédition, si les forces assaillantes étaient quelque peu alertes et vigoureuses. Si par miracle une telle armée effectuait un débarquement sur l'une ou l'autre rive, elle ne pourrait rien faire d'important, à moins que la première expédition ne soit immédiatement suivie d'une deuxième et d'une troisième. L'échelle de la guerre moderne entre les nations est trop vaste pour de si lointaines expéditions, peu importe quelles sont les ressources du pays qui serait assez téméraire pour s'y risquer.

Le Japon, étant lourdement chargé de dettes contractées pendant les guerres de Chine et de Russie et pour faire des améliorations intérieures,

né pourrait pas emprunter l'argent nécessaire à ce moment-là pour s'engager dans une guerre agressive sur une vaste échelle et à distance, bien qu'il puisse combattre avec succès sur la défensive ou près de chez lui. Voilà tout ce qu'il pourrait faire sans aucun doute, comme beaucoup d'autres pays pauvres l'ont fait ; mais l'état des finances est tel qu'il ne pourra s'engager dans une guerre offensive avant au moins une génération. De plus, tout le capital que les négociants, manufacturiers et financiers japonais pourront réussir à accumuler pendant les trente années à venir est absolument nécessaire pour exécuter les travaux publics et pour étendre les entreprises industrielles dans le pays. Les intérêts commerciaux et industriels du Japon demandent la paix avec tous les autres pays du monde. Comme le Comte Terauchi me l'a dit à Séoul : « Il n'y a aucun intérêt au Japon qui puisse être favorisé par une guerre avec les États-Unis ou aucun autre pays, et, inversement, il n'y a aucun intérêt aux États-Unis qui pourrait profiter d'une guerre avec le Japon ». Telle était, ainsi que je l'ai déjà dit, l'opinion de tous les hommes d'État et d'affaires japonais avec qui j'ai causé pendant l'été de 1912, et beaucoup de ces messieurs dirent qu'ils n'avaient jamais vu un « leader » politique ou commerçant japonais qui ne

soit de cet avis. Le commerce entier entre le Japon et les États-Unis est un avantage pour les deux pays et les États-Unis sont le meilleur client du Japon. La guerre entre les deux pays ne doit pas être envisagée, et supposer que le Japon pourrait commettre un acte agressif contre les États-Unis qui entraînerait forcément la guerre est entièrement déraisonnable, fantastique et insensé : c'est le produit d'une imagination morbide et timorée.

Les hommes d'État japonais ne sont pas en faveur d'une migration intensive du peuple japonais vers d'autres pays. Ils veulent que les émigrants japonais s'installent dans des territoires japonais proches de la mère-patrie. Ils soutiennent que les industries japonaises indigènes ont besoin de tout le labeur que la population peut fournir. Les économistes japonais préfèrent beaucoup les méthodes récentes de placement de capitaux étrangers au Japon à celles qui consistaient à placer les capitaux et les travailleurs japonais à l'étranger. Quand une corporation américaine qui dirige chez elle une industrie florissante, vend ses brevets et ses méthodes à un groupe de capitalistes japonais et prend ensuite une part considérable d'actions et d'obligations de la compagnie japonaise, les capitaux américains trouvent un placement profitable,

les travailleurs japonais restent chez eux, et le produit de l'industrie japonaise est vendu avec avantage sur tous les marchés du monde.

Le Japon a besoin de débouchés étrangers pour ses produits manufacturés. La guerre, ou tout autre action ou événement qui interrompt les rapports commerciaux avec les autres pays est nuisible aux intérêts japonais.

Le véritable état d'esprit des Américains envers le Japon est une cordiale bonne volonté et une non moins cordiale admiration. Le Japon devrait recevoir aux États-Unis tous les privilèges que possède le « pays le plus favorisé » ; et c'est là tout ce que le Japon demande aux États-Unis, excepté le respect dû à ses œuvres et aux qualités physiques, morales et intellectuelles qui ont rendu possibles ces progrès. Toutes les classes, au Japon, les éduquées comme les illettrées, les pauvres comme les riches, sont froissées de se voir traitées comme un peuple arriéré, à demi civilisé et peu digne de confiance. Elles désirent être considérées comme un membre de la famille des pays civilisés.

Les guerres et les préparatifs de guerre continuent, parce que beaucoup des causes de guerre dans le passé continuent d'exister. Les peuples occidentaux ont depuis des siècles combattu plus souvent et plus durement que ceux d'Orient ; et

l'esprit chrétien qui domine parmi eux n'a guère de tendance à empêcher qu'ils ne se combattent entre eux, quelquefois avec férocité, ou à les empêcher d'attaquer des peuples non chrétiens, s'ils y trouvent leur intérêt. Les peuples orientaux, comme il a déjà été dit, auront leurs propres causes de guerre, parce que dans quelques cas importants, ni leurs limites géographiques ni leurs institutions gouvernementales ne sont encore établies. Un peuple oriental a récemment acquis tout l'art occidental de la guerre avec les sciences subsidiaires, et d'autres peuples orientaux sont en train de faire la même acquisition. La guerre durera jusqu'à ce que les causes soient déracinées, et cette extirpation sera une tâche longue et dure. La fondation Carnegie pour la paix internationale commence par conséquent un travail qui durera pendant des générations. La confiance doit reposer sur les forces lentes de l'éducation, de l'hygiène et de la conservation, sur le progrès des connaissances mutuelles et des rapports commerciaux avantageux ayant pour résultat la bonne entente entre nations ; cette confiance peut reposer aussi sur l'usage patient et constant des agents civilisateurs que la démocratie et la science appliquée ont inventés et mis en œuvre depuis cent ans.

D'après les observations mentionnées dans le

rapport ci-dessus, on peut tirer certaines conclusions au sujet des dépenses profitables pour favoriser la paix internationale par la division des relations et de l'éducation de la fondation Carnegie pour la paix internationale.

On peut déduire en toute sécurité qu'une action suivant l'une des directions que je vais indiquer, nous rapprochera de la paix :

1° Créer ou soutenir des entreprises compétentes pour réduire, soulager, ou prévenir, dans la mesure du possible, quotidiennement, les torts, misères et illusions qui ont causé, et causent encore les guerres ;

2° Fortifier l'opinion publique en faveur de la publicité des transactions commerciales et gouvernementales ;

3° Soupçonner et sonder tous les secrets et les choses cachées dans la famille, les industries, la législation et l'administration. L'oppression et le vol sont généralement tramés en secret. L'une des pires conséquences d'une oppression sévère et de longue durée est que la résistance et la révolution doivent être nourries en secret. S'informer, enquêter, faire la lumière et publier.

4° Cultiver dans tous les pays les fonctions d'administrateurs, l'esprit public, et l'application des fonds privés aux usages publics.

5° Créer ou développer, en plus de l'éducation universelle élémentaire, des établissements d'éducation permanents tels que bibliothèques, hôpitaux, dispensaires, écoles d'infirmières et écoles techniques et professionnelles dans les pays qui en manquent.

6° Reconnaître franchement la nécessité actuelle de maintenir dans tous les pays des forces armées pour protéger la nation contre une agression du dehors, ou la désagrégation intérieure.

7° Fortifier l'opinion publique en faveur d'une marine internationale pour assurer la paix et l'ordre sur les mers et une liberté qui ne puisse être interrompue, pour le commerce maritime.

8° Développer ces sentiments religieux et ces principes économiques, politiques et industriels qui tendent manifestement à purifier et à fortifier la vie de famille et à assurer la liberté, les joies domestiques, la tranquillité publique, et la santé, la moralité et le bien-être général du peuple.



CHAPITRE V

**La grande guerre européenne. — Ses causes.
— Sa portée. — Ses buts. — Quels bénéfices
l'humanité peut en tirer¹.**

Les Américains sans distinction de parti sont fort satisfaits de la façon d'agir de leur administration nationale pour tous les graves problèmes qu'amène l'explosion subite d'une guerre préparée de longue main en Europe — guerre où sont entraînés déjà cinq grands États et deux petits. Ils approuvent de bon cœur l'action de l'Administration quant à la médiation, la neutralité, l'aide aux Américains en Europe, la lutte contre la spéculation des vivres, et, à l'exception des protectionnistes extrêmes, l'admission des navires construits à l'étranger dans les registres américains ; quoique la législation sur ce dernier point, qui a déjà passé au Congrès, soit manifestement inadéquate.

¹ Lettre publiée dans le *New York Times* du 2 septembre 1914.

Notre peuple ne peut pas voir que la guerre sera forcément courte, et il ne peut pas se figurer comment elle pourrait durer longtemps. Il comprend que l'histoire n'offre aucun exemple d'une interruption aussi générale du négoce et de tous les autres rapports internationaux, comparable à celle qui a déjà eu lieu ou d'un tel arrêt dans la production et la distribution des nécessités de la vie, comme celui dont cette guerre porte la menace. Il frémit en songeant aux torrents de misère humaine qui sont en train d'accabler l'Europe.

Donc, les Américains pensants ne peuvent s'empêcher de réfléchir aux causes de cette monstrueuse explosion de sauvagerie primitive — une partie d'entre eux vient des xvii^e et xviii^e siècles et une partie s'est développée au xix^e siècle — et de se demander quel bien peut sortir de ce cataclysme pour l'humanité.

Le peuple entier des États-Unis, sans égard à l'origine de race, est d'un seul avis et espère que l'humanité peut bénéficier par ce prodigieux combat physique qui emploie pour la destruction et la mort toutes les nouvelles forces de la science appliquée moderne, de quelques nouvelles libertés et sécurités dans la poursuite du bonheur ; mais, à ce moment, ils ne peuvent avoir qu'un faible espoir d'une telle issue. La force militaire que l'Autriche-

Hongrie et l'Allemagne emploient actuellement sur une échelle prodigieuse, et avec une habileté étudiée depuis longtemps, ne peut être affrontée que par une force militaire semblable et cette force défensive est réunie plus lentement que celle de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne : quoique l'ensemble soit plus important. Dans cette prodigieuse lutte, le peuple américain n'a pas de part ; sa position géographique, son développement historique et son idéal politique en font, pour l'instant un simple spectateur ; quoique ses intérêts — commerciaux, industriels et politiques — soient profondément impliqués dans la question. Pour le moment, la meilleure chose que notre gouvernement puisse faire est d'utiliser tous les droits de neutralité existants, et, si possible, de fortifier ou de développer ces droits ; car de cette guerre devraient sortir davantage d'États neutres en Europe, et une plus grande sécurité pour le territoire neutralisé.

Les chances de tirer quelque bénéfice pour l'humanité de cette lutte gigantesque seront quelque peu augmentées si le peuple américain, et tous les autres peuples neutres arrivent, grâce à des discussions publiques, à clairement comprendre les causes et l'issue possible et désirable de la guerre, et le plus tôt cette discussion publique commencera

et plus elle sera approfondie, plus les tendances du sentiment public des pays non belligérants et les conclusions qu'atteindront finalement les négociations pour la paix seront saines.

Quand on commence, cependant, à réfléchir sur les causes probables de ce retour soudain des parties les plus civilisées de l'Europe à une sauvagerie pire que primitive, on tombe tout de suite sur deux vieux maux très répandus en Europe et dont l'Amérique a été exempte depuis au moins cent cinquante ans. Le premier est la diplomatie secrète qui a le pouvoir de faire les résultats et de déterminer les événements, et le second est d'avoir des chefs autocrates qui peuvent jeter la force physique du pays tout entier d'un côté ou de l'autre sans consulter le peuple ou ses représentants.

La catastrophe actuelle prouve que des négociations secrètes, comme celles habituellement menées pour le « concert européen » et des alliances entre certains pays, alliances dont les termes sont secrets, ou, du moins, non publiés, ne peuvent empêcher à la longue une guerre outrageuse, mais seulement retarder cette guerre ou amener de courts armistices.

Des institutions libres comme celles des Etats-Unis mettent le public au courant, parce que toute action importante du gouvernement doit reposer

sur les désirs, besoins, et volontés populaires. Les institutions autocratiques n'ont aucun besoin d'une telle publicité. Ce secret du gouvernement quant aux motifs, plans et buts, doit souvent obliger à éluder la vérité et les obligations d'honneur, afin que quand arrive l'appel à la force un gouvernement puisse s'assurer davantage de prendre les autres par surprise. La duplicité pendant la paix et la rupture des traités pendant la guerre arrivent à être regardées comme d'évidentes nécessités militaires.

Le second mal — dont certains grands pays d'Europe, notamment la Russie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont longtemps souffert et souffrent encore — est d'avoir un chef permanent, indépendant du contrôle populaire des corps de représentants, ayant des idées arrêtées au sujet des droits de naissance et des sanctions religieuses de son autorité et dominant réellement les forces nationales par quelque conseil restreint et une forte bureaucratie; tant qu'il y aura des chefs de ce genre au pouvoir, la civilisation sera exposée à des coups tels que celui du mois d'août, quoique pas tous sur une si vaste échelle.

Les Américains voient maintenant ces choses plus clairement que les Européens amis de la liberté, parce que les Américains sont détachés des

conflits actuels par l'Atlantique qui les en sépare, et parce que les Américains n'ont pas eu de vrai contact avec le système féodal ou impérial depuis près de trois cents ans. Pèlerins et Puritains, Covenantaires et Quakers, Luthériens et Catholiques laissèrent tout le système féodal et le Gouvernement autocratique derrière eux quand ils traversèrent l'Atlantique. Les Américains, par conséquent, ne peuvent pas s'empêcher d'espérer que deux des résultats de la guerre actuelle seront : 1° l'abolition de la diplomatie et des arrangements secrets et leur remplacement par des traités publiquement discutés et sanctionnés et 2° la création de chefs nationaux — empereurs, sultans, rois ou présidents — qui ne puissent employer les forces nationales dans une guerre sans qu'une assemblée nationale, bien informée et agissant avec délibération, aie consenti à cet emploi.

Les Américains qui étudient l'histoire depuis le milieu du xvii^e siècle voient clairement qu'il y a en Europe deux tendances fortes quoique apparemment opposées : d'abord la tendance de créer et maintenir de petits Etats tels que ceux que la paix de Westphalie (1648) reconnut et auxquels elle assura pour deux siècles une existence assez indépendante et, deuxièmement, une

tendance datant du milieu du XIX^e siècle vers de plus grandes unités nationales, créées en réunissant plusieurs États de même ordre, sous une seule autorité. Cette seconde tendance fut fortement mise en évidence tant par l'Allemagne que l'Italie, quoique la domination prussienne en Allemagne n'aie pas de parallèle en Italie. Un peu plus tôt dans le XIX^e siècle la doctrine de la neutralisation des territoires des petits États fut établie aussi fermement que purent le faire des traités solennels. Les plus grandes unités nationales avaient une qualité plus ou moins fédérative, les parties constituantes abandonnant certaines de leurs fonctions à un pouvoir central, mais conservant de nombreuses fonctions indépendantes. Cette tendance à limiter l'unification sera facilement comprise et appréciée par les Américains. Nous croyons au principe fédéral, et devons par conséquent espérer que des horreurs européennes actuelles sortira un nouveau développement de ce principe, et une nouvelle sécurité pour les petits États capables de garantir à leurs citoyens « la vie, la liberté et la poursuite du bonheur », sécurité qu'aucun pays d'Europe ne semble posséder aujourd'hui.

Quelques-unes des causes sourdes de l'horrible catastrophe que le peuple américain observe en ce

moment de loin sont des causes économiques et commerciales. Le désir qu'éprouve l'Allemagne impériale pour des colonies sur d'autres continents, telles que la Grande-Bretagne et la France s'en sont assuré déjà par ambition commerciale, est intense. La mainmise de la Prusse sur le Slesvig en 1864-1865 a eu un motif commercial et c'est en vue de ports sur la mer du Nord que l'Allemagne justifie son occupation actuelle de la Belgique. Les Russes souhaitent depuis des générations d'étendre leur territoire national vers le Sud, jusqu'à la mer Egée et le Bosphore, et vers l'Est jusqu'aux bons ports du Pacifique. Dernièrement, ils ont avancé en Mongolie et en Mandchourie, mais ont été arrêtés par le Japon. L'Autriche-Hongrie cherche depuis longtemps à acquérir des ports sur l'Adriatique, et s'est récemment emparée sans avertissement de la Bosnie et de l'Herzégovine pour favoriser son approche vers la mer Egée, et elle essaye maintenant de prendre la Serbie dans le même but. Pour des motifs semblables, l'Italie est récemment descendue en Tripolitaine, sans autre excuse que ce désir intense d'avoir des colonies, profitables ou non. D'autre part, le peuple américain, envisageant l'avenir aussi bien que le passé, s'oppose à l'acquisition de nouveaux territoires par la force

armée; et depuis le début du xx^e siècle, il a démontré dans sa propre pratique, d'abord à Cuba et ensuite à Mexico, cette objection démocratique. Il trouve que les extensions du territoire national ne devraient se faire qu'avec le consentement indubitable du peuple. Il trouve aussi que le commerce devrait toujours être un moyen de favoriser la bonne et non la mauvaise entente entre les hommes, et que toutes les extensions commerciales légitimes et utiles faites par un pays manufacturier et commerçant pourraient être obtenues par la politique de la « porte ouverte » — qui ne signifie rien de plus que de laisser tous les pays concourir également pour le négoce avec n'importe quel peuple étranger, soit avancé ou retardataire en civilisation. Aucune administration américaine n'a accepté de « concession » de territoire en Chine. Il estime aussi que des extensions pacifiques du territoire et du négoce amèneront un soulagement suffisant à la pression économique d'une population trop nombreuse pour le territoire qu'elle occupe, et qu'il n'y a pas besoin d'un accaparement de territoire pour assurer cette amélioration. Il est inévitable, par conséquent, que le peuple américain espère qu'un des résultats de la guerre sera que dorénavant il n'y ait plus d'agrandissement d'un territoire national par la force ou sans le libre

consentement de la population à annexer, et plus de colonisation excepté par des méthodes industrielles et commerciales paisibles.

Un des effets les plus intéressants et ayant le plus de répercussion de la sauvage guerre actuelle sera probablement la conviction qu'elle met dans l'esprit des gens réfléchis que tout le procédé des armements intensifs, de la conscription de la population mâle tout entière dans les armées nationales, et l'élaboration incessante de plans de campagne contre des voisins, n'est pas une bonne méthode pour conserver la paix. Il apparaît maintenant que les préparations militaires des cinquante dernières années en Europe ont eu pour résultat la guerre la plus effrayante de tous les temps, et qu'une formidable explosion finale est le seul résultat probable du système. Ceci est une leçon d'une grande valeur pour l'avenir de la civilisation. Elle enseigne que si la civilisation moderne doit être préservée, les hommes au pouvoir — soit impériaux ou républicains — ne doivent pas avoir à leur disposition d'immenses armements et des armées entraînées tenues en laisse ; que les armements doivent être limités ; qu'un tribunal suprême international devra être établi, que les armées nationales devront être transformées suivant la méthode suisse et qu'une force internationale suffi-

sante pour traiter avec tout pays qui devient soudainement oublieux des lois, soit établie d'un commun accord par traité et tenue toujours prête. L'emploi occasionnel de la force continuera d'être nécessaire même dans un monde civilisé; mais cette force doit devenir protectrice et non agressive, et employée de cette façon, exactement comme une force protectrice est parfois nécessaire dans les familles, les écoles, les cités et les républiques.

Actuellement, les Américains ne ferment pas les yeux devant le fait évident que la force brutale employée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne pourra être dominée que par la force brutale du même genre sur une plus vaste échelle. C'est seulement quand commenceront les négociations pour la paix que la grande leçon de la futilité des immenses préparatifs de guerre dans le but de conserver la paix sera démontrée. On peut s'attendre à ce que le monde entier prenne à cœur les leçons de cette terrible catastrophe, et coopère pour empêcher le retour de tant de pertes et de détresse. Si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie réussissaient dans leur entreprise actuelle, les nations civilisées seraient obligées de porter continuellement, et de plus en plus, le fardeau des grands armements, et vivraient dans une terreur constante d'une inva-

sion subite, contre laquelle ni les traités, ni les assurances d'intentions pacifiques n'offriraient la moindre sécurité.

Il faut admettre cependant, que l'organisation militaire tout entière, qui est depuis longtemps obligatoire dans les pays de l'Europe continentale, est incompatible au plus haut degré avec l'idéal américain de liberté individuelle et de progrès social. Les démocraties peuvent lutter avec ardeur, et quelquefois avec succès, quand le peuple entier est soulevé par un sentiment ou une passion communs ; mais la structure et la discipline d'une armée moderne comme celle de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie ou de la Russie a une qualité autocratique et despotique qui est incompatible avec les principes fondamentaux de la société démocratique.

Faire la guerre dans des pays comme la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, nécessite l'éveil simultané et général des passions du peuple pour son propre idéal. Cet éveil exige la publicité avant et après la déclaration de guerre, et la discussion publique ; et les délais que cause la discussion sont des assurances de paix. De la lutte actuelle devrait sortir un arrêt du militarisme — une forte révolusion contre l'emploi de la force comme moyen de trancher les disputes internationales.

Il faut aussi admettre qu'il est impossible que le peuple américain sympathise avec le ton des discours impériaux et royaux qui, en appelant le peuple à la guerre, emploient des phrases telles que « ma monarchie », « mon peuple loyal », ou « mes loyaux sujets » ; car de telles phrases impliquent un droit de propriété dynastique ou personnelle qui choque la moyenne des Américains. Les Américains trouvent que la bonne façon pour un chef d'État de commencer une exhortation au peuple qu'il gouverne est celle du président Wilson : « mes compatriotes ».

Il s'ensuit de l'existence même de ces instincts et de ces espoirs américains que, quoique le peuple américain veuille maintenir fidèlement une neutralité légale, il n'est pas et ne peut pas être neutre ou indifférent quant au résultat final de ce combat titanesque. Il lui semble déjà que l'Angleterre, la France et la Russie luttent pour la liberté et la civilisation. Il ne s'ensuit pas que les Américains réfléchis oublieront les immenses services que l'Allemagne a rendus à la civilisation depuis un siècle, ou qu'ils désirent que la puissance qu'elle a mise au service des lettres, des sciences, de l'art et de l'éducation soit le moins du monde restreinte après la guerre dans laquelle elle s'est jetée si témérairement et si égoïstement, et avec un esprit

si barbare. La plupart des Américains éduqués espèrent et croient qu'en détruisant la barbarie germanique, les Alliés ne feront que favoriser la partie noble de la civilisation allemande.

La présence de la Russie dans la coalition contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie semble à la moyenne des Américains un phénomène anormal, parce que la Russie est elle-même une monarchie militaire ayant des ambitions territoriales bien marquées, et que sa civilisation est à une période plus élémentaire que celle de la France ou de l'Angleterre; mais les Américains éloignent de leur esprit toute appréhension actuelle sur ce point en se rappelant que la Russie s'est soumise au « Concert européen » quand ses armées victorieuses étaient à moins de dix-sept milles de Constantinople, qu'elle a émancipé ses serfs, proposé la Conférence de La Haye, inauguré la « Douma » et offert dernièrement — peut-être comme mesure de guerre seulement — l'autonomie à ses Polonais et des droits de cité égaux à ses Juifs. Les Américains ne peuvent pas non plus s'empêcher de croire que le pays qui a produit une littérature telle que celle que la Russie a produit depuis cinquante ans, doit comporter, parmi son immense population, une grande minorité qui déborde de hautes aspirations et d'idéalisme élevé.

Pour éclairer l'esprit public sur les événements impliqués, il est important que les limites de la neutralité américaine soient discutées et comprises. L'action du gouvernement doit être neutre dans le meilleur sens ; mais les sympathies et les espoirs américains ne peuvent pas être neutres, car l'histoire entière et l'état actuel de la liberté américaine s'y opposent. Pour le moment, les Américains réfléchis ne peuvent qu'essayer d'apprécier la portée et les événements de cette formidable convulsion et ainsi être prêts à saisir chaque occasion qui puisse se présenter de faire progresser la cause de la liberté humaine et de la paix définitive.

CHAPITRE VI

La vraie grandeur nationale. — Ses bases sont-elles l'impérialisme ou la démocratie, la puissance guerrière ou les pactes publics solennels¹.

Il n'y a rien de neuf dans l'obsession des principales nations européennes que pour être fortes et heureuses dans leurs entreprises dans le monde tel qu'il est, elles doivent posséder la puissance militaire nécessaire pour une agression instantanée contre des pays faibles, autant que pour une défense efficace contre les pays forts.

Quand Sir Francis Bacon écrivit son étude sur « la vraie grandeur des royaumes et des propriétés », il fit observer que les forts, les arsenaux, les bonnes races de chevaux, les armements et autres choses de ce genre seraient toutes inutiles « excepté si la disposition des gens est forte et guerrière ». Il niait que l'argent soit le nerf de la

¹ Lettre publiée dans le *New York Times* du 22 septembre 1914.

guerre, donnant la préférence aux nerfs des bras des hommes, et il citait le mot de Solon à Crésus : « Sire, si un autre arrive qui ait de meilleur fer que vous, il sera le maître de tout cet or » — pensée toute bismarckienne. Et Sir Francis Bacon dit explicitement que : « le point principal de la grandeur dans un État, est d'avoir une race de militaires ». — Goëthe, parlant de la médiocrité de la race allemande dans son ensemble, ne trouvait pas de consolation dans le génie allemand pour les sciences, la littérature et les arts, ou seulement un faible réconfort qui « ne remplace pas le fier sentiment d'appartenir à un pays fort, respecté et redouté ». Parce que l'Allemagne de son temps était faible au point de vue militaire il pouvait écrire : « J'ai souvent éprouvé un amer chagrin en pensant au peuple allemand, qui est si noble individuellement, et si misérable dans son ensemble », — et il aspirait après le jour où le sentiment national, tenu en éveil et plein d'espoir, serait « prêt à se lever dans sa toute-puissance, quand arrive le jour de gloire ».

« Le jour de gloire » devait être le jour de la puissance militaire. Carlyle disait de l'Allemagne et de la France, en novembre 1870, « que la noble, profonde, pieuse, patiente et solide Allemagne soit à la longue soudée en une seule nation, et devienne

la reine du continent, au lieu de la France vaporeuse, vaniteuse, gesticulante, querelleuse, agitée et supersensitive, me semble le fait public le plus rassurant qui se soit passé de mon temps ». Comment l'Allemagne a-t-elle atteint cette position de « Reine du continent » ? En créant et maintenant, avec une extrême intelligence et une grande adresse, la plus forte armée d'Europe — une armée qui, en six ans, a été employée avec succès contre le Danemark, l'Autriche et la France. L'Allemagne devint « Reine » en vertu de sa puissance militaire.

Dans la même étude, Carlyle dit de la Révolution française, dont il était lui-même le grand historien : « je l'appelle souvent un phénomène céleste et infernal, le plus mémorable depuis un millier d'années ; somme toute, une révolte transcendante contre le diable et ses œuvres (puisque les chimères sont toutes et chacune diaboliques, et empoisonnées et insupportables à l'homme) ».

Or, la Révolution française fut une extraordinaire explosion de passion et de violence physique de la part de la nation française, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ; et elle amena les guerres de Napoléon, qui furent de gigantesques luttes physiques pour la domination de l'Europe.

Dans un exposé récent, deux philosophes mar-

quants de l'Allemagne moderne, les Professeurs Eucken et Hæckel, protestent contre « l'égoïsme national brutal » de l'Angleterre qui, à ce qu'ils disent, « ne reconnaît aucun droit aux autres et, sans se préoccuper de la moralité ou de l'immoralité, ne poursuit que son propre avantage » ; et ils attribuent à l'Angleterre le dessein d'empêcher à tout prix le développement de la grandeur germanique. Mais, que sont les éléments de cette grandeur que l'Angleterre est décidée à interrompre en s'alliant à la France et à la Russie dans une guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ? Les trois éléments de la récente grandeur allemande sont l'extension de son territoire — territoires contigus en Europe et possessions coloniales dans d'autres continents ; le développement du commerce et de la richesse en Allemagne ; et le ferme établissement de sa suprématie militaire en Europe. Telles sont les idées sur la vraie grandeur des nations qui ont prévalu dans l'oligarchie de l'Allemagne depuis au moins soixante ans, et qui semblent maintenant avoir été acceptées par le peuple allemand tout entier. A ce point de vue, la base de la grandeur nationale est la puissance combative.

Cette conception de la grandeur nationale a prévalu à différentes époques — macédonienne, romaine, sarrasine, espagnole, anglaise et française

— et, en réalité, elle est apparue de temps à autre dans presque tous les pays et tribus de la terre ; mais le monde civilisé cherche maintenant de meilleures fondations que la force et la lutte sur lesquelles baser la grandeur nationale.

Les succès partiels de la démocratie en Europe ont beaucoup augmenté les maux de la guerre. Sir Francis Bacon recherchait une classe combattante ; sous le système féodal, quand un baron partait en guerre, il emmenait tous ses vassaux avec lui, ou la portion d'entre eux qu'il pouvait enlever aux champs. La conscription universelle est une invention moderne dont les horreurs, telles qu'on les voit en ce moment en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, et en France, dépassent de beaucoup celles des méthodes martiales anciennes. Il n'y a jamais eu une telle interruption dans la production agricole et industrielle, ou un tel déchirement des liens de famille qu'actuellement dans presque toute l'Europe. De plus, l'humanité n'a jamais encore employé des engins aussi destructifs que la mitrailleuse, la torpille, et la bombe à dynamite. Les progrès de la science ont augmenté de beaucoup la force destructrice de la guerre.

Les gens réfléchis dans tous les pays civilisés se demandent quel est le vice fondamental de la civilisation et par quel moyen échapper aux into-

lérables conditions actuelles. Le christianisme n'a pas apporté de remède en dix-neuf siècles. Ce qu'on appelle les adoucissements de la guerre est insignifiant.

Les récentes guerres des Balkans ont été aussi féroces que celles d'Alexandre. Les aviateurs allemands jettent des bombes au hasard de la nuit sur des villes occupées surtout par des non-combatants. La mer du Nord est parsemée de mines flottantes qui peuvent détruire les bateaux de pêche, de frêt ou de passagers de n'importe quel pays, neutre ou belligérant, qui ont besoin de traverser cette mer. La destruction inhumaine de Louvain par des soldats allemands rappelle à ceux qui ont lu l'histoire que les destructeurs de la bibliothèque d'Alexandrie ont toujours été appelés depuis des fanatiques et des barbares. L'armée allemande essaye de forcer les cités et villes belges non fortifiées à payer d'énormes rançons pour éviter la destruction — méthode que les États barbares avaient l'habitude d'employer contre leurs voisins chrétiens, mais qui est depuis longtemps tenue comme appropriée seulement aux brigands et aux pirates : Grecs, Siciliens, Syriens ou Chinois.

Comment se peut-il que le gouvernement d'un État civilisé commette ou permette à ses agents de telles atrocités ? La raison fondamentale paraît être

que la plupart des nations européennes croient encore que la grandeur nationale dépend de la possession et de l'usage brutal de la force et ne peut être maintenue et magnifiée que par la puissance militaire et navale.

Dans l'Amérique du Nord il y a deux vastes collectivités — inspirées jusqu'ici principalement par un idéal d'origine anglaise — qui n'ont jamais maintenu d'armées de conscription et n'ont jamais fortifié l'une contre l'autre leur longue frontière — le Canada et les États-Unis. Tous deux peuvent justement être considérés comme de grands peuples dès à présent ; et tous deux donnent de grands espoirs pour l'avenir. Aucun des deux ne manque de la qualité « forte et guerrière » dont parlait Sir Francis Bacon ; tous deux en ont souvent fait montre. Les États-Unis ont souffert d'une guerre civile pendant quatre ans, caractérisée par des combats tenaces sans batailles décisives, dans lesquels les pertes, en proportion du nombre d'hommes engagés, furent souvent beaucoup plus lourdes que dans aucun combat de la guerre actuelle en Belgique et en France. L'esprit martial ne manquant donc pas dans ces deux peuples, c'est un phénomène instructif que la puissance de conquête ne soit pas leur idéal de grandeur nationale. On peut dire la même chose de quelques autres gouvernements

autonomes dépendant de l'Angleterre, tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Eux aussi ont un meilleur idéal de grandeur nationale que celui de la suprématie militaire.

Quels sont les vrais ambitions et espoirs du peuple des Etats-Unis et de celui du Canada quant à leur propre avenir? Leur ambition n'est certes pas basée sur une conception quelconque d'une force militaire invincible, ou sur un désir d'avoir des moyens physiques capables d'imposer leur volonté à leurs voisins. Ils croient tous deux à une République libre, justement administrée et ayant pour but d'assurer à chaque individu toute la liberté possible sans inconvénient pour le bien-être de ses voisins et de la collectivité. Ils désirent pour eux-mêmes, chacun pour soi, un gouvernement fort, équipé pour accomplir ses fonctions avec dignité, certitude et efficacité; mais ils désirent que ce gouvernement soit sous le contrôle de l'opinion publique des citoyens libres et non sous celui d'une garde prétorienne, d'un conseil oligarchique, ou d'un Etat-Major général, et ils tiennent à ce que l'autorité civile contrôle toujours les forces militaires et policières qu'il sera nécessaire de maintenir dans un but de protection.

Ils estiment que le principal but d'un gouvernement doit être de favoriser le bien public par des

moyens législatifs et administratifs, que les procédés gouvernementaux doivent être francs et visibles et les résultats publiés sans cesse pour être approuvés ou blâmés. Ils estiment qu'une nation devient grande par la production industrielle et le commerce extérieur et intérieur qui en résulte, par le développement graduel du confort et du bien-être général dans la population, et par l'avancement des sciences, des lettres et des arts. Ils estiment que l'éducation, les rapports avec d'autres pays, et l'enthousiasme et la tolérance religieuse sont des moyens d'arriver à la grandeur nationale, et que dans le développement et l'emploi de ces moyens la force n'a aucune place. Ils attribuent la grandeur nationale chez autrui, comme chez eux-mêmes, non pas à la possession de la force militaire, mais au progrès du peuple dans la liberté, l'industrie, la justice et la bonne entente.

Ils estiment que l'idéal de la puissance et de la domination guerrière doit être remplacé par celui de la concurrence paisible dans la production et le négoce, de la rivalité généreuse dans l'éducation, les découvertes scientifiques et les beaux-arts, de la coopération pour le bien public des pays différents par la superficie, les capacités naturelles et les ressources matérielles, et de la fédération parmi les pays associés géographiquement ou his-

toriquement, ou unis par la poursuite de quelques buts communs et par les mêmes espoirs et les mêmes aspirations. Ils pensent que la paix du monde sera favorisée par des contrats solennels entre les peuples — pas entre les princes ou les diplomates — contrats faits pour être tenus, fortifiés par des services mutuels, et surveillés par un tribunal international judiciaire permanent autorisé à en appeler aux pays affiliés pour obtenir la force nécessaire au maintien de ces contrats.

Le monde civilisé n'apprendra-t-il pas de cette horrible guerre européenne — résultat légitime de la politique de Bismarck, de ses associés et de ses disciples — que cet idéal démocratique doit se substituer à l'idéal impérialiste de la force guerrière comme base de la grandeur nationale? Le nouvel idéal aura encore besoin de protection et de soutien, tant au dedans qu'au dehors, d'une force publique restreinte, agissant sous la loi nationale et internationale, exactement comme un esprit sain a besoin d'un corps sain et fort comme agent. La santé et la vigueur continuent d'être les garants de la moralité, de la justice et de la compassion.

CHAPITRE VII

Quelques raisons de sympathie américaine pour l'Allemagne moderne. — Pourquoi l'opinion américaine favorise les Alliés dans la grande guerre. — L'issue la plus favorable de la guerre¹.

Les innombrables pamphlets que les écrivains allemands sont en train de répandre aux Etats-Unis et les nombreuses lettres ayant trait à la guerre européenne que les Américains reçoivent actuellement d'amis allemands et germano-allemands, montrent avec évidence à tous les esprits réfléchis que l'opinion publique américaine est de quelque poids pour le gouvernement et le peuple allemand, ou, du moins, de quelque intérêt pour eux ; cette affluence de pamphlets et de lettres démontre aussi que les raisons qui déterminent la sympathie américaine pour les Alliés, plutôt que pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, ne sont pas comprises en Allemagne, et ne sont pas toujours appréciées par les

¹ Lettre publiée dans le *New York Times* du 2 octobre 1914.

personnes d'origine allemande qui ont vécu longtemps aux Etats-Unis.

Ce serait une erreur grave de supposer que les Américains éprouvent de l'hostilité ou de la jalousie envers l'Allemagne, ou ne reconnaissent pas tout ce que l'univers lui doit; quoiqu'ils estiment maintenant que la nation allemande a mal dirigé sa politique pratique et théorique depuis plus de cent ans et récolte aujourd'hui les conséquences de sa mauvaise façon de penser et d'agir.

Il y a beaucoup de points importants sur lesquels la sympathie américaine va à l'Allemagne : 1° l'unification de l'Allemagne, que Bismarck et ses disciples accomplirent, plaît naturellement aux Américains, dont le propre pays est une solide fédération de beaucoup d'États plus ou moins différents contenant des populations plus ou moins différentes. Quoique la plupart des Américains n'approuvaient pas des méthodes et des moyens de Bismarck, ils approuvaient sincèrement qu'il ait accompli l'unification allemande; 2° les Américains ont éprouvé une admiration exagérée pour le développement commercial et financier de l'Allemagne dans les quarante dernières années, la croyant basée sur des entreprises et des industries bien dirigées; 3° Tous les Américains éduqués éprouvent une vraie gratitude envers la nation allemande pour les

résultats extraordinaires qu'elle a obtenus dans les lettres, les sciences et l'éducation depuis un siècle. Toute jalousie envers l'Allemagne dans ces matières est absolument étrangère à la pensée américaine, et que n'importe quelle puissance ou influence externe entreprenne de restreindre ou endommager les progrès allemands sur ces points semblerait aux Américains intolérable et même incroyable ; 4° Tous les Américains qui ont quelque expérience de l'Administration gouvernementale ou pédagogique reconnaissent ce fait que l'administration allemande — tant pendant la paix qu'en temps de guerre — est la plus efficace du monde ; et ils n'éprouvent qu'admiration et respect pour cette efficacité, à moins que cette efficacité n'exige la suppression ou la restriction de la liberté individuelle ; 5° Les Américains sympathisent avec un sentiment populaire unanime en faveur d'une guerre que le peuple croit essentielle à la grandeur, ou même à la sécurité de son pays — sentiments qui poussent à des sacrifices de famille ou de propriété très regrettables au moment même et irrémédiables dans l'avenir : et ils pensent que le peuple allemand est inspiré à l'heure actuelle par un tel sentiment qui domine tout.

Comment se fait-il alors que, malgré ces puissants sentiments qui tendent à les faire pencher

vers le peuple allemand dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, dans la paix comme dans la guerre, le poids entier de l'opinion américaine soit du côté des alliés dans la guerre actuelle? Les raisons se trouvent, bien entendu, dans l'histoire politique et sociale du peuple américain, et dans sa philosophie et sa pratique gouvernementales actuelles. Ces raisons sont sorties du passé, et sont retranchées dans l'idéal et les méthodes actuels de la République américaine. Elles amènent inévitablement les Américains à s'opposer fortement et irrévocablement à certaines méthodes nationales allemandes, méthodes qui sont le résultat des théories et des expériences prussiennes qui ont prévalu en Allemagne depuis un siècle. Dans l'espoir que l'opinion publique américaine sur la guerre européenne puisse être un peu mieux comprise à l'étranger, il semble utile d'énumérer les méthodes allemandes qui ne sont pas conformes aux principes américains sur la conduite des affaires publiques :

1° Les Américains désapprouvent du système de confier les graves mesures de politique étrangère à une autorité permanente — tsar, kaiser ou roi — conseillé en secret par des diplomates qui se considèrent les représentants personnels de leur souverain respectif. Le peuple américain n'a pas de

chef permanent, et la profession diplomatique existe à peine. Dans la conduite de leurs affaires nationales les Américains détestent le secret et ont l'habitude de demander et d'assurer la plus grande publicité.

2° Ils désapprouvent du système qui consiste à placer dans les mains d'un chef d'État le pouvoir d'ordonner la mobilisation ou de déclarer la guerre avant d'avoir consulté une assemblée représentative et d'en avoir l'active coopération. Le fait que la mobilisation allemande fut ordonnée trois jours avant la réunion du Reichstag confond toutes les idées et les méthodes américaines quant aux droits du peuple et aux justes limites de l'autorité exécutive.

3° Le secret des rapports diplomatiques européens et des arrangements internationaux et des termes d'alliance en Europe, est aux yeux des Américains non seulement inefficace mais dangereux et injustifiable. D'après la Constitution des États-Unis aucun traité négocié par le Président et son Conseil des ministres n'est valide avant d'avoir été publiquement discuté et ratifié par le Sénat.

Pendant cette discussion le peuple peut faire entendre sa voix par la presse, le télégraphe et le téléphone.

4° L'idée de faire de la force militaire la base de

la vraie grandeur nationale semble à l'Américain réfléchi erronée, et, à la longue, dégradante pour un pays chrétien. Les Américains conçoivent que les États-Unis peuvent justement être qualifiés de grand pays ; mais que sa grandeur est due aux forces intellectuelles et morales agissant par des forces matérielles proportionnées et exprimées par l'éducation, la santé et l'ordre publics, l'agriculture, les manufactures et le commerce, et le bien-être général qui en découle.

Les États-Unis n'ont jamais, dans toute leur histoire organisé ce que l'on peut appeler une armée permanente ; et, jusqu'à il y a vingt ans, sa marine était très petite eu égard à la longueur de ses côtes. Il n'y a rien dans l'histoire du peuple américain qui puisse lui faire croire que la vraie grandeur des nations dépend de la puissance militaire.

5° Ils formulent une objection contre l'extension du territoire national par la force, contrairement aux vœux de la population intéressée. Cette objection est le résultat inévitable des institutions démocratiques ; et le peuple américain a été fidèle à cette opinion démocratique dans des circonstances très difficiles — comme, par exemple, en se retirant de Cuba, l'île si riche qui avait été occupée par les troupes américaines pendant la courte guerre contre l'Espagne (1898) et en refusant d'intervenir

par la force au Mexique pour la protection des capitalistes américains, quand ce pays contigu fut tirailé par les luttes de factions. Cette objection s'applique à des actes passés du gouvernement allemand, aussi bien qu'à ses façons de procéder dans la guerre actuelle — comme, par exemple, la prise du Slesvig-Holstein et de l'Alsace-Lorraine, de même que l'annexion projetée de la Belgique.

6° Les Américains s'opposent avec vigueur à la violation des traités entre nations sous prétexte de nécessité militaire, ou pour n'importe quelle raison. Ils estiment que le progrès de la civilisation dépendra dans l'avenir de l'acceptation générale de la sainteté des contrats ou ententes solennelles entre nations, et du développement par consentement commun de la loi internationale. Les traités de neutralisation, ceux d'arbitrage, la Conférence de la Haye, et quelques-uns des essais sérieux de médiation dont aucun n'est allé assez loin et dont beaucoup ont été durement violés à l'occasion, démontrent une forte tendance dans les parties civilisées du monde pour empêcher les guerres internationales au moyen d'accords faits délibérément en temps de paix. Les États-Unis ont proposé et fait plus de ces accords qu'aucune autre puissance, y ont adhéré et en ont profité. Par un de ces accords, fait il y a près de cent ans, le Canada

et les États-Unis ont évité les forts et les armements l'un contre l'autre, quoiqu'ils aient eu de graves dissentiments et conflits d'intérêts, et que la frontière ait trois mille lieues de long et soit presque partout sans barrières naturelles ; se fiant à l'espoir que la paix de l'Europe et les droits de ses peuples peuvent être assurés par des contrats solennels (qui devraient comprendre l'établissement d'un tribunal judiciaire permanent soutenu par une force internationale), les Américains voient dans la façon dont les Allemands traitent le pacte de la neutralité belge comme un chiffon de papier déchirable sous prétexte de nécessité militaire, l'évidence de l'adoption par l'Allemagne d'une politique rétrograde de l'espèce la plus alarmante. Ce seul acte de la part de l'Allemagne — la violation du territoire neutre de la Belgique — aurait déterminé l'opinion américaine en faveur des Alliés, même s'il avait été unique — parce que les espérances américaines pour la paix et l'ordre dans le monde sont basées sur la sainteté des traités.

7° L'opinion publique américaine, cependant, a été fortement frappée d'autres façons par la manière dont les Allemands conduisent la guerre. La moyenne des Américains ne voit aucune justification pour le jet des bombes, auquel aucun but spécifique ne peut être attribué, sur des cités et

des villes habitées principalement par des non-combattants ; la destruction par l'incendie ou la dynamite de grandes portions de villes et de cités ouvertes ; celle de monuments et de trésors d'art précieux, l'éparpillement de mines flottantes dans la mer du Nord, l'exaction de rançons des villes et cités sous menace de destruction et la retenue de citoyens sans armes comme otages pour la conduite paisible d'une nombreuse population sous la menace d'une exécution sommaire des otages en cas de désordre. Tout ceci semble aux Américains des méthodes de guerre inutiles, inefficaces et injustifiables, amenant sûrement la haine et le dédain envers le pays qui les emploie et rendant difficile par conséquent pour les générations futures le maintien de la paix et de l'ordre en Europe. Ils ne peuvent s'empêcher de penser aux dommages que subirait la civilisation si les Russes portaient jamais dans l'Europe occidentale le genre de guerre que les Allemands font maintenant en Belgique et en France. Ils ont supposé que la guerre devait, en ces temps modernes, n'être dirigée que contre les forces publiques armées, leurs approvisionnements et leurs abris.

Ces opinions et préventions de la part du peuple américain ont évidemment surgi de l'idéal que les premiers colonisateurs anglais apportèrent au désert

américain au xvii^e siècle, et aussi des longues luttes et de la discussion publique qui précédèrent l'adoption de la constitution des États-Unis au xviii^e siècle, et encore des expériences particulières aux libres Républiques qui composent les États-Unis à mesure qu'elles se répandaient à travers le continent presque inhabité pendant les cent vingt-cinq dernières années.

L'expérience et la situation de l'Allemagne moderne ont été entièrement différentes. L'Allemagne a été pendant des siècles divisée en parties discordantes, elle a eu des voisins ambitieux et martiaux et senti souvent le poids de leurs attaques. La Prusse obtint des augmentations de territoire par la guerre et elle en tira enfin l'unité allemande. La confiance de l'Allemagne intelligente et patriotique dans la force militaire comme base de la grandeur nationale est un résultat naturel de ses expériences. Les Américains, cependant, croient que cette confiance est défectueuse tant théoriquement que pratiquement. Les guerres en Europe depuis 1870-71, les nombreuses menaces de guerre, et la catastrophe actuelle, semblent aux Américains la démonstration de ce qu'aucune somme de préparation militaire pour la guerre de la part des pays d'Europe, ne peut maintenir la paix du Continent, ou même prévenir de fréquentes explosions

de combats destructifs. Ils estiment aussi que la préparation à la guerre de la part de l'Allemagne, même supérieure à celle d'aucun de ses voisins, ne lui assurera pas la paix ou ne la protégera pas contre l'invasion, même si cette meilleure préparation comprend des avantages de détail qui ont été tenus secrets.

Tous les pays qui entourent l'Allemagne sont capables de faire montre d'esprit guerrier ; et tous les pays d'Europe, excepté l'Angleterre et la Russie, possèdent les moyens d'assembler et de mettre en mouvement de grands corps de troupes. En d'autres termes, tous les États d'Europe sont capables de développer un patriotisme passionné et tous possèdent les chemins de fer, routes, moyens de transport, télégraphes et téléphones qui rendent possible une rapide mobilisation. Aucune perfection des forces militaires, et aucune somme d'étude préalable des campagnes faisables contre des voisins, ne peuvent donner la sécurité pacifique à l'Allemagne dans l'état actuel des grands États européens. Avec le développement actuel des armes et des munitions et avec l'art des retranchements rapides, la force attaquante dans une bataille sur terre a un grand désavantage vis-à-vis des forces qui sont sur la défensive. Ceci implique des batailles indécises et finalement une guerre non

décisive, à moins que chaque parti ne soit résolu de pousser la guerre jusqu'à l'épuisement complet et l'humiliation entière de l'autre — procédé bien long qui entraîne d'incalculables pertes et gaspillages, et des misères sans fin. Les Américains ont toujours devant eux le souvenir de leurs quatre années de guerre civile qui, quoique résolument poursuivie des deux côtés, ne put être achevée jusqu'à ce que les ressources des États du Sud en hommes et en matériel aient été épuisées. Dans ce terrible conflit le capital vivant des États du Sud fut anéanti.

Maintenant que l'attaque brusquée sur Paris a échoué et que le temps suffisant a été assuré pour réunir les forces plus lentes de la Russie et de l'Angleterre, et que ces deux peuples résolus et persistants ont décidé d'employer toutes leurs forces spirituelles et matérielles en une coopération avec la France contre l'Allemagne, les Américains attentifs ne voient qu'une issue possible de cette lutte, qu'elle soit longue ou courte, c'est la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans leur entreprise actuelle, et l'abandon par ces deux peuples de la doctrine que leur salut dépend du militarisme et du maintien de ceux à qui sont confiés le pouvoir et les moyens de déclarer soudainement la guerre. Ils estiment qu'aucun être

humain ne devrait jamais posséder un tel pouvoir. L'alternative est, bien entendu, un vrai gouvernement constitutionnel avec le pouvoir militaire soumis au pouvoir civil.

Le peuple américain regrette l'inutile sacrifice de vie, de propriété et de joies humaines naturelles que le peuple allemand fait à un faux et mauvais idéal de la puissance et du bien national. Les sacrifices que les Allemands imposent aux Alliés sont effroyablement lourds ; mais il y a des raisons d'espérer que ceux-ci ne seront pas stériles, car pour eux l'Europe peut bénéficier grandement dans la paix et la liberté.

Tous les lecteurs expérimentés de ce côté-ci de l'Atlantique savent bien que les neuf dixièmes des rapports qu'ils ont lus sur la guerre viennent de sources française et anglaise, et ceci les rend attentifs à ne pas former de jugement sur les détails avant que les événements et les faits ne racontent leur propre histoire. Ils ne peuvent même pas dire de quel côté incline la victoire dans une bataille de longue durée et de vaste étendue, jusqu'à ce que des changements significatifs dans les positions des combattants montrent ce qu'ont dû être les succès ou les échecs. Les Anglais et les Français tirent quelque avantage en ce qui concerne la formation de l'opinion publique dans ce pays-ci, parce que

ces deux gouvernements envoient jusqu'ici des rapports officiels sur les événements courants plus fréquemment que ne le fait le gouvernement allemand, et avec plus de détails corroborants. La somme de discrétion qui entoure la campagne des deux côtés est, cependant, une expérience nouvelle et déplaisante tant pour le public anglais que pour le public américain.

Les pamphlets des publicistes et hommes de lettres allemands qui arrivent maintenant chez nous, et les différentes publications similaires écrites ici, semblent indiquer que le public allemand est encore tenu par son gouvernement dans l'ignorance des vrais antécédents de la guerre et des nombreux incidents et aspects de ce prodigieux combat. Ces documents semblent aux Américains contenir une grande somme de fausses informations sur les attaques de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie, les négociations diplomatiques et la correspondance entre les souverains qui précédèrent immédiatement la guerre, et l'état d'esprit des peuples belge et anglais. Les Américains qui croient au bon sens et au bon vouloir des peuples s'imaginent naturellement que le peuple ne peut pas avoir été prévenu de son approche, car autrement, il l'aurait évitée. Dans ce cas, ils craignent que l'Empereur allemand, la chancellerie et l'État-

Major général ont été eux-mêmes mal informés sur des sujets importants, ont fait de graves erreurs de calcul qu'ils cherchent à cacher aussi longtemps que possible et ne mettent pas le peuple dans la confiance. Les sympathies américaines pour le peuple allemand vont vers ses souffrances et ses pertes, mais non pas vers ses chefs, ou vers la classe militaire, ou vers les professeurs et hommes de lettres qui ont enseigné pendant plus d'une génération que la Force prime le Droit. Cette courte phrase contient le sophisme qui depuis cinquante ans a empoisonné les sources de la pensée allemande dans les affaires publiques.

La crainte des Moscovites ne semble pas aux Américains une explication raisonnable des actes présents de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, excepté autant qu'une panique irraisonnée peut être qualifiée d'explication. Contre une agression russe possible quoique pas probable, une ferme alliance défensive de toute l'Europe occidentale serait une bien meilleure protection que la seule puissance germanique. Il aurait été facile aussi d'imaginer deux nouveaux États « tampons » — une Pologne reconstituée et une confédération balkanique. Quant à la « revanche » française, elle est l'inévitable et digne conséquence du traitement infligé à la France par l'Allemagne en 1870-71. Le

grand succès de l'expansion commerciale allemande dans les trente dernières années rend incompréhensible aux Américains la vive indignation des Allemands contre les Anglais à cause de l'opposition pourtant inefficace que la Grande-Bretagne peut avoir offert à cette expansion. Aucune somme d'égoïsme commercial de la part de l'Angleterre insulaire ne peut justifier l'essai que fait l'Allemagne de s'emparer de la puissance suprême en Europe et, de là, peut-être, dans le monde entier.

Finalement, les Américains espèrent et comptent que cette guerre n'aura pas de résultat aussi fatal que la destruction ou la ruine de la nation allemande. Au contraire, ils estiment que l'Allemagne sera plus libre, plus heureuse et plus grande que jamais, quand elle se sera débarrassée de la monstrueuse politique de Bismarck et de la conception archaïque qu'a l'Empereur de sa fonction, et qu'elle aura joui de vingt années de véritable paix.

CHAPITRE VIII

Le devoir de l'Amérique vis-à-vis de la guerre européenne¹.

Les devoirs proviennent souvent des sentiments et des croyances, et, dans le cas actuel, cela est évident ; de sorte que je me propose tout d'abord de parler du grand désappointement que cette guerre et la seconde guerre balkanique ont causé aux Américains et à toute personne même qui espérait que la race humaine était en train de faire quelque progrès en justice, en compassion et en sentiments humains.

Nous avons été surpris par l'explosion, apparemment soudaine, de la pire lutte que le monde aie jamais vue quant à la destruction de vie et de propriété, et de précieux trésors de lettres et d'art. Ceci est le fait littéral.

Aucune guerre d'autrefois n'a été aussi destructive de choses que nous pensions être tenues pour

¹ Discours prononcé au « Business Women's Club » de Boston le 15 octobre 1914.

précieuses et inviolables par la race humaine civilisée.

Alors, la plupart des Américains pensaient que l'une des principales méthodes de progrès dans la civilisation, était exprimée par la phrase : « la sainteté des contrats ». Vous êtes toutes au courant des affaires. Vous savez que les affaires modernes dépendent absolument de la sainteté des contrats. Elles dépendent aussi de la bonne foi. Toutes les agences commerciales et financières du monde moderne sont basées sur le crédit ; et qu'est-ce que le crédit sinon la confiance d'homme à homme que tous observeront la sainteté d'un contrat ou d'un accord ?

Dernièrement, nous vîmes dans les Balkans qu'un lien d'union, sous lequel une guerre considérable avait eu lieu contre un chef étranger, se rompit soudainement en morceaux ; et la rupture fut suivie d'une des guerres les plus féroces que le monde aie jamais vue, une guerre aussi sauvage que celle de la Révolution grecque de 1822, qui, à l'époque, fut considérée comme étant d'une férocité inusitée. Ensuite, nous fûmes amenés à cette explosion soudaine de furie guerrière en Europe ; et l'un des pays les plus civilisés d'Europe déclara immédiatement par ses actes — non pas en paroles quoiqu'une déclaration n'aie pas entièrement fait

défaut — qu'un traité solennel, à peine vieux de quelques années, ne signifiait rien pour ce pays, absolument rien. Le traité de neutralité qui protégeait la Belgique fut violé dès les premiers moments de la guerre. Ces choses ont causé aux Américains un immense désappointement.

La structure entière de notre gouvernement repose sur un seul contrat signé par treize parties contractantes, c'est la Constitution des États-Unis. Nous sommes complètement accoutumés au principe de la fédération, la liaison d'États distincts et indépendants en une commune union pour des buts communs ; et nous considérons cette union, cette fédération, comme la base même de notre vie nationale. De tels contrats, de telles conventions, de tels accords peuvent-ils être considérés en Europe comme sans effet, comme des « chiffons de papier », selon l'expression du chancelier allemand, susceptibles d'être déchirés à cause de ce qu'il a appelé une nécessité militaire, qui signifiait seulement qu'un pays entrant en guerre peut prendre le chemin le plus facile, le plus court, le plus rapide pour attaquer son adversaire, sans s'occuper des territoires neutres qu'il rencontre ? Ce dédain total de la sainteté des contrats est le plus grave de nos nombreux désappointements depuis deux mois et demi.

Et puis, nous autres Américains, avons espéré fermement que la conception chevaleresque devait être préservée de toute atteinte dans le monde moderne, que l'homme chevaleresque devait encore exister, qu'une race de chevaliers pourrait continuer d'exister, que le principe chevaleresque du fort défendant et protégeant le faible se développerait, au lieu de s'amoinrir, dans le monde civilisé.

Les Américains personnifient cet état d'esprit, cette habitude chevaleresque, dans leur façon de traiter les femmes et les enfants ; et ils l'ont fait depuis bien des générations. Tout d'un coup nous trouvons une nation puissante qui revendique le plus haut degré de civilisation et méprise absolument toutes considérations d'action chevaleresque envers les puissances plus faibles.

L'attaque de l'Allemagne sur la Belgique fut l'attaque violente et soudaine sur une armée et une nation infiniment plus faibles que l'Allemagne — aucune comparaison n'existe entre la petite Belgique et la grande Allemagne — en aucune sorte de puissance ou de force ; et aujourd'hui, la Belgique a été dévorée et est anéantie, si l'Europe permet qu'elle soit anéantie.

Nous avons espéré que les méthodes et les éthiques de la guerre s'étaient montrées susceptibles d'amélioration, de perfectionnement. Les

deux conférences de La Haye travaillèrent laborieusement à l'amélioration des méthodes de guerre. La guerre actuelle a réduit à néant tous ces efforts.

Les Américains, en général, ont cru que la race humaine était vraiment en train de progresser lentement vers la justice d'homme à homme, et de nation à nation, ainsi que vers le développement de la liberté individuelle. Nous avons dit dans notre déclaration d'indépendance que tous les hommes ont droit à « la vie, la liberté et la poursuite du bonheur », et maintenant, nous voyons qu'il n'y a pas un homme ou une femme en Europe qui ait un titre à la vie ou à la liberté ou à la poursuite du bonheur. Ceci est un autre grand désappointement pour le peuple américain.

Nous avons espéré que le monde était sur la voie du progrès vers l'idéal chrétien de compassion, de douceur et d'amour considérés comme les motifs suprêmes de la conduite humaine ; et subitement nous découvrons que dans le pays le plus avancé d'Europe sous le rapport de la science pure et appliquée, il n'y a pendant la guerre ni compassion, ni humanité, et que la haine prend vite la place de l'amitié, et se développe avec une rapidité et une amplitude étonnantes en une passion féroce et immuable.

Ces désappointements pèsent sur nous d'autant plus que nous ne voyons pas d'issue possible de la lutte actuelle excepté après des mois ou des années de combats désespérés. La philosophie allemande qui prévaut dans l'idée de gouvernement et de grandeur nationale est bâtie sur ce dogme : « La Force fait le Droit » et ce semble être une nouvelle religion parmi les Prussiens dirigeants que la force est la seule base de la grandeur nationale et de la dignité morale, et que la valeur est la plus haute vertu, peu importe pour quelle cause cette valeur est déployée.

Vous êtes toutes des femmes. Pensez-vous que la puissance fasse le droit ? l'avez-vous jamais cru ? L'histoire de la race humaine, depuis la sauvagerie jusqu'à ce que nous appelons la civilisation, vous a-t-elle suggéré que la puissance est la vraie source du droit, et le seul fondement des justes rapports entre homme et femme ? Dans la vie sauvage les plus grandes forces, puissance et endurance de l'homme, lui donnent un contrôle absolu sur la femme ; et il l'a toujours exercé. Ici dans ce pays fortuné et béni, nous avons une conception tout à fait différente des justes rapports entre homme et femme, entre adultes et enfants, entre l'État et ses citoyens. Nous nions absolument que la puissance fasse le droit. Nous croyons que les fondements

de la famille et de l'État sont moraux, et que ces bases morales ont supplanté en quelque mesure l'ancien dogme que le fort a le droit de dominer le faible.

Vous concevez que l'objection faite par les Américains à la philosophie politique de l'Allemagne en ce jour, et à son militarisme, est absolument fondamentale. Nos objections vont au fond de la question, et nous sommes inconciliables avec la philosophie tout entière qui prévaut en Allemagne, apparemment sans dénégation ni exception dans aucune classe de la société. Je dis « apparemment », car aucun de nous ne sent jusqu'à présent que nous ayons accès aux sentiments fondamentaux de la masse de la population allemande. Nous avons accès aux vues exprimées par les philosophes, les poètes et les historiens. Nous avons bien entendu, accès aux idées exprimées par leurs autorités militaires, actives ou en retraite. Nous avons accès aux conceptions archaïques que l'Empereur allemand se fait de sa fonction et du pouvoir divin que Dieu a conféré à lui et à sa famille. Mais nous n'avons pas accès en ce moment aux sentiments profonds des masses du peuple allemand, et il nous faudra probablement des années pour les apprendre. Ainsi, en parlant de ces choses, nous devons qualifier notre emploi du mot « pré-

valoir » par le mot « apparemment » ou la phrase « autant que nous pouvons voir », et nous pouvons croire que nous ne voyons pas assez loin.

Tel étant le gouffre entre les sentiments américains et les sentiments allemands tels qu'ils apparaissent aujourd'hui, et ce gouffre étant une affaire de conditions politiques et religieuses, comment devons-nous déterminer nos devoirs dans la crise actuelle et l'actuelle catastrophe mondiale ?

Nous ne faisons pas de difficultés pour reconnaître la justesse, même la qualité indispensable de l'action de notre gouvernement, l'action officielle de la nation, dans les horribles conditions actuelles. Nous estimons tous que notre gouvernement a eu raison de déclarer la neutralité des États-Unis dans le conflit actuel. Nous estimons tous, qu'à l'heure actuelle nous devons nous comporter de même façon vis-à-vis des combattants des deux côtés, — que si nous vendons des vivres à un des groupes, nous devons aussi vendre des vivres à l'autre ; que nous devons payer nos dettes, peu importe à qui. C'est ce que nous faisons. Nous payons nos dettes, qu'elles soient dues à un Allemand, à un Autrichien, à un Français ou à un Anglais. Nous maintenons aussi les lignes de trafic ouvertes, qu'elles aboutissent à des ports anglais ou français, ou à n'importe quel port d'Eu-

rope qui ne soit pas bloqué. Le surplus de nos vivres va à tous les combattants en ce moment ; parce que les ports neutres donnent accès à l'Allemagne et à l'Autriche, aussi bien qu'à l'Angleterre, la France et la Russie.

Mais cette neutralité est officielle ou légale, à ce qu'il semble. Elle doit être maintenue jusqu'à ce que de nouvelles conditions déterminent de nouvelles actions. Mais il nous est, bien entendu, tout à fait impossible d'être neutre quant à nos sentiments, nos croyances et nos espoirs ; tout à fait impossible parce que la cause pour laquelle l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie combattent est la cause de l'impérialisme, du militarisme, des gouvernements par la force, et qu'elles emploient contre d'autres pays la force habilement dirigée et supérieurement préparée.

Nous voyons d'autre part les deux grands pays les plus libéraux de l'Europe alliés à un empire militaire. Ces deux nations — l'Angleterre et la France — sont des nations envers lesquelles nous sommes grandement redevables de notre sécurité, de notre délivrance et de notre foi en la liberté légale. Par conséquent, la neutralité de nos cœurs est hors de question.

Mais, dans ces conditions que pouvons-nous faire ? que pouvez-vous faire pour aider l'Europe

supplifiée? Vous pouvez faire tout ce qui est en votre pouvoir et conseiller à toutes les personnes sur qui vous avez de l'influence, de faire tout en leur pouvoir pour maintenir nos industries en activité ainsi que les affaires, le travail et la puissance productrice de ce pays; de rétablir les lignes d'échanges subitement rompues après une installation soigneuse qui a pris au moins trois siècles et de rétablir les lignes de transport pour l'échange international des denrées. Vous pouvez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher toutes sortes d'accaparements dans votre pays, dans votre cercle domestique, comme d'amasser de l'argent, des denrées ou des provisions — la farine, par exemple, et le sucre — et de faire des achats dépassant les besoins de la famille. Toutes ces choses sont nuisibles. Elles nuisent parce qu'elles tendent à amener une hausse déraisonnable des prix immédiatement et sur place. Déconseillez de si égoïstes précautions.

- Chaque homme qui emploie d'autres personnes devrait continuer dorénavant d'employer un aussi grand nombre que possible des gens qu'il a l'habitude d'employer. Réduire inutilement les dépenses faites pour l'emploi des travailleurs est une chose mal avisée et antipatriotique en ce moment.

- N'y a-t-il aucune dépense que nous puissions

justement réduire ? Certainement oui. Mais en ce moment je ne pense qu'à une classe de dépenses qui pourrait bien être réduite, à savoir celles du luxe, en particulier du luxe qui est pour le moins stupide et malfaisant. Il y a pas mal de ce luxe dans la collectivité américaine sur lequel de sérieuses économies pourraient être faites ; mais ce sont là les seules dépenses qu'il est juste de réduire en ce moment, à moins que l'argent nécessaire aux dépenses normales ne manque réellement. Aucune crainte d'une diminution du revenu ne justifie les économies actuellement.

J'ai parlé de nos propres dépenses et de l'emploi des travailleurs dans notre propre pays ; mais ne pouvons-nous rien pour d'autres pays sur ces mêmes points ? Nous pouvons continuer de fournir aux industries de tous les autres pays et en particulier à celles des pays européens, des matières premières nécessaires à leurs propres fabriques. Nous serons réellement neutres en agissant ainsi, si les circonstances nous permettent de fournir les matières premières pour leurs industries, du moins en partie, à tous les combattants. Nous ne pourrons peut-être pas servir tous les pays qui sont en guerre ; mais nous devrions le faire autant que possible. Ceci est un des devoirs neutres.

Les probabilités sont que la guerre durera jus-

qu'à ce qu'un des combattants soit tout à fait épuisé. On ne peut pas concevoir une Allemagne se soumettant à la défaite avant d'avoir épuisé ses ressources en hommes, en argent et en vivres. Et je suis sûr que nous aurons la même difficulté à concevoir que l'Angleterre s'arrête avant d'être complètement épuisée. Heureusement, à notre point de vue, il n'y a pas de peuple plus résolu ou plus opiniâtre au monde que le peuple anglais, et nous nous souvenons avec satisfaction que sous ce rapport beaucoup d'entre nous sont d'extraction anglaise.

Quant à la France — un nouveau frisson de sentiment et d'ardeur a traversé la France. Tous ceux qui reviennent de France disent que les gens semblent transformés extérieurement et intérieurement. Ils sont graves et sérieux et ils vont à leur tâche commune avec une détermination ferme d'empêcher par n'importe quel sacrifice l'extinction ou la réduction en puissance de la nation française.

Mais que dirais-je de la Russie? L'Allemagne estime que les Russes peuvent être justement appelés des barbares, un peuple à demi civilisé, oriental, incapable de ce haut degré d'organisation et de cette pratique de la liberté individuelle contrôlée par la loi qui caractérise les peuples orientaux

d'avenir. Et il est vrai que les Russes sont une immense masse à peine affranchie du servage et qu'ils sont gouvernés par un souverain despotique entouré d'un groupe de fonctionnaires importants et autocrates.

Mais, nous autres Américains avons appris dans ces dernières années bien des choses sur la Russie, et nous trouvons en elle certaines qualités qui nous donnent espoir pour l'avenir de cette immense nation endormie en apparence quant à l'activité commerciale et politique. Nous avons vu arriver chez nous de grands nombres de Russes dans les dernières années, et les avons trouvés industriels, intelligents et romantiques, capables de tous les sentiments les plus élevés de la nature humaine et ayant au cœur un grand désir de liberté et d'expansion et d'amélioration de la vie. J'ai eu l'occasion de remarquer comme Président du Harvard Collège qu'il n'y avait pas d'étudiants plus intelligents dans l'Université que les Russes. Ils avaient les défauts de gens qui ont été pendant des générations sous une loi despotique, et sans doute ils témoignent encore de ces défauts sur une vaste échelle.

Beaucoup d'Américains ont fait connaissance dans les quinze dernières années avec la littérature russe moderne. Elle est au plus haut point imagi-

native, pathétique et pleine d'espérances, quoique souvent révolutionnaire dans le sens propre du mot — c'est-à-dire demandant de grands changements dans la vie sociale et domestique et dans celle du gouvernement. Tolstoï représente un immense mouvement de l'esprit russe. Ce fut le Tsar de Russie qui convoqua la première Conférence de la Haye. Le Tsar institua la Douma qui a déjà eu une carrière intéressante et vraiment remarquable, si l'on considère qu'aucun de ses membres n'avait aucune expérience de la liberté politique. J'admets qu'aucune de ces choses n'ait de grands effets; excepté la littérature russe. Celle-ci touche profondément le cœur et l'esprit du pays. Elle fait une impression profonde sur le cœur et l'esprit du monde civilisé tout entier.

Nous devons de plus remarquer que trois faits importants se sont déjà passés en Russie depuis que la guerre a éclaté, qui sont tous d'une nature très progressive. L'un est l'offre faite aux Polonais de reconstituer le royaume de Pologne; un autre donne aux Juifs pleins droits civils en Russie; et le troisième est l'ordre impérial prohibant la fabrication et l'usage de la liqueur fortement alcoolisée que les Russes ont eu l'habitude de boire. Ce dernier résultat de cette guerre soudaine est très frappant. Que dirait-on si une immense réforme

tempérante datait d'août 1914 dans toute la Russie ?

Nous ne devons donc pas accepter le point de vue allemand que cette guerre est réellement engagée pour résister à une nouvelle irruption des barbares en Europe.

Il est plus que douteux que les Russes soient des barbares. Il est plus que douteux que l'esprit avec lequel les Russes combattent actuellement ne soit pas plus en accord avec l'esprit américain que l'esprit qui anime l'Empire allemand.

Nous devons nous rappeler — et nous ne sommes pas en danger de l'oublier — les profondes obligations qu'a la nation américaine envers la France et l'Angleterre. Ces obligations sont si grandes qu'il est tout à fait oiseux de s'attendre à ce que nous soyons neutres de cœur pendant le développement de cette terrible catastrophe. Le peuple américain est ordinairement accusé d'être matérialiste, de rechercher le dollar et de ne penser à presque rien d'autre, excepté au luxe et au confort que ce dollar peut procurer.

Combien de fois avons-nous entendu ceci dernièrement ! C'est une fausse conception absolue des croyances et méthodes fondamentales du peuple américain. Nous sommes un peuple idéaliste. Quand notre idéal est attaqué et nous semble être en danger, il n'y a pas de peuple au monde qui

jette plus promptement à tous les vents ses intérêts matériels. Quand notre idéal est sérieusement attaqué, nous sommes absolument téméraires en ce qui regarde notre propriété nationale ou individuelle et nous ne tenons à nos ressources matérielles que comme moyens de défendre nos théories morales et nos espérances pour l'humanité.

Nous devons espérer et prier que nous ne serons pas entraînés dans la plus terrible guerre de tous les temps. Mais si nous y échappons ce sera parce que la Russie, l'Angleterre et la France auront réussi à battre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Prédire les résultats est impossible dans des circonstances telles que celles dont nous sommes actuellement témoins ; mais il n'est pas impossible de prédire que le peuple américain sera loyal à ses qualités, à son histoire, à ses obligations envers l'Angleterre et la France. Nous savons tous que l'idéal américain est venu d'Angleterre à travers l'Atlantique avec les « Pilgrims Fathers » et les Puritains et s'est, depuis, propagé majestueusement à travers le continent, et nous savons tous que ce « phénomène céleste et infernal » comme Carlyle a appelé la Révolution française, porta dans le monde civilisé et à demi civilisé les conceptions fondamentales des droits de l'homme et la puissance enflammée de la liberté. La nation française, après

ce « phénomène céleste et infernal », erra dans le désert pendant plus de deux générations, mais enfin elle a atteint à une forme républicaine de gouvernement qui a déjà duré plus de quarante ans. Pouvons-nous penser à ne pas donner d'aide à la France si elle vient à bout de ses ressources? Pouvons-nous penser à ne pas apporter de l'aide à l'Angleterre si elle se trouve réduite au même sort? Heureusement, nous n'avons pas besoin de craindre une si affreuse situation. Mais ne laissons pas troubler nos esprits et nos volontés en refusant de voir où mène la politique allemande, à quoi les enseignements de Bismarck, Treitschke et Bernhardi ont conduit l'Allemagne. Ne rêvons pas d'abandonner notre foi dans l'idée que les relations humaines devraient et même doivent être déterminées, non par la force arrogante, mais par des considérations de justice, de compassion, d'amour et de bonne volonté.

CHAPITRE IX

Les causes de la guerre sont les institutions autocratiques, les désirs nationaux d'expansion, le dédain des traités et conventions et les fausses idées philosophiques. — Pourquoi l'Allemagne doit être battue¹.

Chacun des principaux combattants en Europe semble désireux de prouver qu'il n'est pas responsable de cette guerre cruelle, extensive et destructive entre toutes.

Chaque gouvernement impliqué dans le conflit a publié la correspondance échangée entre ses chefs et ceux des autres puissances, et entre ses chancelleries, et les corps équivalents des autres pays engagés dans la guerre, et on a cherché à donner une vaste circulation à ces documents. A coup sûr, aucune de ces publications ne paraît absolument complète. Il semble y avoir dans toutes des suppressions ou des omissions que seul l'historien

¹ Lettre publiée dans le *New York Times* du 17 novembre 1914.

futur pourra relater peut-être après de longues années. Elles révèlent, cependant, l'état de dégradation du concert européen en juillet 1914 et l'agitation produite dans les Chancelleries européennes par l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Elles témoignent de l'existence d'une opinion publique nouvelle et influente sur la guerre et la paix, opinion à laquelle les pays qui partent en guerre croient utile de faire appel pour la justification ou le soutien moral.

Ces publications ont été lues avec un intérêt intense par les observateurs impartiaux de toutes les parties du monde, et ont, dans bien des cas, orienté la sympathie et la bienveillance des lecteurs dans un sens ou un autre ; et cependant, aucune d'elle ne découvre les vraies sources de cette calamité sans précédent et ne traite même pas ce sujet. Elles ont trait principalement à la question de savoir qui mit le feu aux poudres, et non pas aux questions de savoir qui procura le magasin qui fit explosion et pourquoi il le procura. Une grave responsabilité, bien entendu, est attachée à la personne qui donne l'ordre de mobiliser une armée nationale ou d'envahir le territoire du voisin ; cependant la vraie source des horreurs n'est pas dans un tel ordre, mais dans les institutions gouvernementales, la philosophie politique et les

passions et desseins nourris depuis longtemps dans le ou les pays intéressés.

La première source de l'immense désastre actuel en Europe est le désir de l'Allemagne de posséder un empire mondial, désir dont un pays après l'autre a fait son motif suprême et dont aucun n'a jamais pu se débarrasser complètement après l'avoir une fois adopté. L'Allemagne y arriva tard, étant empêchée jusqu'à 1870 d'y donner libre cours, à cause de son manque d'unité ou plutôt parce qu'elle était divisée, depuis la guerre de Trente Ans, en un grand nombre d'États séparés, plus ou moins indépendants. Quand cette maladie, qui a attaqué un pays après l'autre à travers tous les temps historiques, atteignit l'Allemagne, ce fut avec une remarquable malignité, lui faisant souhaiter l'expansion en Europe par la force armée, et la prise de surfaces de colonisation dans beaucoup de parties du monde. La Prusse même avait longtemps cru faire son chemin en Europe par la guerre et avait agi maintes fois d'après cette idée. Peu avant la conclusion de l'unité allemande par Bismarck, elle avait obtenu par la guerre en 1864 et 1866 d'importantes cessions de territoire et la suprématie dans toute l'Allemagne.

Avec ce désir d'un empire mondial, la croyance que ceci ne pouvait être obtenu que par la force

armée allait de pair. Donc, l'Allemagne unifiée a travaillé avec une intelligence et une énergie extrêmes à préparer l'armée la plus puissante du monde, et à l'équiper pour une action immédiate de la façon la plus parfaite que la science et la prévoyance aiguë pouvaient imaginer. Pour développer cette machine militaire suprême, la conscription universelle — un produit de la conception de l'armée des citoyens pendant la Révolution Française — était nécessaire, de sorte que tout jeune Allemand physiquement capable de porter les armes devait subir l'entraînement militaire, qu'il le veuille ou non, et rester à la disposition du Gouvernement pour un service militaire pendant toutes les années de capacité, même s'il était fils unique de veuve, ou veuf avec de petits enfants, ou seul soutien de famille. De façon à parachever cet idéal militaire, l'armée devint la nation et la nation devint l'armée à un degré qui n'avait jamais été atteint dans le monde sauvage ou civilisé. Cette armée pouvait être appelée et mise en mouvement par le Chef d'État allemand sans autres préliminaires que le consentement des chefs héréditaires des différents États qui s'unirent pour former l'Empire en 1870-71, sous la domination de la Prusse ; le roi de Prusse, devenu Empereur d'Allemagne, étant Commandant en Chef de l'armée

allemande. A un mot de l'Empereur, cette armée peut être appelée, réunie, habillée, équipée et armée, et mise en marche vers n'importe quelle frontière en un jour. L'armée allemande devint ainsi la plus importante par rapport à la population, la mieux équipée et la plus mobile du monde ; l'État-Major général étudiait incessamment et à fond des plans de campagne contre tous les autres pays principaux d'Europe, et utilisait promptement — en secret, quand c'était possible — toutes les inventions intéressantes en explosifs, artillerie, munitions, transport et hygiène. Au début de 1914, l'État-Major général estimait que l'armée allemande était prête pour une guerre immédiate, et qu'elle possédait quelques avantages importants pour la lutte — tels que de meilleurs armements et une plus forte discipline — sur les armées des pays voisins. L'armée devait pouvoir jouer son rôle dans l'acquisition de l'empire mondial. Elle se montrerait invincible.

L'intense désir de posséder des colonies et de répandre le commerce allemand à travers le monde, fut l'instigation de la création d'une grande marine allemande et déclancha la course des constructions navales avec l'Angleterre. L'augmentation de la richesse allemande et le rapide développement des manufactures et de la puissance commerciale

maritime après 1870-71 rendit possible à l'Empire la consécration de vastes sommes à la construction rapide d'une marine puissante, dans laquelle l'expérience et l'habileté de tous les autres pays marins seraient appropriées et améliorées. En poussant ainsi sa colonisation et sa politique de puissance navale, l'Allemagne se heurta à la forte domination de la Grande-Bretagne sur les mers; et cette rencontre provoqua de la jalousie, de la suspicion et de la méfiance des deux côtés. Que l'Allemagne ait été retardée dans sa quête de possessions à l'étranger, était ennuyeux; mais que l'Angleterre et la France aient de bonne heure acquis d'amples et riches territoires dans d'autres continents et résistassent à l'Allemagne en lui faisant obstruction quand elle aspirait à reprendre le temps perdu, était une chose par trop exaspérante. D'où des ressentiments chroniques et — quand le jour viendrait — probablement la guerre. Au point de vue de sa marine, cependant, l'Allemagne n'était pas prête pour la guerre au début de l'année 1914; et, par conséquent, elle ne voulait pas se trouver en guerre avec la Grande-Bretagne cette année-là. Même elle croyait — d'après de faux renseignements — que l'Angleterre ne pouvait pas partir en guerre dans l'été de 1914. Ni le gouvernement, ni les classes éduquées de l'Alle-

magne ne comprennent les traits particuliers du gouvernement de parti tel qu'il existe en Angleterre, en France et aux États-Unis ; et par conséquent, les chefs allemands furent surpris et terriblement désappointés quand ils apprirent la décision populaire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande de mettre de côté toute lutte de parti pour prendre une part active dans le conflit européen.

La préparation si complète de l'armée allemande en vue d'une guerre subite, le pouvoir de déclarer la guerre à tout moment confié aux mains de l'Empereur allemand, et les études approfondies de l'État-Major allemand sur les plans de campagne les plus avantageux, contre tous les voisins, contribuèrent à créer une nouvelle doctrine de la « nécessité militaire » comme étant une excuse suffisante pour négliger et violer les contrats ou accords faits entre l'Allemagne et d'autres pays. Gagner rapidement un avantage militaire en attaquant un voisin était considéré comme une raison convenable pour violer un ou tous les traités et accords internationaux, peu importe combien solennels et importants, combien anciens ou nouveaux. La démonstration de l'insignifiance ou du peu de valeur des accords internationaux dans l'esprit et la méthode allemands fut faite dès les premiers jours de la guerre par l'invasion de la Belgique, et

a été continuée depuis, par la violation de la part de l'Allemagne des nombreux accords concernant la conduite de la guerre auxquels l'Allemagne accéda à la deuxième Conférence de La Haye.

Ce point de vue allemand du peu de valeur des accords internationaux ne fut pas une cause de la guerre actuelle, parce que l'Europe n'en voyait pas l'évidence, quoiqu'il fût familier et établi de longue date en Allemagne; mais c'est une raison puissante pour la continuation de la guerre par les Alliés jusqu'à la défaite de l'Allemagne, parce qu'il est clair pour tous les pays du monde, excepté l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie en ce moment, que les espérances de l'humanité pour le développement graduel de l'ordre et de la paix reposent sur la sainteté des contrats entre nations, et sur le développement de sanctions adéquates dans l'administration de la loi internationale. La nouvelle doctrine de la nécessité militaire renverse toute loi et est complètement et désespérément barbare.

L'empire mondial doit, maintenant comme toujours, être acquis par la force — c'est-à-dire par la conquête et le maintien des possessions. Ainsi, l'Assyrie, Israël, la Macédoine, Athènes, Rome, l'Islam, l'Angleterre et la France l'ont successivement cru et ont essayé de l'accomplir en pratique. L'Allemagne unifiée a, depuis quarante ans mis en

pratique, chez elle et au dehors, la doctrine de la force, comme source de toute grandeur nationale, et de tout progrès humain important. Pour soutenir cette doctrine, l'Allemagne instruite a développé et accepté la religion de la valeur et le dogme que la Puissance crée le Droit. En faisant ainsi, elle a rejeté dédaigneusement les enseignements chrétiens touchant l'humilité et la douceur, la justice et la compassion, la fraternité et l'amour. Les objets de son adoration sont devenus la Force, le Courage et la Volonté cruelle que les faibles périssent et qu'on les aide à disparaître ; que les doux, les humbles se soumettent aux durs et aux fiérs ; que les faibles et incapables meurent : le monde est aux forts, et le plus fort sera le chef. Ceci est une religion capable d'inspirer à ses adeptes le zèle et l'enthousiasme qui favoriseront le bien-être national à n'importe quel prix, aux dépens de la vie, de la liberté ou du bonheur individuels, et capable aussi de prêter une sanction religieuse aux extrêmes de la cruauté, de la rapacité et de la haine. Il est incroyable que des gens éduqués qui ont été élevés à deux pas des éthiques chrétiennes et sous l'œil d'hommes et de femmes de mœurs douces se soient contentés du plan de la religion des valeurs. En conséquence les esprits allemands les plus distingués ont inventé un supplément à

cette religion de l'âge de pierre. Ils ont établi un culte pour une conception mystique de l'État comme étant une entité majestueuse et bienfaisante qui embrasse toutes les nobles activités de la nation et la guide vers ses meilleures entreprises. L'ennui de ce supplément à la religion de la valeur est qu'il repose trop sur la soumission, l'oubli de soi et la discipline et pas assez sur la liberté individuelle et la maîtrise de soi dans la liberté.

En conséquence, quand les hommes combattifs prirent la direction du gouvernement et menèrent le pays à une guerre féroce, ils entraînent avec eux tous les dévots de cet état romantique et spiritualiste. L'Allemand moderne est toujours un individu contrôlé, dirigé et discipliné, qui aspire à contrôler et à discipliner ses inférieurs; et, à son point de vue, à peu près tout le reste de l'humanité lui est inférieur. Il n'est pas un citoyen affranchi dans le sens français, anglais ou américain, et il préfère ne pas l'être.

La guerre actuelle est le résultat inévitable de la convoitise de l'empire d'un gouvernement autocratique, de la richesse soudaine et de la religion de la valeur. Ce que signifierait la domination allemande exercée sur ceux qui auraient résisté est justement démontré par l'expérience de la Belgique et de la France septentrionale depuis trois mois.

Le monde civilisé peut voir maintenant où la nouvelle morale allemande — soyez efficaces, soyez virils, soyez durs, soyez sanguinaires, soyez dominateurs — le conduirait. Maintenir que la puissance qui a adopté en pratique cette nouvelle morale, et d'accord avec ses préceptes a promis à l'Autriche son appui contre la Serbie, et a envahi la Belgique et la France en toute hâte, n'est pas l'auteur responsable de la guerre européenne, c'est jeter loin de soi la mémoire, la raison et le bon sens pour juger les mobiles humains dans les événements actuels.

La vraie cause de la guerre est cet état d'esprit et d'âme barbares qui se développait graduellement en Allemagne. Toutes les autres causes — telles que l'assassinat de l'héritier au trône d'Autriche-Hongrie, la sympathie de la Russie pour les États Balkaniques, le désir de la France de rentrer en possession de l'Alsace-Lorraine, et la jalousie de la Grande-Bretagne envers l'agrandissement allemand — sont des causes secondaires et incidentes qui ont contribué certainement aux événements, mais ne sont ni primordiales ni fondamentales. Si quelqu'un demande qui a amené la classe dirigeante de l'Allemagne à cet état d'esprit, la réponse doit être : Bismarck, Moltke, Treitschke, Nietzsche, Bernhardi, l'Empereur allemand, leurs semblables, leurs disciples et la caste militaire.

Beaucoup d'apologistes de l'Allemagne attribuent la guerre à la crainte de la Russie. Ils disent que, quoique l'Allemagne ait commis la première agression réelle, en envahissant la Belgique et le Luxembourg de façon à attaquer la France avec la plus grande rapidité et la plus extrême férocité, la guerre est en réalité une guerre de défense contre la Russie, qui pourrait avantageusement devenir, après que la France aurait été écrasée, une guerre contre la Grande-Bretagne, cet obstacle insolent et perfide à l'acquisition de l'empire mondial allemand. La réponse à cette explication est que, en fait, l'Allemagne n'a jamais redouté, ou même respecté, la force militaire de la Russie, et que les récentes guerres ou menaces de guerre de l'Allemagne n'ont pas été dirigées contre la Russie, mais contre le Danemark, l'Autriche, la France et l'Angleterre. Dans ses entreprises coloniales, ce n'est pas la Russie que l'Allemagne a rencontrée, mais l'Angleterre, la France et les États-Unis. Les avances amicales faites depuis vingt ans par l'Allemagne à la Turquie n'étaient pas destinées primitivement à fortifier l'Allemagne contre la Russie ; mais l'Allemagne contre la Grande-Bretagne en obtenant un accès par terre à l'Inde britannique. En résumé, la politique de l'Allemagne, chez elle et au dehors, dans les quarante dernières années,

a été inspirée, non pas par la terreur de la Russie ou d'aucun autre envahisseur, mais par sa propre ambition agressive d'hégémonie mondiale. Dans la guerre actuelle, elle croit qu'elle a joué son va-tout sur « l'empire ou la chute ».

Ceux des pays qui estiment à sa valeur la liberté publique et pensent que le but principal du gouvernement est de favoriser la prospérité générale par des mesures et une politique fondées sur la justice, la bonne volonté et le respect des libertés individuelles, ne peuvent qu'espérer la défaite complète de l'Allemagne dans son entreprise actuelle ; mais ils ne croient pas que l'Allemagne soit obligée de choisir entre une vie de domination en Europe et dans l'univers, et la mort nationale. Ils souhaitent que toute sa culture et son génie pour les recherches patientes et exactes survivent à cette guerre abominable, et guident une autre Allemagne vers de grands progrès pour le bien de l'humanité.

Si les causes de l'immense catastrophe actuelle ont été exactement établies, les résultats désirables de la guerre sont : pas d'hégémonie pour aucune race ou aucun pays, plus de « sujets », plus de chefs d'État permanents ou temporaires, ayant le pouvoir de jeter leurs compatriotes dans une guerre, plus de diplomatie secrète justifiant l'emploi de tous les mensonges, les cachotteries, les

actions décevantes et les embuscades qui sont une part inévitable de la guerre, et prennent sur elles de compromettre les pays dans les questions internationales, et plus d'armées de conscription qui peut être jetée dans la guerre par les chefs d'État sans consulter les assemblées représentatives indépendantes. Il devrait sortir de cette suprême convulsion une Europe fédérée, ou une ligue des pays les plus libres, qui donnerait la sécurité aux petits États contre l'attaque, empêcherait les plus grands États de faire des essais de domination, assurerait que les traités et les autres contrats internationaux soient publics et respectés jusqu'à modification par consentement mutuel, et trouverait une base sûre pour la limitation et la réduction des armements sur terre et sur mer, aucune base n'étant considérée sûre sans garantir les libertés de tous les États fédérés contre les attaques d'un étranger quelconque ou d'un membre déloyal. Personne ne peut voir à présent comment un tel résultat sera accompli, mais chacun peut voir déjà que cette réalisation est la seule qui puisse satisfaire les partisans de la liberté légale, et ceux qui croient aux progrès de l'humanité par les services amicaux de chacun pour tous et de tous pour chacun.

Les pacifistes extrêmes redoutent de combattre le mal par le mal, l'enfer par l'enfer et conseillent

la soumission à l'outrage, ou au moins de courir le risque d'être amené de force à la soumission résignée. Les adeptes de la religion de la valeur, d'autre part, prétendent que la guerre est une bonne chose par elle-même, qu'elle développe les plus belles vertus, redonne de la vigueur à un pays amolli par le luxe et les aises, et met au premier rang l'esprit fort et dominateur d'un pays ou d'une race valide. Quel est le juste milieu entre ces deux extrêmes ? N'est-ce pas que la guerre est toujours un fléau affreux et détestable, mais qu'un pays peut quelquefois trouver que c'est le moindre de deux maux entre lesquels il a à choisir ? La guerre contre le destructeur et le ravageur, contre l'ennemi de la liberté, le prétendant à l'hégémonie mondiale, est une guerre juste et même nécessaire. De plus en plus les penseurs du monde voient, et les gens du commun croient instinctivement de plus en plus, que la cause de la juste liberté est celle de la civilisation. Dans le Congrès qui se réunira un jour pour régler les conditions de la paix et par conséquent les conditions futures de l'existence en Europe, l'exemple de la République américaine au point de vue des armements et de la guerre, de la publicité des traités et de la liberté, de la sécurité et de la prospérité publiques peut raisonnablement avoir quelque influence.

CHAPITRE X

Correspondance entre Charles W. Eliot et Jacob
H. Schiff au sujet de la guerre, du 24 novembre
au 14 décembre 1914.

Cambridge, Mass., 24 novembre 1914.

Cher Monsieur Schiff,

Ce fut un grand soulagement pour moi de lire tout à l'heure votre interview dans le *New York Times* du 22 novembre, car j'ai craint que votre opinion et la mienne, à propos du résultat désirable de cette horrible guerre, ne soient très différentes. Je vois maintenant qu'elles coïncident sur bien des points.

Un de mes plus fermes espoirs est qu'un des résultats de la guerre soit l'acceptation par les principaux pays du monde du précepte ou de la loi disant : il n'y aura pas d'empire mondial pour aucun pays. Vous ne souhaitez pas que l'Allemagne ni l'Angleterre possèdent cette hégémonie. Vous envisagez, comme moi, quelque contrat ou quelque ac-

cord parmi les principales nations qui empêche les armements intensifs. Je suis pleinement d'accord avec vous qu'il est au plus haut point indésirable que cette guerre se prolonge jusqu'à épuisement de l'un ou l'autre parti.

Quand, cependant, j'arrive à votre discussion des moyens par lesquels un résultat heureux pour l'ordre et la paix de l'Europe pourra sortir de la convulsion actuelle, je ne trouve pas de direction bien nette de votre part ni de la mienne, ni de celle de notre gouvernement et de notre peuple. Était-ce votre idée qu'un Congrès des peuples de l'Amérique du Sud et de l'Amérique du Nord soit réuni pour faire peser l'opinion américaine sur les combattants pendant que la guerre a lieu ? Ou bien votre pensée est-elle que les nations américaines doivent attendre jusqu'à ce qu'il y ait une accalmie ou une pause dans la lutte indécise.

Autant que je peux en juger d'après les renseignements très imparfaits qui nous arrivent d'Allemagne, la confiance de l'Empereur et du peuple allemand dans leur « invincible armée » n'est guère diminuée bien qu'elle devrait l'être nettement. Il est évident que l'opinion américaine a quelque poids en Allemagne, mais a-t-elle assez de poids pour engager l'Allemagne à abandonner son désir intense de posséder la Belgique et la Hol-

lande et d'étendre les possessions coloniales? A mon avis, sans l'abandon de ce désir et de cette ambition de la part de l'Allemagne, il ne peut y avoir de paix durable en Europe, ni de réduction des armements.

Sincèrement à vous,

Charles W. ELIOT.

New-York, 26 novembre 1914.

Mon cher Docteur Eliot,

Je viens de recevoir votre intéressante lettre d'hier qui m'a causé le plus sincère plaisir. S'il est vrai que je ne me suis pas trouvé d'accord avec plusieurs des opinions que vous avez exprimées en public touchant les responsabilités dans ce déplorable conflit je n'ai jamais douté que nous nous trouvions d'accord quant au résultat désirable, et je suis très heureux de voir ceci confirmé par vous, quoiqu'en ceci, nos opinions ne pouvaient pas diverger.

Quant aux moyens par lesquels un résultat désirable pour la paix et l'ordre de l'Europe puisse être atteint à travers le chaos actuel il est, je l'avoue, difficile à donner un conseil en ce moment. Ce qu'il faut faire tout d'abord, à mon avis, c'est de

donner naissance à une saine et solide opinion publique ici en faveur d'une paix prochaine sans qu'aucun des deux partis n'arrive à l'épuisement et mon but a été, dans l'interview que j'ai donné, de faire réfléchir le peuple américain sur ce sujet. Je n'ai pas l'idée d'obtenir un succès immédiat, mais si les hommes comme vous et d'autres suivent cette direction, je suis sûr que l'opinion publique américaine saura avant peu s'exprimer avec force et persistance en faveur d'une paix prochaine, sans ceci, il n'est pas improbable que cette horrible tuerie et cette affreuse destruction continueront pendant très très longtemps.

Très fidèlement vôtre,

Jacob H. SCHIFF.

Cambridge, Mass., 28 novembre 1914.

Cher Monsieur Schiff,

Je crois, comme vous, que la chose la plus nécessaire est d'engager l'Allemagne à modifier son opinion actuelle que le pays doit lutter pour son existence jusqu'à son dernier mark et la dernière goutte de son sang.

Maintenant, chaque lettre particulière que j'ai reçue d'Allemagne et chaque circulaire, pamphlet ou livre sur la guerre qui me soit parvenu de

source allemande, insiste sur ce point que pour l'Allemagne c'est une question d'hégémonie mondiale ou de la chute complète. Il n'y a ni sens ni raison là-dedans, mais les philosophes, historiens et hommes d'État allemand soutiennent cette idée en ce moment.

L'Angleterre, la France et la Russie n'ont pas de telles prétentions ni de tels désirs quant au sort de l'Allemagne. Ce qu'elles se proposent est d'empêcher le plan allemand d'atteindre à l'hégémonie mondiale par le militarisme. Avez-vous un moyen de faire pénétrer dans l'esprit de quelques-uns des grands chefs allemands l'idée qu'aucune alternative de vie ou de mort ne se présente pour l'Allemagne dans cette guerre, et que le peuple n'a besoin que d'abandonner ses ambitions mondiales tout en assurant la sécurité au cœur de l'Europe et une chance de développer tout ce qui est bon dans la civilisation allemande ?

Sincèrement vôtre,

Charles W. ELIOT.

The Greenbrier White Sulphur Springs, West Virginia,
1^{er} décembre 1914.

Cher Docteur Eliot,

J'ai reçu aujourd'hui votre lettre du 28 écoulé,

et m'empresse d'y répondre, car je ne sais rien de plus important que la discussion entre des hommes sincères sur ce qui peut être fait pour amener la cessation de cette horrible et absurde guerre.

Je crois que vous faites erreur — quoique en ceci, je n'expose rien, absolument, que ma propre opinion, — en disant que l'Allemagne ne tendrait pas l'oreille à une suggestion tendant à rétablir la paix jusqu'à ce qu'elle soit ou en position d'en dicter les termes, ou complètement écrasée. Même je sens plutôt et j'ai des indications dans ce sens, que l'Angleterre est peu disposée à s'arrêter dans son écrasement de l'Allemagne, et emploie actuellement toute l'influence qu'elle peut avoir dans notre pays pour empêcher l'opinion publique de se tourner en faveur de la cessation des hostilités et du rétablissement de la paix.

Le même courrier qui apporta votre lettre ce matin, m'apporta aussi une lettre d'un homme important touchant au monde militaire, et que je connais de nom seulement. Cette lettre est si belle et vient si à propos que j'ose vous en envoyer ci-joint une copie. Pourquoi ne seriez-vous pas, ainsi que peut-être le D^r Andrew D. White, qui, — n'est-ce pas une coïncidence? — m'a de même écrit aujourd'hui au sujet de mon récent interview du *Times*, pourquoi, dis-je, ne seriez-vous pas les

hommes mêmes pour exécuter les suggestions faites par mon correspondant ?

Il n'y a peut-être pas deux autres hommes dans le pays entier vers lequel le peuple se tourne aussi volontiers pour trouver des guides que vers vous — tout d'abord — et le D^r White. Vous ne pourriez certainement pas octroyer de plus grand don au monde civilisé tout entier que si maintenant, au soir d'une vie qui a été si utile à l'humanité, vous appeliez autour de vous un certain nombre d'Américains marquants et sincères, dans le but de discuter et d'élaborer des plans par lesquels l'opinion publique américaine pourrait être cristallisée et stimulée suffisamment pour qu'elle demande avec insistance que ces nations combattantes se rapprochent et, avec l'expérience acquise à leurs lourds dépens, fassent au moins une tentative pour trouver un moyen de sortir de la lutte actuelle. Je ne peux pas ne pas croire que les gouvernements de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne — sinon de la Russie — n'écoutent la voix de l'Amérique si le peuple parle d'une voix assurée. Faites ceci et vous mériterez et recevrez les bénédictions de la génération actuelle et de celles à venir !

Votre tout dévoué,

Jacob H. SCHIFF.

Cambridge Mass, 3 décembre 1914.

Cher Monsieur Schiff,

Je vous remercie de votre lettre du 1^{er} décembre et de son intéressant contenu.

Quoique toute personne réfléchie doive sincèrement souhaiter que le gaspillage et la destruction causés par la plus grande des guerres soient arrêtés le plus tôt possible on sent d'une façon absolue que la guerre devra continuer jusqu'à ce que tous les combattants, l'Allemagne comprise, en arrivent à voir que le régime gouvernemental et l'état d'esprit public en Allemagne qui ont rendu possible une telle guerre, ne sont pas conformes à la sécurité et au bien-être futurs de l'Europe.

Personnellement, je pense que la guerre devrait durer tant que l'Allemagne persistera dans sa politique d'hégémonie mondiale, de gouvernement dynastique, de bureaucratie autocratique et dans l'emploi de la force dans les rapports internationaux. Si la guerre cesse avant que l'Allemagne ne voit que cette politique ne peut pas prévaloir dans l'Europe du xx^e siècle, les maux et les dommages horribles dont nous sommes actuellement témoins se renouvelleront, et tous les pays devront continuer le procédé destructif des armements.

concurrents. Si la paix était faite maintenant, avant que les Alliés n'aient attaqué l'Allemagne sur son propre sol, il n'en résulterait qu'une trêve moyennement longue, et ensuite un renouveau des présentes horreurs.

Je ne peux pas ne pas penser que l'Europe a maintenant une occasion de faire un choix entre l'idéal allemand de l'État et l'idéal anglo-américain. Ces deux idéals sont très différents, et le conflit actuel montre qu'ils ne peuvent plus coexister dans l'Europe moderne.

Quant à la proposition que fait votre correspondant de réunir une conférence de personnes privées dans l'espoir d'arriver à un appel aux combattants de renoncer à lutter et d'envisager les termes d'un règlement, je ne peux pas ne pas estimer : 1° qu'une telle conférence n'aurait pas de position bien assurée ; 2° que les combattants n'écouteraient rien et 3° que l'effort serait donc inopportun maintenant, quoique peut-être utile plus tard.

Une idée pourrait peut-être amener la paix, si elle germait dans le cerveau de l'empereur d'Allemagne — c'est que, toute chance pour l'Allemagne d'obtenir le pouvoir dominateur dans l'Europe ou le monde, étant déjà perdue, la seule chose sage à faire pour lui est de sauver l'Allemagne

unifiée dans ses limites naturelles pour lui assurer son développement comme une nation forte, hautement civilisée, au cœur de l'Europe. L'excédent de population peut toujours émigrer heureusement dans l'avenir comme dans le passé.

La sécurité de l'Allemagne reposerait, cependant, sur un accord international maintenu par une force internationale ; tandis que l'exemple que l'Allemagne vient de donner de la violation des accords internationaux est extrêmement décourageant en égard à la possibilité de garantir la paix de l'Europe dans l'avenir.

Quoique cette guerre ait déjà rendu impossible la domination de l'Allemagne en Europe ou dans le monde, les dirigeants allemands ne voient ni ne conçoivent encore cette impossibilité. D'où il découle que beaucoup d'amis sincères de la paix doivent avouer qu'ils ne voient pas le moyen de favoriser la paix en Europe maintenant, ou même d'obtenir une courte trêve.

Je voudrais croire comme vous, que les gouvernements anglais, français, allemand et russe, écouteront la voix du peuple américain. Ils semblent tous rechercher la bonne opinion et le soutien moral de l'Amérique ; mais je ne vois à aucun signe qu'ils accepteraient les conseils de l'Amérique, ou imiteraient son exemple. Le président

Wilson semble croire que ce pays-ci sera accepté comme une sorte d'arbitre dans ce formidable combat ; mais sûrement nous n'avons pas de droits à une telle position. Notre exemple en évitant l'agression contre d'autres pays, et en refusant d'entrer en lutte pour la puissance mondiale, devrait avoir quelque effet pour abaisser les ambitions européennes sur ces points ; mais nos exhortations et notre bonne volonté auront, je le crains, peu d'influence. Il y a encore un vrai antagonisme entre les méthodes démocratiques et oligarchiques.

Vous voyez, mon cher Monsieur Schiff, que je considère cette guerre comme le résultat de causes venues de loin et qui ont réuni des forces depuis plus de cinquante ans. En Allemagne, toutes les forces d'éducation, de finances, de développement commercial, une philosophie païenne, et le gouvernement, ont préparé cette guerre depuis 1860. L'arrêter maintenant, avant que ces forces ne soient accablées et défaites, et avant que le peuple allemand reconnaisse qu'elles le sont, serait exposer l'humanité au retour certain de la terrible convulsion dont nous sommes actuellement témoins.

Si quelqu'un me montre quelques signes indiquant que les dirigeants de l'Allemagne sont convaincus qu'il n'y aura pas d'empire mondial pour

l'Allemagne ni pour aucun autre pays, et pas de gouvernement despotique en Europe, je serai prêt à prendre une part active dans une vraie défense de la paix.

Sincèrement vôtre,

Charles W. ELIOT.

New-York, 5 décembre 1914.

Cher Docteur Eliot,

Votre lettre du 3 m'arrive ce matin et m'a donné matière à réflexion.

Je voudrais pouvoir vous suivre dans l'attitude que vous avez adoptée, car je n'aime rien tant que de m'asseoir aux pieds d'un maître comme vous et écouter ses enseignements. Mais, malgré de loyaux efforts, même avant d'entreprendre notre récente correspondance, pour arriver à votre point de vue tel qu'il a été publié de temps en temps, je n'ai pas pu me convaincre que vous vous placez dans une juste position. Je vous prie d'accepter ceci comme étant exprimé en toute modestie, car je sais que si vous n'étiez pas convaincu de la justesse de l'opinion que vous avez adoptée dès le début, vous ne seriez pas si résolu à la maintenir.

En toute franchise, je dirai que je suis stupéfait

et chagriné quand vous dites que vous êtes absolument d'avis que la guerre doit se poursuivre jusqu'à ce que les Alliés en arrivent à attaquer l'Allemagne sur son propre sol, ce qui, si cela arrive, peut prendre bien des mois et signifie des sacrifices de vies humaines des deux côtés, plus épouvantables que tout ce que nous avons vu depuis le commencement de la guerre. Vous envisagez donc que, en plus de toutes les vies humaines déjà disparues, la fleur des nations combattantes sera exterminée presque entièrement avant même qu'un effort soit fait pour voir si on ne peut faire entendre raison à ces nations, les faire s'arrêter et considérer si, après l'expérience des quatre mois passés, il ne serait pas mieux même à l'heure actuelle de faire un effort afin de trouver un moyen par lequel les causes qui ont amené ce déplorable conflit peuvent être une fois pour toutes exterminées ?

Qu'il soit possible de trouver à cette heure une méthode ou une base par l'adoption de laquelle le monde serait immunisé contre la guerre, je ne le crois pas, même en établissant la force policière internationale telle que vous et d'autres semblez l'envisager.

La cessation définitive de toute guerre entre les pays civilisés du monde peut, à mon idée, être

amenée de deux façons, toutes deux chimériques et probablement impraticables pour de longues années à venir. La guerre ne pourrait cesser complètement que si toutes les nations d'Europe pouvaient être organisées en États-Unis d'Europe et si le libre-échange était établi à travers le monde. Dans le premier cas, le nationalisme extrême, qui est devenu si impérieux depuis cinquante ans et qui est plus ou moins au fond de toute guerre, cesserait d'exister et de dominer ; et dans le second cas, à savoir si le libre échange était établi à travers le monde, la nécessité d'expansion et d'agression internationales n'aurait plus raison d'être, car avec le monde entier ouvert à termes égaux au commerce et à l'industrie de tous les pays, la possession territoriale ne serait plus de grande importance pour aucun peuple.

Vous insistez continuellement sur le danger de la domination allemande en Europe et dans le monde. Je crois m'être déjà bien fait comprendre dans mon récent interview du *New-York Times* qui a provoqué cette correspondance entre nous, en disant que je ne souhaite pas de voir l'Allemagne atteindre une position d'où elle pourrait dominer l'Europe et plus ou moins le monde, et je ne crois pas que la nation allemande, excepté peut-être une poignée d'esprits extrêmes, ait de tels desseins.

Je crois aussi avoir été très clair dans l'interview auquel j'ai fait allusion sur ce point que mes sentiments ne sont pas anti-anglais, car je n'oublierai jamais que le gouvernement libéral et toutes les formes de libéralisme ont eu leur origine depuis la « Magna Charta », dans ce grand pays avec lequel nous aimons à cousiner. Mais, malgré tout, pouvez-vous ignorer ce fait que l'Angleterre aujourd'hui, sous l'augmentation de puissance et de prestige que la victoire dans le conflit actuel lui donnerait, domine pratiquement les hautes mers, qu'elle traite l'Océan comme sa chose et impose ses édits sur les eaux même jusqu'à nos propres rivages ? Les quatre derniers mois ont amplement prouvé la vérité de ceci.

Je ne suis pas un de ceux qui craignent que les Etats-Unis, autant qu'on peut le prévoir actuellement, entreront en conflit armé avec la Grande Bretagne ou le Japon, son allié permanent, mais je peux très bien comprendre que beaucoup de gens dans notre pays soient d'un avis différent, et il n'y a pas besoin de prophète pour prédire que l'Angleterre sortant victorieuse de cette guerre, avec sa puissance et celle du Japon sur les mers augmentées, une grande partie de notre peuple demandera l'acquisition et la possession par les Etats-Unis d'une marine plus puissante et de

vastes défenses côtières, demande qui deviendra si pressante qu'elle ne pourra être rejetée. Ce que ceci signifiera pour les Américains en prodigalités et en augmentation d'impôts, je n'ai pas besoin de le dire.

Oui, mon cher et vénéré ami, je ne vois rien que des choses sombres si on ne trouve pas bientôt un moyen de sortir de la situation qui existe en Europe.

Mais, même si les Alliés sont victorieux, cela signifiera, j'en suis convaincu, le commencement de la déchéance de l'Angleterre comme « leader » du monde et la montée hâtive de la Russie qui, non pas aujourd'hui ni demain, mais dans un temps donné, prendra sûrement la place de l'Angleterre dans la direction du monde. Une Russie qui devra devenir démocratique dans son gouvernement, que ce soit comme république ou sous une monarchie vraiment constitutionnelle ; une Russie dans laquelle l'éducation sera aussi libre que dans notre propre pays ; une Russie dans laquelle les gens pourront aller et venir et s'établir sur le vaste territoire qu'elle possède là où ils trouveront le plus de bonheur et de prospérité ; une Russie avec ses vastes ressources naturelles de tous genres pleinement développées, devra forcément devenir la plus grande et la puissante nation du monde.

Mais je m'avance trop dans l'avenir et je dois revenir au triste et déplorable présent. J'ai seulement voulu montrer comment l'alliance de l'Angleterre avec la Russie actuelle et son gouvernement despotique, autocrate et inhumain, peut, si les Alliés sont victorieux, devenir peut-être dans un avenir prochain et certainement à la longue, la Némésis de l'Angleterre.

Avant de terminer, je veux corriger l'impression que vous semblez avoir reçue et qui est que je voulais proposer une conférence de personnes privées dans le but de se mettre d'accord pour faire un appel aux nations européennes, leur demandant de cesser la lutte et d'envisager les termes du règlement. Je sais que ceci serait absolument impraticable et inutile, mais, ce que je désirais vous exprimer, c'était ma conviction que si vous et des hommes comme vous — qui sont, je l'avoue, trop rares — s'efforçaient de stimuler l'opinion publique aux Etats-Unis à un point qui lui ferait demander avec insistance la cessation de ce terrible carnage de sang et de cette destruction, il ne se passerait pas beaucoup de temps avant que ces gouvernements belligérants accordassent une grande attention à de tels sentiments venant du peuple américain ; et, ce qui devrait être fait de suite, est l'arrêt des fournitures de munitions de

guerre à aucun des belligérants, fournitures qui ont malheureusement été faites dans une si grande mesure par ce pays-ci.

Nous donnons abondamment et largement à la Croix-Rouge, et aux autres nombreuses sociétés de secours, mais nous faisons ceci même indirectement, grâce aux profits que nous tirons des matériaux de guerre que nous vendons aux belligérants et avec lesquels sont faites les plaies que la Croix-Rouge et les autres Sociétés s'efforcent de soulager.

Votre tout dévoué,

Jacob H. SCHIFF.

Cambridge, Mass, 8 décembre 1914.

Cher Monsieur Schiff,

Votre lettre du 5 décembre me dit où gît la différence d'opinion entre nous au sujet des résultats de la guerre — je suis bien plus confiant dans le perfectionnement du monde que vous. Parce que vous n'espérez obtenir aucune amélioration qui en vaille la peine, vous voulez l'arrêter de suite. Vous envisagez une guerre future de temps à autre entre les pays d'Europe et le maintien des armements intensifs. Vous pensez que la convoitise de l'autorité doit continuer de se faire sentir sans

encombre, par une nation après l'autre ; que la Grande-Bretagne peut y donner cours maintenant, mais qu'elle sera dominée par la Russie plus tard.

Je ne consens pas à accepter ces conditions pour l'Europe ou pour le monde, sans pousser les nations libres à faire des efforts extraordinaires pour atteindre une meilleure solution du problème européen international qui conduit à ce gouffre de la guerre générale.

Je viens de finir une autre lettre pour le *New York Times* qui sera probablement imprimée quand vous rentrerez à New York ; je ne veux donc pas vous ennuyer en vous exposant mes raisons d'espérer. C'est parce que j'ai confiance que je veux voir continuer cette guerre jusqu'à ce que l'Allemagne soit persuadée qu'elle ne peut pas dominer l'Europe, ou même faire prévaloir sa volonté nulle part par la force des armes. Quand ce changement de vue aura été effectué, j'espère que l'Allemagne deviendra un membre d'une fédération assez ferme et assez puissante pour empêcher aucun pays de viser à l'hégémonie mondiale, ou même de fondre sur un plus petit voisin.

Il y a un autre point sur lequel nous différons, à ce qu'il me semble ; je ne crois pas qu'aucun pays ait maintenant, ou puisse avoir par la suite, la

direction du monde, tandis que vous envisagez l'existence d'une telle domination aux mains d'une seule et grande puissance. N'y a-t-il pas beaucoup de signes déjà, tant à l'Est qu'à l'Ouest, indiquant que le temps de l'empire mondial est passé ?

Très sincèrement et cordialement vôtre,

Charles W. ELLIOT.

New York 14 décembre 1914.

Cher Docteur Eliot,

J'ai attendu pour répondre à votre estimée lettre du 8 courant, jusqu'après la publication de votre nouvelle lettre dans le *New York Times* et comme tout ce qui émane de vous, le contenu de cette lettre a éveillé mon plus profond intérêt.

Si notre récente correspondance ne s'était pas déjà étendue plus que vous n'y comptiez probablement, quand vous m'avez écrit au sujet de mon interview du *Times* d'il y a quelques semaines, je discuterais vos derniers arguments plus longuement. Je réitère seulement mon dire que je ne peux vous suivre dans votre croyance et votre espoir, que l'hégémonie et la domination mondiales, telles qu'elles existent actuellement, cesseront pro-

bablement en conséquence de la guerre actuelle, malgré que ceci soit notre désir à tous.

L'Angleterre a pris les armes pour conserver sa domination mondiale ; et l'Allemagne combat pour y atteindre. Comment pouvez-vous penser que l'Angleterre, si elle est victorieuse, serait disposée à abandonner son contrôle des océans et la domination du commerce mondial qu'elle possède en conséquence, et où prend place alors l'espoir que vous exprimez que toute domination mondiale devienne une chose du passé et disparaisse avec la fin du conflit actuel ?

Je répète, avec tout mon attachement pour mon pays natal et son peuple, que je n'ai aucun sentiment hostile envers l'Angleterre, que j'ai une chaude sympathie pour la France, et la plus grande compassion pour la brave Belgique si éprouvée.

Ainsi, « sans rancune envers quiconque », et avec le plus grand respect pour les opinions que vous exprimez, j'estime toujours qu'on ne peut rendre de plus grand service à l'humanité qu'en faisant un effort, soit par la force de l'opinion publique des deux Amériques, ou autrement, pour rapprocher ces deux gouvernements belligérants dans le plus bref délai, même si ceci ne peut être fait sans arrêter leur conflit, de façon à ce qu'ils fassent une tentative pour trouver une base sur

laquelle le désarmement puisse être effectivement et définitivement établi; la coûteuse expérience des cinq derniers mois et la probabilité qu'ils savent mieux maintenant ce qui devra être fait pour rendre les armements intensifs sur terre et sur mer aussi inutiles qu'ils sont indésirables dans l'avenir, aideront à trouver cette base.

Ils devront arriver à ceci, à un moment donné, en tout cas, et devra-t-il y avoir encore des milliers et des centaines de milliers de vies sacrifiées et encore plus de carnage avant que les passions ne soient calmées et la raison rétablie ?

Si, comme vous semblez le croire, la guerre doit continuer jusqu'à ce qu'un des pays soit battu de façon à se voir obligé d'accepter les termes que le vainqueur lui impose, la paix ainsi obtenue ne sera que le précurseur d'une autre guerre dans un avenir plus ou moins éloigné, guerre plus sanglante probablement que le conflit sanguinaire actuel, et ceci sera inévitable, malgré toutes les conventions.

Il y a vingt siècles, le Christianisme fit son entrée dans le monde avec son message élevé de « paix sur terre aux hommes de bonne volonté » et maintenant, après deux mille ans, et à l'approche du jour où le Christianisme célèbre la naissance de son fondateur, peut-on soutenir que

le massacre impitoyable d'homme par homme dont nous sommes témoins depuis quelques mois, doit pouvoir continuer à l'infini.

Votre tout dévoué,

Jacob H. SCHIFF.

CHAPITRE XI

La guerre est une calamité sans précédent, due à l'autocratie, au militarisme, à la bureaucratie secrète et à la convoitise pour la domination. — Amènera-t-elle un Congrès européen, une force internationale, une diplomatie à jeu découvert et la réduction des armements¹.

La grande guerre a duré assez longtemps maintenant pour permettre à l'humanité de se faire une opinion approximativement exacte sur sa vaste étendue et sa sphère d'opération, sur son intervention soudaine dans le commerce et dans tous les autres rapports internationaux, sur la dévastation sans précédent qu'elle amène dans le bonheur et la continuité des familles, sur son anéantissement progressif des trésors accumulés par beaucoup de générations précédentes, monuments, objets d'art et capitaux industriels, et sur les immenses far-

¹ Lettre publiée dans le *New York Times* du 11 décembre 1914.

deaux qu'elle imposera certainement à l'Europe du xx^e siècle. A tous ces points de vue, elle est sans contredit la plus horrible calamité qui ait jamais accablé la race humaine, et la plus sévère épreuve à laquelle la civilisation ait été exposée. Elle est et devra être la lutte gigantesque de notre temps entre les forces qui travaillent pour la liberté et le droit, et celles qui tendent à la sujétion de l'individu, la domination grandissante de l'État et l'intronisation de la force physique dirigée par une impitoyable volonté collective. Elle menace de trahir sans retour les plus grands espoirs de l'humanité.

Chacune des nations intéressées, horrifiée par l'immensité du désastre, soutient qu'elle n'est pas responsable de la guerre; et chaque gouvernement a publié un rapport pour prouver que quelque autre gouvernement est responsable de la rupture. Cette discussion, cependant, repose presque entièrement sur l'action des souverains et des cabinets entre le 23 juillet et le 4 août, une courte période de messages hâtifs entre les chancelleries d'Europe — action qui prouve seulement que les monarques et les ministres des affaires étrangères ne pouvaient pas empêcher la guerre longuement préparée d'éclater; du moins, ils ne le firent pas. L'assassinat de l'archiduc et de la duchesse de Hohen-

berg, le 28 juin, ne fut pas réellement une cause de la guerre, excepté en ce qu'il fut une des conséquences des agressions persistantes de l'Autriche-Hongrie contre ses voisins du sud-est. La mobilisation russe dans quatre districts militaires, le 29 juillet, ne fut pas non plus une cause de la guerre ; car ce fut là seulement une manifestation extérieure de l'état d'esprit russe envers les peuples balkaniques, état d'esprit bien connu de tous les publicistes depuis le traité de Berlin en 1878. L'invasion de la Belgique par l'armée allemande le 4 août ne fut pas non plus la vraie cause de la guerre, ni même la cause de l'entrée en scène de l'Angleterre. Par cette action, l'Allemagne faisait seulement le premier pas vers un but ardemment souhaité, et vers l'exécution d'un plan de campagne judicieux, préparé depuis bien des années. La panique artificielle en Allemagne à propos de sa position exposée entre deux ennemies puissantes, la France et la Russie, ne fut pas une cause sincère de la guerre ; car l'État-Major général savait que l'Allemagne avait écrasé la France une fois et s'imaginait pouvoir le faire encore en un mois. Quant à la Russie, c'était, à leurs yeux, un immense pays, mais très malhabile et lent en guerre.

Les vraies causes de la guerre existent depuis

bien des années ; et tous les pays entraînés maintenant dans l'effroyable catastrophe ont contribué au développement d'une ou de plusieurs de ces causes effectives. Les causes fondamentales sont : 1° le maintien de gouvernements monarchiques, sanctionnés et supportés par la religion nationale, et chacun pourvu d'un cabinet choisi par le monarque — gouvernements qui peuvent déclarer la guerre sans avoir auparavant consulté le peuple par ses représentants élus ; 2° le maintien constant d'armées de conscription, grâce auxquelles la population mâle valide tout entière est entraînée dans sa jeunesse pour le service militaire ou naval, et reste soumise à un appel immédiat du Gouvernement jusqu'à un âge avancé — les cadres de ces armées permanentes impliquant la création d'une vaste classe militaire capable de devenir puissante dans l'administration politique, industrielle et sociale ; 3° la création d'une forte bureaucratie permanente dans chaque pays pour l'administration des affaires étrangères et domestiques dont beaucoup sont tenues secrètes ; et finalement 4° l'emploi habituel de forces militaires et navales pour acquérir de nouveaux territoires contigus ou détachés, sans tenir compte des vœux du peuple annexé ou contrôlé. Cette dernière cause de la guerre est la plus puissante des quatre, car elle est forte en

elle-même et est apte à comprendre une ou plusieurs des trois autres. C'est la récompense de la convoitise pour l'empire mondial.

De tous les pays prenant part à la guerre actuelle, la Grande-Bretagne est la seule qui n'entretienne pas d'armée permanente ; mais, d'autre part, la Grande-Bretagne a été le premier prétendant moderne à l'hégémonie par la force, avec la seule exception de l'Espagne, qui a depuis longtemps abandonné cette poursuite. Chacun de ces pays, excepté la petite Serbie, a cédé à cette convoitise de domination mondiale. Chacun a permis à son monarque ou à son cabinet de poursuivre des négociations secrètes capables à tout moment de conduire le pays à la guerre, ou de rompre la paix de l'Europe ou de l'Orient. Dans les événements diplomatiques touffus de juillet 1914, aucun phénomène n'est plus frappant que la démonstration du pouvoir que le peuple anglais confie aux mains de son ministre des Affaires étrangères. Dans l'intérêt de la liberté publique et du bien public, aucun fonctionnaire ne devrait posséder de tels pouvoirs que ceux dont sir Edward Grey usa admirablement — quoique vainement — en juillet 1914. Dans les trois empires engagés dans la guerre, il existe depuis longtemps une puissante caste militaire qui exerce une forte influence sur

le gouvernement et sa politique, et sur la vie quotidienne du peuple.

Ceci étant les vraies causes de la terrifiante convulsion qui secoue actuellement l'Europe, il n'est pas douteux que le pays dans lequel ces causes complexes ont eu l'effet le plus grand et le plus puissant dans les cinquante dernières années, est l'Allemagne. Sa forme de gouvernement a été impérialiste et autocrate au plus haut degré. Elle a développé avec une grande intelligence et non moins d'assiduité la plus formidable armée régulière du monde, et a vu grandir en même temps la caste militaire la plus influente et la plus insolente. Trois fois depuis 1864 elle a déclaré la guerre en Europe, et chaque fois elle a ajouté à son territoire sans tenir compte des vœux de la population annexée. Depuis cinquante-cinq ans elle a témoigné d'un vif désir d'obtenir des possessions coloniales : et depuis 1896 elle s'est montrée agressive sur ce chapitre. Dans ses écoles et ses universités, les enfants et la jeunesse ont appris depuis des générations que l'Allemagne est entourée de peuples hostiles, que son expansion en Europe et dans d'autres continents rencontre de la résistance de la part de certaines puissances jalouses, parties plus tôt qu'elle dans la course aux possessions coloniales, et que le salut de l'Allemagne a dépendu de

tout temps et dépendra jusqu'à la fin, de l'efficacité de son armée et de sa marine et de l'esprit guerrier de son peuple. Cette conception, enseignée d'année en année par les professeurs, les publicistes et les gouvernants, fut d'abord généralement adoptée en Prusse, mais semble maintenant être acceptée par l'empire entier unifié en 1870.

L'attention du monde civilisé fut d'abord attirée sur cet état de l'esprit et de la volonté allemands par la politique triomphante de Bismarck ; mais pendant le règne de l'empereur actuel l'agressivité extérieure de l'Allemagne et sa passion de domination mondiale ont pris des proportions bien plus formidables. Quoique l'empereur d'Allemagne aie quelquefois joué le rôle d'arbitre de la paix, il a généralement agi en chef de guerre tant en paroles qu'en attitude, et a soutenu la caste militaire chaque fois qu'elle a été attaquée. Il est par héritage, par conviction et en pratique le souverain de droit divin dont le trône repose sur une armée « invincible », une armée en contact avec la nation. Dans le gigantesque conflit actuel il emporte ses sujets avec lui dans un torrent impétueux de patriotisme immolateur. Le fanatisme des masses et l'enthousiasme contagieux semblent avoir dépouillé la classe dirigeante en Allemagne, pour le moment, de toute faculté de voir, de raisonner

et de juger avec exactitude — phénomène déjà ancien dans le monde, mais instructif dans ce cas, parce qu'il montre le grave défaut de l'éducation allemande — le manque de liberté et, par conséquent, d'habitude de volonté propre. L'Allemand instruit du xx^e siècle n'est en aucune façon, cependant, adonné complètement au développement matériel et physique et au culte de la puissance. Il a à cœur une conception en partie nouvelle de l'État comme entité collective dont la fonction est de développer et de multiplier, non pas l'homme ou la femme libre, sains et heureux, mais des types plus élevés et plus efficaces d'humanité, rendus supérieurs par une discipline intense qui fait grand cas des forts et des ambitieux, et peu de cas des faibles ou des humbles. Il rejette l'éthique des Béatitudes comme fausse, mais accepte la religion de la valeur, qui exhalte la force, le courage, l'endurance, et le sacrifice consenti par l'individu de sa liberté, de son bonheur et de sa vie même pour l'honneur et la grandeur de l'Allemagne. Une nation de soixante millions d'âmes, ayant ces idées philosophiques et religieuses et comptant agir d'après elles pour gagner par la force l'empire du monde, menace la civilisation de plus formidables irruptions d'une horde exterminatrice que toutes celles notées dans l'histoire. La ruée de l'armée

allemande en Belgique, en France et en Russie et ses conséquences pour ces pays ont appris au reste de l'Europe à redouter la domination allemande, et — il faut l'espérer — à la rendre impossible.

La vraie cause de la convulsion actuelle est donc l'état d'esprit et d'humeur en Allemagne, en y comprenant sa conception de la grandeur nationale, sa théorie de l'État et son emploi intelligent et habile de toutes les forces de la science appliquée du XIX^e siècle dans un but de guerre destructive. Il est donc apparent que l'Europe ne peut échapper à la domination de l'Allemagne qu'en faisant échouer ses entreprises actuelles, et que cette défaite ne peut être assurée qu'en employant contre elle les mêmes agents de destruction et le même esprit martial sur lesquels elle s'appuie elle-même. Quelque horrible que soient les effets meurtriers et dévastateurs de cette guerre, il ne pourra y avoir de paix durable jusqu'à ce que l'Europe entière soit prête à prendre quelques décisions sérieuses et d'une grande portée au sujet des pouvoirs gouvernementaux. En toute probabilité, les souffrances et les pertes de cette guerre si étendue devront s'étendre et augmenter encore avant que l'Europe ne puisse en arriver aux décisions qui seules peuvent garantir une paix

durable contre l'Allemagne d'un côté et la Russie de l'autre, ou à l'une quelconque des deux nations, ou qui puissent donner des garanties aux plus petits pays de l'Europe continentale. Il ne peut, en réalité, y avoir de garantie de paix future en Europe avant que chaque pays européen ne reconnaisse ce fait qu'il ne doit pas y avoir dans le monde une nation dominante — rien qui ressemble à l'hégémonie mondiale pour un seul pays — la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, le Japon ou la Chine. Il ne peut y avoir aucun sentiment de sécurité contre une invasion soudaine en Europe tant que tous les hommes valides seront entraînés au service militaire, et que les meilleures armées possibles seront constamment sur le pied de guerre. Il ne peut y avoir de paix assurée en Europe jusqu'à ce qu'une fédération des États européens soit établie, fédération capable de faire des contrats publics qui seront tenus, et supportée par une imposante force internationale soumise aux ordres d'un tribunal international. La convulsion actuelle démontre l'impotence vis-à-vis de la paix permanente des négociations secrètes, des accords non publiés, des traités et conventions qui peuvent être rompus sous prétexte d'une nécessité militaire, d'une loi internationale si elle ne comporte pas de sanctions, de vœux bien intentionnés, de prédictions écono-

miques et biologiques, et de l'opinion publique à moins qu'elle ne soit exprimée par un ferme accord international, supporté par une force internationale ; quand cette force internationale aura été fermement établie, il sera temps de considérer quelles réductions proportionnées dans les armements nationaux peuvent être prudemment conseillées. Jusqu'à ce que luisse ce jour glorieux, aucun patriote et ami de sa race ne peut s'attendre à une paix durable en Europe ou sagement demander une réduction des armements.

Les cruautés et les dévastations plus que brutales et semeuses de haine avec leurs inévitables dégradations physiques et morales devraient pousser l'humanité à tenter un grand pas en avant. L'Europe et l'Amérique devraient entreprendre d'exterminer les vraies causes de la catastrophe. En étudiant ce problème, la future conférence européenne pourra profiter de l'expérience des trois pays prospères et valides où la liberté publique et le principe des fédérations ont le mieux réussi — la Suisse, l'Angleterre et les États-Unis. La Suisse est une fédération démocratique qui unit dans un ferme lien fédéral trois races d'origine différente parlant trois langues différentes et divisées localement et irrégulièrement entre l'Église catholique et la protestante. L'empire britannique, ainsi qu'on

l'appelle, tendra fortement à devenir une fédération, et les méthodes de gouvernement tant dans la Grande-Bretagne elle-même que dans les républiques qui lui sont affiliées deviennent de plus en plus démocratiques dans le fond. La guerre a mis ce fait en relief. Quant aux États-Unis, c'est une forte fédération de quarante-huit États hétérogènes, qui a prouvé depuis cent ans que la liberté et la démocratie donnent plus de sûreté et de bonheur à l'humanité que la sujétion à n'importe quel genre d'autocratie, et donnent aussi de beaucoup la meilleure formation du caractère national et de l'efficacité nationale. La France républicaine n'a pas encore eu le temps de faire cette démonstration, étant encombrée de bien des survivances des régimes bourbonien et napoléonien, et étant obligée de maintenir une armée permanente.

Un fait encourageant est que chacun des changements gouvernementaux ou politiques nécessaires est déjà démontré dans la pratique d'une ou plusieurs des nations civilisées. Exagérer les changements nécessaires serait ajourner ou empêcher tout bon résultat provenant des dommages et destructions calculés qui ont lieu actuellement et du chaos moral et religieux qui les accompagne. D'ardentes propositions pour refaire la carte d'Europe, reconstruire la société européenne, substituer des

républiques aux empires, et abolir les armements sont, en réalité, en train d'obstruer la route qui mène à la paix et à la bonne entente entre les hommes. Cette route est ardue même dans le meilleur cas.

Le devoir immédiat des États est, à ce que l'on peut présumer, de se préparer à fournir sur la base de son armée et de sa marine actuelles une quote-part efficace de la force internationale, au service d'un tribunal international, qui fera de l'issue finale de la plus abominable des guerres, non pas une trêve, mais une paix durable.

Pendant ce temps, les peuples américains crient d'une seule voix au peuple allemand, comme Ezéchiel à la race d'Israël : « Détourne-toi, détourne-toi de tes mauvaises voies ; car pourquoi veux-tu mourir ? »

CHAPITRE XII

L'Idéal des Pilgrim Fathers. — L'Eglise libre dans l'Etat libre en 1620¹.

De récents événements en Europe ont convaincu beaucoup d'Américains que la différence essentielle entre les pays est une différence d'idéal. Ainsi le principal idéal de l'Allemagne est l'efficacité nationale par une discipline puissante, et la domination sur d'autres peuples résultant de cette efficacité, tandis que l'idéal gouvernemental ou politique de la Grande-Bretagne depuis la république de Cromwell a toujours contenu un élément de liberté publique et d'indépendance individuelle.

La cause fondamentale de la guerre européenne est la grande différence entre l'idéal de gouvernement de grandeur et de prospérité nationales de l'Allemagne et de l'Autriche d'une part et de la France et de la Russie d'autre part. La principale

¹ Discours prononcé le « Jour des ancêtres » 1914, devant la New England Society à New York.

différence entre le peuple des États-Unis et les nations d'Europe est une différence au sujet de la prospérité humaine et les moyens de la favoriser, l'idéal des États-Unis contenant un bien plus grand élément de liberté et d'indépendance individuelles, et de confiance publique dans les fruits de la liberté individuelle que n'en comporte l'idéal d'aucun pays d'Europe, la Suisse exceptée ; de façon à ce que les différentes races ou les différentes souches vivent paisiblement et cordialement côte à côte, sous les mêmes gouvernements libres, conjointes, mais non confondues, comme dans les États-Unis de nos jours, il est seulement nécessaire qu'elles en viennent toutes à chérir le même idéal de liberté publique, de justice publique, et d'administration coopérative. Ceci est la vraie assimilation des différentes souches ou races, et aucune autre n'est nécessaire.

En fait, l'idéal actuel du peuple des États-Unis est pour une grande part identique à l'idéal cher aux pionniers ou ancêtres, qui au nombre de 233, débarquèrent à Plymouth entre le mois de décembre 1620 et le mois de juillet 1623. Ceux-ci étaient des immigrants sécessionnistes, qui avaient souffert durement en Angleterre pour la liberté de conscience, et avaient bravé les périls de l'Océan et du désert pour fonder une nouvelle république où ils

puissent jouir de la liberté d'adorer Dieu à leur manière. Je désire passer en revue ce soir les idéals des « Pilgrim » et indiquer dans quelle mesure leurs idéals sont devenus ceux du peuple Américain.

Le plus précieux des idéals des « Pilgrim » était celui de la liberté civile et religieuse. C'est un lien religieux qui les unit ensemble dans leur fuite de Scrooby avec de grandes pertes et de grandes privations et pendant leur exil en Hollande, où, par leur travail et leur frugalité, quelques-uns d'entre eux rétablirent quelque peu leur fortune endommagée. Ce fut un motif religieux qui fit signer un contrat aux hommes adultes de l'assemblée de la Mayflower, peu avant leur débarquement sur les côtes du Massachusetts, contrat par lequel ils établissaient un gouvernement qui reposait exclusivement sur le consentement des administrés et sur le suffrage des hommes. Ces quelques hommes simples accomplirent à cet instant un acte immortel, la floraison soudaine de l'expérience de leur Eglise en Angleterre et en Hollande et les doctrines que leur apprirent leurs pasteurs et leurs aînés. Les termes de ce contrat ne peuvent pas être trop souvent cités : « Nous dont les noms suivent, ... ayant entrepris pour la gloire de Dieu et l'avancement de la foi chrétienne, et l'honneur de

notre roi et de notre pays, de fonder la première colonie dans la partie septentrionale de la Virginie, nous engageons et lions solennellement et mutuellement par les présentes, en présence de Dieu et de nos camarades, à former un corps politique civil pour le bien de l'ordre et de notre préservation, et l'accomplissement des desseins sus-mentionnés ». Voici la base idéale d'un État libre. En suivant cet idéal, la ville, la cité et les gouvernements libres ont été fermement implantés à travers le continent américain. De combien de générations les signataires de ce contrat étaient-ils en avance sur leur temps ? Que le Slesvig-Holstein de 1864 réponde ; que l'Alsace-Lorraine de 1870 réponde ; que la Belgique de nos jours réponde. Plus de deux cents ans après, Cavour, luttant pour l'unité italienne, réclama une Église libre dans un Etat libre. Près de trois cents ans plus tard une république française rompit avec une grande Eglise établie depuis longtemps en France. Dans les deux cas la doctrine des Pilgrim Fathers de la Mayflower trouva de nouvelles applications ; car les Pèlerins amenèrent avec eux à Plymouth la conception non pas seulement d'un Etat libre, mais aussi d'une Eglise libre. L'église du Pasteur Robinson fut appelée séparatiste, et plus tard indépendante ; et plus tard encore sa constitution fut

connue comme congrégative. Elle n'avait pas d'évêque ni de synode. Elle ne comportait ni cléricisme ni mysticisme. La congrégation élisait son pasteur et ses anciens, l'église accueillait à la communion les membres des églises anglicanes, genevoises, luthériennes, hollandaises, et presbytériennes. Du milieu de ces séparatistes transplantés au désert du Massachusetts, surgit donc un gouvernement fondé sur la liberté civile et religieuse et une tolérance complète de toutes les religions par l'Etat. La doctrine de John Robinson disant que Dieu n'a pas encore révélé sa volonté tout entière, et que davantage de lumière et de vérité doivent encore se faire jour, est maintenant la doctrine de tous les libéraux du monde. Le progrès des sciences naturelles dans les derniers cent cinquante ans a rendu cette doctrine d'attente, familière à tous les penseurs ; mais les Pilgrim Fathers l'acceptèrent et la pratiquèrent comme une doctrine religieuse et lui donnèrent une expression tangible dans l'Église et l'État qu'ils organisèrent en 1620.

Après que le contrat ou la convention eut été signé dans la cabine de la Mayflower par les quarante et un adultes masculins, ces mêmes hommes procédèrent à l'élection d'un gouverneur de la République ainsi constituée ; et chaque année, à

partir de ce moment, ils élirent leur chef pour un terme d'une année. Ce chef d'Etat élu pour un terme si court fut maintenu dans la vieille colonie jusqu'en 1692, époque où, à leur grand regret, les descendants des « Aïeux » se trouvèrent absorbés dans la province royale du Massachusetts, qui s'étendait de la Nova Scotia jusqu'à l'archipel Vineyard, et était pourvue d'un Gouverneur royal.

Cette fin des Pèlerins semble plus significative pour les libéraux de l'univers aujourd'hui qu'à aucune époque; parce qu'une des principales causes de la catastrophe qui s'est récemment abattue sur l'Europe est le maintien de chefs d'Etat héréditaires et permanents sur lesquels la masse du peuple n'a aucun contrôle d'aucune sorte, et qui peuvent faire la guerre sans consulter personne qu'un conseil choisi par eux ou quelques autres chefs d'Etat héréditaires. En 1620 cette petite bande de non-conformistes anglais donna le premier exemple dans le monde d'une Eglise libre et progressive dans un Etat créé et contrôlé par des hommes libres, l'Eglise et l'Etat étant menés et servis par des fonctionnaires élus.

Les Pilgrim Fathers étaient des gens simples, travailleurs, qui travaillaient tous de leurs mains, et s'attendaient à gagner leur vie comme planteurs

sur les côtes désertes de la Virginie du Nord. En fait, ils gagnèrent leur vie par le fermage, la pêche, la chasse, et en pratiquant le commerce élémentaire de tout nouvel établissement colonial. Quelques-uns d'entre eux étaient de bons écrivains et des hommes d'affaires intelligents, mais beaucoup de leurs dirigeants et fonctionnaires trouvèrent plus commode de tracer leur sillon que d'écrire leur signature sur des actes ou des rapports ; et il est probable que très peu d'entre les femmes pouvaient écrire, quoique davantage pouvaient lire. Ils pouvaient tous, cependant, comprendre et apprécier les exhortations de leurs prêtres qui leur étaient communiquées oralement. Telle étant leur valeur, il est remarquable que les articles de l'Accord d'après lesquels les Pèlerins mirent à la voile pour s'éloigner d'Angleterre et qui contenaient de bons principes sur les rapports du capital et du travail, n'aient pas été adoptés par tout le monde commercial et industriel de nos jours.

Les Pilgrim Fathers quittèrent l'Angleterre d'après les articles de leur accord qui devaient gouverner les actions d'une Compagnie foncière dont les actions étaient aux mains de deux classes de gens, les uns appelés « Aventuriers » et les autres « Planteurs ». Les Aventuriers étaient les hommes qui mettaient simplement le capital dans

l'équipement de l'expédition. Les Planteurs étaient ceux qui traversaient l'Océan, et devaient supporter les privations et les labeurs de l'expédition. Les Planteurs pouvaient, à leur gré, placer ou non du capital dans l'entreprise. Certains acquéraient des parts dans la Compagnie foncière comme « Aventuriers » en y mettant de l'argent ou la valeur de l'argent en denrées, mais la plus grande partie ne possédait pas de parts, excepté comme Planteurs. Chaque Planteur âgé de seize ans et au delà recevait en partant une seule part de la Compagnie foncière, évaluée à dix livres. Un Planteur qui emmenait avec lui sa femme et ses enfants ou des serviteurs, touchait pour chaque personne âgée d'au moins seize ans une part de la Compagnie et une autre par deux enfants de dix à seize ans. Tout enfant de moins de dix ans qui s'embarquait devait recevoir dans la division finale des fonds de la Compagnie cinquante acres de terre non fertilisée. Tous les Planteurs devaient être nourris et vêtus sur les fonds et biens communs de la Compagnie. Chacun devait travailler quatre jours par semaine pour la Compagnie, et deux pour lui-même et sa famille. Au bout de sept ans chaque Planteur chef de famille ou de groupe, devait posséder la maison et la terre occupées par lui et les siens. L'entreprise faite dans ces conditions était une

forte coopération pour un court terme d'années comprenant l'acquisition par chaque chef de famille au bout de ce court terme d'une maison et d'un jardin.

La première assignation de terrain à Plymouth fut faite par lots de surface égale et présumés d'égale valeur. La famille, plutôt que l'individu, était l'unité sociale qui guidait la répartition. Quand quinze troupeaux comprenant quelques chèvres et pores arrivèrent en 1627 pour être distribués entre les colons, ces animaux furent répartis en douze groupes parmi lesquels les cent cinquante-six Planteurs propriétaires des fonds de la Compagnie eurent leur part, chaque animal devant être gardé pendant dix ans et ensuite rendu à la réserve publique, augmenté de moitié. Autre exemple d'organisation coopérative destiné à encourager la responsabilité et l'effort individuels !

Les Pilgrim Fathers comprenaient parfaitement que le capital et le travail doivent coopérer, pour donner une bonne production ; et ils agissaient d'après cette conception. Étant nourris et habillés aux frais de la Compagnie, ils étaient disposés à travailler pour la Compagnie pendant les deux tiers de leur temps sans gages ; mais ils obtenaient des parts dans la compagnie sans paiement comptant, en considération des risques encourus en mettant

leur vie et leurs capacités au service de la Compagnie dans une entreprise dangereuse et en donnant les deux tiers de leur labeur pendant sept ans à la Compagnie. De plus, en échange de ces risques et de son labeur, chaque famille obtenait la possession, au bout de sept ans, d'une maison et d'un terrain pour lequel, probablement, elle avait dépensé le dernier tiers de son temps de labeur. Cet arrangement économique n'aurait pu être créé ailleurs que dans une collectivité homogène, absolument démocratique en principe et en pratique. Y a-t-il aujourd'hui une organisation industrielle dans laquelle l'esprit démocratique et la reconnaissance de la contribution du travailleur aux risques et au travail soient mieux établis, ou plus sagement traités, que dans la compagnie foncière des Pèlerins ? A la fin, les planteurs achetèrent toutes les parts des « aventuriers » et possédèrent tous les fonds. Quels prophètes de réformes lointaines furent ces « Pilgrim Fathers ! »

Les Pilgrim Fathers reconnaissaient qu'ils avaient des dirigeants, et les gens du commun choisissaient ces chefs avec un jugement averti et quand ils en trouvaient un bon, ils lui étaient très fidèles ; mais les manières et les coutumes de la collectivité étaient extrêmement simples, et tous les hommes étaient égaux devant la loi. D'autre

part, les Pèlerins n'essayèrent jamais d'empêcher les discussions au sujet des possessions qui s'élèvent inévitablement dans toute collectivité libre. Seul, le despotisme, autocrate ou socialiste, peut empêcher la diversité dans les capacités des hommes d'engendrer la diversité des possessions. Rien du système féodal ne traversa l'Océan avec les Pèlerins, ni rien du contrôle ecclésiastique.

Pour la protection de la colonie, tout citoyen valide était supposé devoir porter les armes. Chaque adolescent apprenait l'emploi des simples armes qui étaient alors en usage pour la chasse et la guerre. Les « Pilgrim Fathers » inaugurèrent le système de milice et de bandes de la Nouvelle-Angleterre, prototype de l'admirable organisation militaire de la Suisse républicaine qui suggère en ce moment un moyen de sortir du militarisme européen.

En 1643, après une discussion de six ans commencée à Plymouth, une confédération appelée « l'union des colonies de la nouvelle Angleterre » fut formée par les quatre colonies de Massachusetts, Plymouth, Connecticut et New-Haven pour faire cause commune dans la guerre offensive ou défensive.

Chaque confédéré devait choisir annuellement deux membres de l'église comme ses commissaires dans la ligue, chaque colonie ayant le même

nombre de représentants sans tenir compte de la population. Aucune colonie seule ne devait faire la guerre. La quote-part que chaque colonie devait fournir à la force intercoloniale était proportionnée au nombre de ses hommes valides âgés de seize à soixante ans. Cette confédération était lâche et mal définie, mais elle fut maintenue pendant quarante ans et fournit des idées pour plusieurs fédérations créées par la suite sur le continent américain. Evidemment elle pourrait suggérer quelques clauses de la constitution des États-Unis d'Europe tant désirés actuellement, telles que la représentation égale des différents États dans le conseil central, la quote-part de chaque État dans la force internationale proportionnellement à sa population militaire et la règle qu'aucun État seul ne fera la guerre. Dans ce sens, l'Europe n'a jamais été aussi loin que les Pilgrim Fathers en 1643.

Jusqu'au printemps de 1623, tout le travail de fermage et de pêche avait été fait en commun ; et le produit en vivres avait été versé dans la réserve publique afin d'être partagé également entre tous les travailleurs, qu'ils travaillent avec zèle et efficacement, ou mollement et sans énergie ; autrement, il n'y avait pas eu de communauté de biens. Au printemps de cette année-là, la réserve de vivres dans le dépôt public était très minime, et il y avait

une crainte sérieuse de famine avant la nouvelle récolte. La situation était d'autant plus sérieuse que la colonie ne possédait à l'époque aucun animal domestique donnant du lait ou de la viande. Aucun bétail ne fut importé jusqu'en 1624. Les Gouverneurs, devant de telles conditions, ne purent tenir les gens attelés à leur tâche ; et il devint évident que le mobile du bénéfice commun était inférieur pour stimuler la force au motif de la possession individuelle, familiale ou personnelle. Les aînés des Pèlerins étaient des hommes pratiques, qui virent qu'une nouvelle façon de traiter la question du travail était nécessaire d'urgence, particulièrement en vue de la disette de vivres approchante. Ils assignèrent donc un lot pour une année à chaque famille sur le pied d'un acre par membre. Les lots devaient être cultivés au gré du tenant, qui devait posséder les récoltes, après en avoir donné une petite portion au trésor public. Cette introduction du principe de la propriété privée, ajouté à la propriété bien répartie des parts des fonds de la compagnie, produisit un grand effet — une plus vaste surface fut plantée, et les hommes, femmes et enfants travaillèrent avec ardeur à cultiver leurs propres lots. Il ne fallut que deux ans et demi aux dirigeants des Pèlerins pour apprendre que l'institution de la propriété privée fait appel au bon côté

de la nature humaine et que rien ne peut la remplacer. Il est certain qu'ils apprirent cette leçon dans des conditions d'anxiété et de détresse terribles. Aujourd'hui le monde civilisé doit entendre bien des prophètes et controversistes socialistes qui ferment les yeux devant ce fait patent que la masse de l'humanité a besoin du stimulant de la propriété privée pour maintenir un degré convenable d'industrie et de frugalité. Deux ans avant que les « Pèlerins » ne quittassent Leyden, leur pasteur, John Robinson, et leur aîné, William Brewster, s'unirent dans une lettre qui finissait en donnant cinq raisons pour l'émigration projetée. La quatrième raison est comme suit : « Nous sommes attachés ensemble en un corps par un lien et une convention des plus sérieux et sacrés avec le Seigneur, lien dont la violation serait un cas de conscience et par la vertu duquel nous nous tenons pour attachés fortement au soin du bien du prochain et de l'ensemble par tous, et ainsi mutuellement ». Il serait difficile de trouver un meilleur exposé de la conception fondamentale du socialisme moderne non-militant : chacun pour tous et tous pour chacun ; mais les « Pèlerins » n'étaient pas les avant-coureurs du socialisme ; parce qu'ils appréciaient pleinement les avantages de l'institution de la propriété privée, non seulement pour stimuler l'industrie et la frugalité, mais

aussi pour fortifier le lien familial. Leur unité d'organisation sociale était la famille ; et ils n'avaient aucunement idée de permettre aux paresseux et aux imprévoyants de se planter sur le dos des membres énergiques et prudents de la collectivité. Le socialisme philosophique du XIX^e siècle tendrait à affaiblir le lien familial et soumettrait l'individu humain à un despotisme collectif très dur, contre lequel l'esprit des « Pèlerins » se serait insurgé.

Aucune description des Pèlerins ne serait exacte qui ne ferait pas mention de l'héroïsme de leurs femmes. Les femmes qui vinrent en Amérique du troupeau séparatiste de Leyden, faisaient leur lessive, leur cuisine, leurs vêtements, procréaient, soignaient et élevaient des enfants, et guettaient anxieusement le retour des hommes, qui devaient souvent aller au loin, dans des expéditions de pêche, de chasse ou d'exploration. Ce qu'étaient les risques encourus par les femmes peut être démontré par ce seul fait, que des dix-huit femmes embarquées sur la *Mayflower*, quatorze furent enterrées dans des tombes sans inscription dans l'espace de six mois, à partir du jour où la *Mayflower* jeta l'ancre à la pointe du Cap Cod. Sans frayeur, d'autres femmes de même trempe vinrent de Hollande et d'Angleterre pour prendre les places des mortes, et pour maintenir la colonie défaillante ; et depuis lors

de telles femmes ont accompagné la lignée de pionniers aventureux et libres, dans son lent mouvement à travers le continent pendant près de trois siècles. Les femmes des « Pèlerins » méritent, et si Dieu le veut elles l'auront, la même récompense que Jésus a promis à la femme qui brisa sur son corps le coffret d'albâtre plein d'un nard précieux : « partout où cet Évangile sera prêché dans le monde, là aussi ce que cette femme a fait sera dit en mémoire d'elle ». L'idéal de la femme pour les « Pèlerins » était du type courageux, capable, fort et dévoué, se sacrifiant pour l'amour et le devoir et aimant sa tâche. Y a-t-il un meilleur type de nos jours ? N'y a-t-il pas quelques types inférieurs sous les yeux du public actuellement ?

Dans les derniers mois, j'ai reçu beaucoup de lettres — signées ou anonymes — me demandant ce que l'Amérique doit à l'Angleterre. Si j'avais répondu à ces questions, un des éléments de ma réponse aurait été : l'Amérique doit à l'Angleterre l'idéal des « Pèlerins » — dette inoubliable. Un autre élément de ma réponse aurait été : l'Amérique doit à l'Angleterre les prédications de John Milton sur la liberté civile et religieuse — prédication contemporaine de beaucoup d'expérience de ce groupe d'hommes et de femmes si braves qui risquèrent tout dans la petite colonie de la côte désolée des

Massachusetts, non pas en cherchant l'or ou le commerce, mais dans l'espoir qu'eux et leurs enfants pourraient être libres. Le peuple américain croit, comme le croyait l'Église des Pèlerins que davantage de vérité et de lumière se font jour constamment dans l'esprit humain, et que c'est la vérité qui rend les hommes libres. Plus de vérité — scientifique, philosophique ou religieuse — plus de liberté pour le genre humain. Si cette croyance peut être maintenant implantée dans l'esprit international de l'Europe comme l'issue morale du cataclysme actuel, l'immense tristesse et la désolation de ce continent peuvent encore se tourner en joie et en espoir.

CHAPITRE XIII

L'efficacité nationale se développe mieux dans les gouvernements libres ¹.

Les causes de cette effroyable guerre sont souvent discutées comme si elles devaient être recherchées dans le mois qui s'écoula avant la déclaration de guerre. Nous entendons des hommes parler comme si l'échange de télégrammes et de notes entre les souverains juste avant la guerre pouvait fournir une explication intelligible des causes de la rupture. Nous entendons parler des conversations entre les différentes chancelleries d'Europe en juillet comme si la vraie cause de la guerre devait s'y trouver, ou même dans la suite des ordres donnés pour la mobilisation. J'ai même lu des articles où la cause de la guerre était donnée comme étant l'assassinat de l'héritier au trône d'Autriche.

Eh bien ! à mon idée, toutes ces soi-disant causes

¹ Discours prononcé au « Harvard Club » de Boston, le 15 janvier 1915, revu et augmenté.

sont simplement des événements superficiels, que l'on pourrait plus justement appeler les occasions que les causes de la guerre. A mon avis, les causes de la guerre sont très profondes et remontent à de longues années, et même à plusieurs générations. Ce sont des états d'esprit plutôt que des événements. Ils ont leur source dans les sentiments de race et jusqu'à un certain point dans les différents religieux ; dans les ambitions des princes ; dans les ambitions et aspirations des peuples ; dans la politique des gouvernements ; et, plus profondément encore, dans les grandes émotions populaires. Si telles sont les vraies causes de la guerre, nous devons considérer attentivement le développement historique de ces aspirations, ambitions et émotions qui ont eu une portée nationale.

Cette guerre a fait ressortir très fortement le sentiment de la nationalité — sentiment dont les origines et les conditions sont particulièrement difficiles à apprécier et à comprendre. Bien des gens pensent que le langage commun est nécessaire au développement du sentiment national ; mais combien y a-t-il d'exemples dans le monde, dans lesquels plusieurs langues sont usitées dans le territoire attribué à une nation. En ce moment il n'y a aucun pays qui fasse montre d'un plus fort esprit national que la petite Suisse, la république modèle.

Eh bien ! sur ce petit territoire, on parle quatre langues, et dans l'Assemblée législative, si un membre à la tribune ne parle pas français ou allemand, un interprète est placé à côté de l'orateur et parle en même temps que lui, de sorte que l'on entend les deux voix en même temps. La Belgique est une nation forte quant au sentiment, mais on y parle au moins deux langues totalement différentes. Dans le vaste territoire de la Chine, il existe beaucoup de dialectes, si différents que les gens d'une section ne peuvent comprendre ceux d'aucune autre. On souhaite presque qu'un langage commun puisse être parlé comme source ou comme condition nécessaire d'un fort sentiment national ; mais il y a trop de cas où un fort sentiment national domine, et où cependant il n'y a pas de langage commun. Nous autres Américains, avons eu l'habitude de penser que l'emploi de la langue anglaise sur tout notre immense territoire a contribué à notre sens de l'unité nationale ; et en réalité cela est probablement vrai. Néanmoins cette épreuve de la nationalité ne tiendra pas dans le monde moderne.

Le sentiment national en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Allemagne et en Russie est aujourd'hui intense, et, autant que nous pouvons en juger, il est également intense dans tous ces pays. Apparemment on ne peut guère faire de dif-

férence entre le sentiment national dans un empire immobile comme la Russie, sous un gouvernement autocrate comme celui de l'Allemagne, dans une monarchie constitutionnelle tranquille et expérimentée comme celle de l'Angleterre ou dans une nouvelle république comme la France. Nous ne trouvons pas la source ou la cause de ce sentiment populaire intense dans la forme de gouvernement à laquelle le peuple est accoutumé. Et cependant, on ne peut pas imaginer un règlement satisfaisant de ce terrible conflit mondial, qui ne tienne pas compte plus qu'aucun règlement d'une guerre européenne ne l'a jamais fait jusqu'ici, de cette émotion, ou de ce sentiment de la nationalité.

L'expérience faite par l'Europe a porté particulièrement sur un point — cela a été une période dans laquelle les peuples qui possèdent un langage commun, ou un sentiment national commun, et dérivent d'origines de races semblables ont réussi à se réunir en plus grandes entités. Ceci a été absolument le cas de l'Allemagne et de l'Italie; et jusqu'à la seconde guerre balkanique ceux qui souhaitent le bien de l'Europe espéraient que ce serait le cas dans toute la région balkanique, mais la seconde guerre détruisit tous ces espoirs. Que de grands changements en Europe depuis la fin de la guerre de Trente Ans ! Cette guerre se termina

par la reconnaissance et l'établissement d'un grand nombre de petits États et principautés séparés et indépendants. Quand la guerre actuelle finira, nous pouvons raisonnablement nous attendre à ce qu'elle résulte dans le développement de certains nouveaux grands États, de certaines fédérations peut-être, et de certains nouveaux petits États d'Europe, mais aussi dans une plus grande sécurité pour les petits États que pour les grands.

Plusieurs nations européennes ont été affectées à différentes époques — l'Angleterre d'abord, depuis le déclin de l'Espagne — par une fausse et dangereuse conception de l'État comme un être impérial, indépendant des considérations éthiques ordinaires, ayant droit à l'obéissance et aux services passifs de ses sujets, visant au développement de beaux types d'hommes et de femmes, sans égard à la liberté ou au bonheur de l'individu, et revendiquant la domination sur ses voisins, sur les océans ou les possessions éloignées dans d'autres parties du monde. L'impérialisme britannique avait d'excellents desseins commerciaux et industriels, et était caractérisé par beaucoup de liberté domestique et la politique du libre-échange. Étant une île, l'Angleterre essaya de dominer les mers, de façon à ce que ses approvisionnements indispensables en vivres et en ma-

tières premières ne soient jamais supprimés. Ses imitateurs continentaux n'ont pas eu sa liberté domestique, ses répliques libres affiliées, son libre-échange, ou sa forte raison de posséder la maîtrise des mers; mais ils ont eu, et certains d'entre eux ont encore, la fièvre impérialiste dans sa forme la plus intense.

Si, donc, nous devons chercher les causes de cette convulsion sans précédent dans ces profondes aspirations et ambitions populaires, que dirons-nous du développement lent mais régulier de ces sentiments en Allemagne? Quelques personnes attribuent cette guerre si étendue à l'Empereur ou au cabinet allemand, ou à quelques professeurs et auteurs allemands, ou au développement d'une caste militaire forte et unie en Allemagne. Toutes ces influences ont indubitablement contribué dans une certaine mesure à l'explosion qui a eu lieu; mais la vraie cause des agressions successives de la part de l'Allemagne, depuis 1864, réside dans l'ascendant graduel à travers le pays et particulièrement dans toutes ses classes éduquées, d'une idée exagérée des mérites corporels et spirituels du peuple allemand et d'une croyance que la grandeur nationale et le progrès de la civilisation allemande caractéristique seraient atteints par le développement de la plus formidable force

nationale que l'on puisse possiblement imaginer et créer, et par la satisfaction de l'intense désir des Allemands d'obtenir la domination sur l'Europe, et, plus tard, sur le monde.

Le gouvernement de l'Allemagne est le plus autocrate de l'Europe. Il l'a toujours été en Prusse; et depuis l'unification allemande en 1871 cette qualification s'applique à l'Allemagne tout entière. Un des phénomènes les plus extraordinaires ayant trait à cette guerre féroce est l'opinion unanimement répandue parmi les étudiants, historiens, hommes d'État et diplomates allemands, et même parmi les classes éduquées, que — ainsi qu'un ami allemand me l'écrivait récemment : « Nous autres allemands, sommes tout aussi libres que vous autres Américains ». Ils le croient réellement. Cette opinion unanime est une démonstration complète de l'effet du gouvernement autocrate qui a existé depuis longtemps en Allemagne, sur l'esprit et l'humeur du peuple allemand dans son ensemble. Ils ne savent pas ce qu'est la liberté politique et sociale. Ils n'ont aucune conception de la liberté dont nous jouissons. Ils ne savent rien de la liberté que l'Angleterre a acquise grâce à son gouvernement parlementaire, à son gouvernement de parti. Leur ignorance complète sur ce sujet est l'explication de l'erreur fatale que le gouvernement

allemand commit en partant en guerre l'été dernier avant de savoir ce que l'Angleterre allait faire, ou pouvait faire. Le gouvernement allemand croyait fermement que dans les conditions où se trouvait le gouvernement de parti en Angleterre avec les troubles de l'Ulster et les difficultés des trade-unions, l'Angleterre ne pouvait ni ne voulait s'engager dans la guerre. On ne peut trouver un meilleur exemple de l'ignorance complète du peuple allemand quant à ce que signifie réellement la liberté sociale et politique. Les diplomates allemands renseignèrent mal leur gouvernement sur l'état de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et de la France, en dépit de leur vaste système d'informateurs résidents ; parce que ni eux, ni leurs informateurs ne comprirent l'action politique d'un peuple libre. En ce moment, le gouvernement allemand est mal renseigné de la même façon sur l'état de l'opinion publique américaine. Pour l'esprit allemand, liberté politique veut dire : incapacité et faiblesse — particulièrement en guerre.

Dans les premiers temps de la guerre, l'Allemagne éprouva une série de surprises, parce que le gouvernement allemand et la caste militaire allemande ne comprenaient pas ce que les peuples relativement libres estiment, ce que sont leurs

idéals, et ce qu'ils sont capables d'entreprendre et d'endurer pour la défense de leurs idéals. Par exemple, la doctrine allemande sur la légitimité de la violation d'un contrat ou d'un traité pour des raisons de stratégie militaire était universellement acceptée en Allemagne. Les Allemands ne savent pas comment les peuples libres considèrent la sainteté des contrats, non seulement dans des buts commerciaux mais dans des buts politiques, pour ne rien dire des obligations d'honneur. Rien ne pouvait être plus franc que l'explication originale donnée par le Chancelier allemand de la rupture des traités concernant la neutralité de la Belgique ; mais sa franchise est la preuve qu'il ne comprenait pas le moins du monde l'idée qu'un citoyen libre se fait de la sainteté des contrats — base de toute loi et de tout usage publics dans un pays libre. Dans un pays gouverné despotiquement ou autocratiquement, il n'y a pas de telle condition de l'opinion publique.

De plus en plus, avec le temps, cette guerre devient un conflit entre les institutions libres et les institutions autocrates. Bien entendu, la position de la Russie comme alliée de la France et de l'Angleterre voile ou complique quelque peu ce fait ; parce que le peuple russe est par héritage et, sous certains rapports, par nature, un peuple

qui se soumet à un gouvernement despotique. Sa situation exceptionnelle comme alliée de deux pays libres est due à une vieille indignation contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne à cause des obstacles qu'elles mettent d'année en année, et de génération en génération, à la réalisation du désir de la Russie de s'agrandir dans les pays balkaniques et en Orient. Cette ambition et certains mouvements en faveur de la liberté ont pu mettre la Russie dans cette situation exceptionnelle, aux côtés des deux pays libres.

Si, maintenant, nous admettons que la question entre les institutions autocratiques en Europe, la question d'une plus grande liberté publique, la question du développement de la civilisation sous la forme d'un gouvernement libre plutôt que sous celle d'un gouvernement autocrate sont vraiment celles que la guerre doit décider, il devient très intéressant pour tous les peuples libres d'étudier ce que l'efficacité allemande va donner en concurrence avec l'efficacité que les nations plus libres peuvent mettre en ligne. Le résultat militaire de la guerre va porter sur l'efficacité comparée des forces militaires et navales des parties opposées, et sur l'efficacité avec laquelle les ressources économiques des différentes nations sont employées. Les quantités sont si énormes de part et d'autre que le résultat

ne sera pas tant déterminé par des chiffres que par l'efficacité des forces armées des combattants, et de leurs forces financières et industrielles.

L'efficacité allemande a été l'objet d'une grande admiration, non seulement dans ce pays, mais en Angleterre, en France et en Russie, depuis vingt-cinq ou trente ans. Nous l'avons tous admirée dans le récent développement commercial et industriel de l'Allemagne — non moins remarquable parce qu'il est parti il y a environ soixante ans d'un niveau très bas. Nous l'avons admirée aussi dans l'efficacité de son développement militaire et naval. C'est un phénomène extraordinaire de l'histoire du XIX^e siècle que cette efficacité merveilleuse; mais elle est d'un type spécial à l'Allemagne. C'est une efficacité administrative — dans l'administration des affaires, dans le gouvernement municipal en particulier, et dans tous les bureaux du gouvernement national. C'est une efficacité qui s'empare de chaque enfant en Allemagne dès sa naissance, et suit chaque adolescent, et chaque homme et femme à travers la vie jusqu'à la mort. C'est cette efficacité même qui a empêché les deux dernières générations d'Allemands de connaître la moindre liberté. C'est au plus haut point une efficacité autocratique dans toutes les sphères de la vie allemande, y compris

l'éducation et les relations entre les sexes. Le programme entier de l'éducation élémentaire et secondaire pour chaque garçon ou fille est décidé par le gouvernement, et il n'y a pas de choix par l'élève, ni par l'enfant, excepté dans les stages avancés où un choix est admis entre une école technique et un gymnase; et même ce choix n'est souvent pas fait par l'enfant, mais pour lui.

Un exemple significatif de l'estime des Allemands pour la force et la puissance, et du mépris de la douceur et de la faiblesse, se trouve dans leur peu flatteuse opinion de l'influence sociale et intellectuelle des femmes. Une femme allemande au mieux est une maîtresse de maison accomplie qui s'occupe avec diligence de son mari et de ses enfants; elle est rarement la compagne spirituelle de son mari et l'inspiratrice de ses enfants, comme l'est une femme des pays libres d'Europe et d'Amérique. Le contraste entre la condition de la femme allemande et celle de la femme américaine est très fort. La femme allemande a grandi et vécu dans une atmosphère de contrainte et de discipline qu'aucune femme américaine n'a eu à subir depuis deux siècles.

Les Allemands aiment à parler de leur « liberté académique », la liberté de leurs savants, mais ceci est très exagéré dans les descriptions alle-

mandes de leur vie universitaire. Les universités allemandes sont principalement soutenues et dirigées par le gouvernement ; et il n'y a aucune institution libre pour entrer en concurrence. Le monde entier est redevable aux universités allemandes modernes de bien des choses ; mais pour trouver un enseignement vital de la liberté civile et religieuse, on doit remonter aux maîtres et prédicateurs allemands d'une époque plus reculée. L'admission dans chaque profession savante et scientifique en Allemagne, et celle dans la caste militaire et navale élevée est strictement gardée et contrôlée par le gouvernement. L'efficacité allemande, cependant, est une chose très réelle et formidable dans toutes les compétitions du monde civilisé ; de sorte que la question la plus intéressante à étudier quant au résultat probable de la guerre européenne est la suivante : l'Allemagne avec son autocratie est-elle plus ou moins efficace que la France et l'Angleterre avec leurs libertés ? La manière allemande d'assurer l'efficacité industrielle et commerciale est de faire de chaque homme, tout d'abord, un homme bien entraîné pour le service exact qu'il devra rendre et ensuite de le tenir dans une discipline stricte qui aura pour résultat de lui faire faire chaque fois exactement ce qu'il aura été entraîné à faire. Il peut aussi être

amené dans une certaine mesure à une subordination parfaite par un boni, une prime ou une récompense honorifique. C'est là la méthode d'efficacité allemande à travers toute la vie industrielle — donner assez d'instruction et d'entraînement pour produire la somme d'habileté nécessaire à la tâche quotidienne, et ensuite amener de force le travailleur à cette sujétion qui résulte dans une coordination et une coopération complètes dans les procédés complexes de la production. L'efficacité de leur système militaire est obtenue de la même manière — par un entraînement approfondi qui mène à la coopération instinctive de l'individu avec une masse de camarades, et à l'obéissance absolue jusqu'à la mort.

Maintenant, qu'est-ce que les nations libres ont à dire au sujet de leurs chances de succès dans la compétition industrielle et militaire avec le système autocrate allemand ? Elles disent en paroles et en action : « nous estimons qu'un homme ou une nation feront montre d'une plus grande capacité mentale et d'une plus grande force morale avec la liberté que sans elle. Notre philosophie de la vie nous apprend cette doctrine ; notre histoire l'illustre ; notre pratique et notre expérience la démontrent ». Sept pays donnent un exemple frappant de la valeur de la liberté dans le développe-

ment national; la Grande-Bretagne et ses républiques affiliées, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse et les États-Unis, et, de plus, le groupe scandinave. L'Italie lutta longtemps sous différents oppresseurs. Elle acquit finalement l'unité et la liberté; parce qu'elle fit naître des esprits indépendants tels que le Dante, Léonard de Vinci, Savonarole, Galilée, Michel-Ange, Cavour et Garibaldi.

Depuis que les corsaires d'Élisabeth parcoururent les mers, Cromwell dirigea ses Indépendants, et Milton enseigna la liberté civile et religieuse pour la presse. Les philosophes français du XVIII^e siècle mirent en avant éloquemment les Droits de l'homme, et la Révolution française tenta avec hardiesse, quoique avec ignorance, d'acquiescer ces droits et, en dépit de ses violences et de ses grossièretés, répandit à travers le monde les puissantes conceptions de liberté, d'égalité et de fraternité. La jalousie mutuelle de leurs voisins a permis à la Belgique et à la Suisse de prospérer dans une liberté relative. Les « Pilgrim Fathers » plantèrent dans le sol américain les semences des meilleures libertés anglaises et hollandaises; et de ces semences surgit en trois siècles, une croissance solide de liberté légale, — la plus large liberté politique, industrielle et sociale que le monde ait

jamais connue, liberté conçue par des esprits libres, prenant corps dans la législation, et tendrement chérie par la multitude. Les peuples scandinaves ont beaucoup souffert de leurs voisins plus puissants, mais n'ont jamais perdu l'esprit aventureux des « Norse », ou manqué d'exercer ce droit de jugement privé qui a été le meilleur enseignement de la Réforme protestante, ou cessé de manifester l'esprit indépendant et résolu de leur race. Les émigrants scandinaves en Amérique font d'admirables citoyens de la république américaine sans changer en rien leur tempérament ou leur caractère.

L'efficacité de toutes ces nations militaires est basée à un haut degré sur l'initiative personnelle et sur la liberté politique et industrielle, — non pas sur la sujétion ou l'obéissance implicite de l'individu, mais sur l'énergie et la bonne volonté dans le travail qui résulte dans la liberté, l'ambition et l'initiative individuelles.

Si cette doctrine est correcte, l'augmentation remarquable de l'efficacité industrielle et commerciale dans les derniers cent cinquante ans, serait venue des nations libres et non pas des nations gouvernées autocratiquement. Il est intéressant de s'informer, par conséquent, si cette efficacité si merveilleusement développée est provenue de la

Russie, de l'Autriche et de la Turquie, ou de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de la Hollande, de la Scandinavie et des États-Unis. Si l'on passe en revue rapidement les découvertes et inventions importantes qui ont rendu les industries du monde civilisé beaucoup plus efficaces depuis 1830 qu'auparavant, toute personne impartiale sera convaincue que les moyens d'amélioration sont venus des pays libres et non pas des pays gouvernés despotiquement. En remontant à la dernière partie du xviii^e siècle, nous trouvons que la propulsion par la vapeur sur terre et sur mer fut d'abord rendue commercialement efficace par des Anglais et des Américains, et que des chimistes français et anglais firent les découvertes fondamentales en théorie chimique.

Dans la première partie du xix^e siècle, le développement du système des usines marchant à la vapeur fut un progrès fait par les Anglais et, plus tard, par les Américains. Plus avant dans le xix^e siècle, ce furent les Américains qui perfectionnèrent le télégraphe et le téléphone comme instruments industriels, et par là changèrent dans une vaste mesure les habitudes de la vie industrielle, commerciale et financière et, sous bien des rapports, la vie familiale et domestique aussi. Ce fut un Italien qui inventa et introduisit dans la pratique

la télégraphie sans fil — merveilleux exemple de la transmission du génie pour la physique dans le même pays à travers des siècles. Ce furent des Américains qui inventèrent et rendirent commercialement pratiques l'éclairage électrique et la vaste diffusion de la force motrice par l'électricité. La locomotive à explosion fut développée comme agent industriel en France; et le moteur à gaz pauvre ainsi que l'automobile, sont des perfectionnements français, anglais et américains. L'aéroplane plus lourd que l'air fut inventé par le professeur Langley, alors secrétaire de la « Smithsonian Institution », et fut développé dans la pratique par deux autres Américains — les frères Wright. La machine à égrener le coton, sur laquelle l'industrie textile entière est fondée, est l'invention d'un Américain comme le sont la machine à coudre, la machine à écrire, et toutes sortes de machines pour fabriquer des chaussures. De même la presse à imprimer avec les caractères, non pas sur un plan horizontal, mais se posant à n'importe quel angle commode par rapport au papier à imprimer — invention d'où sortit la presse rotative, qui est de nos jours l'instrument indispensable pour la circulation rapide et répandue des nouvelles. Ce fut l'Amérique qui construisit le premier monitor et le premier sous-marin; et ce fut l'Angleterre qui

construisit le premier dreadnought. Si on se tourne vers un champ de découvertes totalement différentes, on voit que l'anesthésie fut une découverte américaine et que sa grande utilité fut démontrée tout d'abord dans un hôpital américain. L'asepsie, une découverte de même valeur, fut introduite par Lister, un sujet britannique. Un autre Anglais inventa et mit en pratique l'inoculation contre la fièvre typhoïde. Ce furent des chirurgiens et membres du service de santé militaire américains servant momentanément à Cuba, qui montrèrent au monde comment éviter la dispersion de la fièvre jaune. L'immense industrie du caoutchouc à travers le monde est basée sur l'invention de l'Américain Goodyear, qui découvrit que le mélange du soufre avec le caoutchouc produisait une matière élastique imperméable, capable d'innombrables applications utiles pour lesquelles le caoutchouc pur n'était pas propre. Les grandes inventions dans l'organisation des affaires sont, bien entendu, venues des pays libres et non pas de ceux gouvernés despotiquement, — telles, par exemple, que l'organisation des transatlantiques allant dans toutes les parties du monde, qui est, au fond, une invention anglaise. L'organisation de la grande entreprise de sortir le pétrole de la terre, d'envoyer l'huile au loin dans des tuyaux, de la distiller, et

de la raffiner, pour la distribuer ensuite dans des bateaux-citernes, dans des wagons-citernes et dans des bidons à travers le monde, fut une invention américaine. La conception de la vaste et complexe entreprise de la « United States steel corporation » et la mise en pratique de cette conception, est une autre invention américaine très importante. L'invention légale de la corporation avec « liability » limitée qui a mené à un immense développement de la production industrielle et commerciale, est anglaise et américaine ; et cette organisation des industries en corporations établies sous des gouvernements libres est devenue, à son tour, un grand renforcement des institutions libres.

Il est évident que nous n'indiquons pas ici des résultats hasardeux, ou aucune sorte de coïncidence ou d'accident. Nous reconnaissons les fruits légitimes de la liberté. Il est, bien entendu, évident que l'Allemagne a adopté, adapté et employé avec une grande adresse toutes les inventions qui ont été citées plus haut, en particulier dans l'organisation et l'utilisation de son armée et de sa marine. Elle les a aussi employées toutes dans le développement remarquable de ses industries depuis cinquante ans ; mais elle n'inventa ni n'en mit en pratique aucune ; non plus que ne le firent, la Russie, l'Autriche ou la Turquie. La plupart des inventions

dont j'ai parlé sont indispensables à la guerre actuelle en Europe, et beaucoup d'entre elles furent indispensables à la préparation de cette guerre, commencée depuis de longues années ; mais toutes ces inventions, à part celles intéressant seulement la marine, furent destinées à des usages pacifiques — pour favoriser la production industrielle et la prospérité de la race humaine.

Il est intéressant de noter que l'éducation universelle, aux premiers degrés de laquelle tous les enfants sont astreints, semble n'avoir que peu d'effet sur le genre d'efficacité nationale considéré ici.

Depuis cent ans, l'éducation systématique du peuple entier a été mieux organisée et exécutée en Allemagne que dans les pays plus libres. De vastes portions de la population italienne n'ont pas eu accès aux écoles jusqu'à ces derniers temps. L'Angleterre n'avait rien qui puisse s'appeler un système d'éducation populaire jusqu'à 1870-71 ; la France commença à imposer l'éducation universelle sous la République actuelle ; et jusqu'à ce jour, des millions d'enfants américains n'ont guère d'accès à l'éducation élémentaire, et aucun à l'éducation secondaire. Le fait est que le système d'éducation et de gouvernement allemand n'a pas eu assez de liberté ; et que les peuples libres chez

lesquels on trouve une grande mobilité industrielle et sociale, sont les peuples qui ont produit toutes les grandes inventions de la science appliquée, au siècle dernier et dans celui-ci. Les faits sont indubitables dans ce cas. L'explication en est que, sous les gouvernements libres et dans les collectivités ayant une certaine mobilité sociale, les hommes d'élite sont plus sûrs de se lancer dans une action vigoureuse — les hommes compétents, non seulement pour inventer ou imaginer la chose ou la méthode qui est demandée à ce moment-là, mais pour donner à leurs inventions une forme pratique, et les rendre utilisables dans les industries de leur pays et du monde. Parmi un peuple libre, le spécimen humain remarquable est plus à même d'atteindre son développement le plus complet et le plus puissant que parmi un peuple soumis à un gouvernement autocrate. Nous pouvons raisonnablement croire, donc, qu'il y a une puissance dans les institutions libres qui mène droit à l'efficacité dans les industries du pays et, à la longue et après beaucoup d'expérience et d'insuccès, à l'organisation effective de ses affaires gouvernementales, et que cette efficacité peut être amenée à une plus haute condition dans une république ou une monarchie constitutionnelle que sous aucun gouvernement despotique ou autocrate.

Il y a un autre champ d'activité humaine — le développement des grands pionniers de la pensée et de l'invention — dans lequel les Allemands sont accoutumés à revendiquer la supériorité, mais cette revendication est sans fondement. Tout d'abord, la littérature et la philosophie allemandes sont, comme le développement industriel allemand, relativement jeunes. Qu'ils deviennent prééminents si tôt n'était pas à prévoir. Ensuite la race allemande n'a pas encore produit des Maîtres de la pensée en littérature, en philosophie, en poésie, en politique, qui puissent être placés à côté du Dante, de Michel-Ange et de Cavour en Italie; de Shakespeare, Milton, Newton, Farraday et Darwin en Angleterre, ou de Pasteur en France. Quant à l'Amérique, il semble à un indigène que ce serait une profanation de parler de Bismarck et de l'Empereur allemand en même temps que de Washington et Lincoln.

La guerre actuelle va mettre à l'épreuve suprême cette théorie au sujet des sources les plus sûres de l'efficacité nationale. La guerre devrait démontrer à la fin que l'efficacité guerrière allemande n'est pas aussi grande que celle de l'Angleterre et de la France, si nous comprenons dans la définition de l'efficacité militaire, l'organisation des industries utiles et l'habileté à réunir et à appliquer les ressources financières, aussi bien que l'organisation

des troupes combattantes. La guerre devrait démontrer qu'un soldat volontaire est, somme toute, plus efficace qu'un conscrit, parce qu'il a plus d'initiative personnelle, plus de puissance d'action personnelle et un plus grand sentiment de sa responsabilité. La première année de la guerre devrait prouver que de grandes et puissantes armées peuvent être mises en route après un entraînement de quelques mois seulement, si les recrues volontaires ont eu des occupations qui demandent de l'intelligence et de la bonne volonté coopérative, et sont inspirées par des motifs éthiques qui fassent appel à leurs sentiments individuels. La guerre devrait prouver aussi que plus un peuple est libre, et plus il est accoutumé à exercer une liberté bien dirigée, plus il répondra chaudement et résolument à l'appel fait à son courage, à son endurance et à son amour de sa Patrie.

La seule issue de la guerre qui puisse être satisfaisante pour les pays libres d'Europe, ou pour les Américains, est une issue qui favorise en Europe la cause de la liberté essentielle — liberté qui peut se développer sous n'importe quel gouvernement constitutionnel, mais non pas sous un gouvernement autocrate. Donc, nous envisageons avec espoir une diminution en Europe des formes autocrates et une augmentation des formes constitu-

tionnelles, de même qu'une plus grande sécurité pour les grands et les petits États contre une invasion soudaine. Cette plus grande sécurité exige un conseil fédéral de quelques puissants États, la réduction des armements nationaux, et la création d'une force fédérale compétente pour imposer la paix.

Une précieuse leçon de la guerre sera que pour toute sorte d'efficacité nationale, la discipline est une bonne chose, et la coopération est aussi une bonne chose ; mais, pour la plus grande efficacité les deux choses devraient être consenties en toute liberté.

CHAPITRE XIV

Les leçons de la guerre jusqu'au 9 mars.

Le monde attentif a eu maintenant amplement le temps d'établir certaines conclusions à propos de la nouvelle sorte de guerre, et de son efficacité comme moyen de régler d'une façon satisfaisante les relations internationales ; et il semble désirable, dans l'intérêt de la paix durable en Europe que ces conclusions soient exactement établies, et mises devant les yeux du public.

En premier lieu, la puissance de destruction d'une guerre engagée sur le pied et avec l'intensité que les armées permanentes, les nouveaux moyens de transport et de communication, les aéroplanes, les explosifs et la continuité des batailles sur les fronts, inconnue jusqu'ici (de jour comme de nuit, par temps d'orage et de froid comme par temps ordinaire), rendent possible, cette puissance de destruction dépasse toute prévision et n'aurait pu être imaginée d'avance. Il n'y

a jamais eu, jusqu'ici semblable tuerie et mise hors de combat d'hommes, semblable destruction de toutes sortes de constructions humaines, édifices, ponts, viaducs, vaisseaux et bassins, et semblable ruine d'innombrables femmes et enfants. Sur mer, des navires et des cargaisons sont coulés, au lieu d'atteindre les ports comme autrefois.

Par les ravages faits sur d'immenses surfaces de terre arable, la fuite forcée des gens qui y vivaient, et la dislocation du commerce, les ravitaillements de millions de non-combattants sont si réduits que la génération grandissante dans plusieurs pays aura à souffrir plus qu'après aucune guerre préalable.

Dans tout pays qui devient le siège d'une guerre il y a une immense destruction du capital immobilier ; et en même temps le capital que forment tous les combattants, accumulé pendant des générations, est jeté dans la fournaise de la guerre et consumé improductivement.

En conséquence des effectifs énormes des armées nationales et du retrait des hommes valides de toutes les industries productrices, le commerce et les industries du monde entier sont gravement interrompus, d'où il résulte d'immenses, d'incalculables pertes pour l'humanité.

Ces quelques mois de guerre ont fait ressortir

l'interdépendance des pays du monde entier avec une force inégalée jusqu'ici. Des pays neutres éloignés de l'Europe ont senti vivement les effets de la guerre sur les industries et négoce dont ils vivent. Les hommes voient par cet exemple que tout ce qui réduit la capacité d'achat et de consommation d'un seul pays réduira aussi probablement la capacité de production et de vente des autres pays ; et que les gains du commerce et du négoce sont normalement mutuels et non pas unilatéraux.

Tous les pays belligérants ont émis d'énormes emprunts qui imposeront de lourds fardeaux aux générations futures ; et les rendements des premiers emprunts ont déjà été dépensés ou engagés. Le premier emprunt fait par le gouvernement britannique était presque le double de la dette publique des États-Unis, et il est probable que son rendement sera entièrement dépensé avant l'été. L'Allemagne a déjà dépensé 8 milliards depuis que la guerre a éclaté — le tout improductivement et presque tout pour la destruction. Elle émet en ce moment son second grand emprunt.

En résumé le gaspillage et la ruine ont été sans précédent, la destruction de la richesse énorme, et la dislocation des finances, de l'industrie et du commerce qui en résulte affligera longtemps les

générations à venir dans tous les pays belligérants.

Tous les pays belligérants ont déjà démontré que ni la vie urbaine, ni le système usinier, ni même le luxe corrompateur ne leur ont causé aucune détérioration physique ou morale qui agisse sur leur capacité guerrière. Les soldats de ces peuples civilisés sont tout aussi préparés à des rencontres corps à corps à la baïonnette que n'importe quel barbare ou sauvage ne l'a jamais été. Les instincts combattifs primitifs subsistent en pleine force et peuvent être mis en jeu par tous les belligérants avec facilité. Les progrès de la guerre auraient dû écartier toute illusion sur ce sujet que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, ou aucun des Alliés aient pu avoir. Les Belges, peuple de citadins aisés, et les Serbes, population rurale pauvre, démontrent le mieux la continuité des qualités martiales; car les Belges firent face à des désavantages écrasants, et les Serbes ont repoussé deux fois de grandes forces autrichiennes, quoiqu'ils n'aient que des transports par bœufs, une intendance élémentaire, aucune réserve médicale ni chirurgicale pour ainsi dire, et de maigres munitions de guerre. D'autre part, les principaux combattants ont prouvé qu'avec assez d'argent, ils peuvent tous employer efficacement les nouvelles méthodes

d'administration de la guerre et les nouveaux engins de destruction. Ces faits suggèrent l'idée que la guerre pourrait se prolonger longtemps sans donner de résultats plus décisifs que ceux obtenus jusqu'ici ; et même que son résultat le plus probable sera un coup nul à moins que de nouveaux combattants n'entrent dans l'arène.

La crainte de l'invasion russe sembla tout d'abord avoir poussé l'Allemagne à la guerre ; mais, maintenant, l'Allemagne a amplement démontré qu'elle n'a aucune raison de regarder avec appréhension une agression possible des Russes sur son territoire, et que son organisation militaire est adéquate à la défense contre toute attaque de n'importe quel côté. L'expérience militaire des sept derniers mois prouve que la défense au moyen de retranchements temporaires a de grands avantages sur l'attaque ; de sorte que dans les guerres futures, l'agresseur pourra toujours se trouver exposé à un désavantage sérieux, même si sa victime est imparfaitement préparée.

Les mêmes mois importants ont aussi prouvé que des armées peuvent être rassemblées et envoyées au front dans une bonne condition en un laps de temps beaucoup plus court que l'on n'avait estimé possible jusqu'ici, pourvu qu'il y ait assez d'argent pour suffire aux frais d'équipement, de

transport et de ravitaillement. Donc, l'avantage qu'il y a à maintenir d'énormes armées actives, prêtes à l'attaque ou à la défensive instantanées, sera dorénavant moins considérable que l'on ne le supposait jusqu'ici, si la déclaration de guerre par surprise, comme en août dernier, peut être évitée à l'avenir. Ces considérations, rapprochées de l'inefficacité probable des fortifications compliquées contre l'artillerie moderne, suggèrent la possibilité d'une réduction à travers l'Europe des armées sur pied de paix. On peut concevoir que le système de milice suisse devra satisfaire les besoins futurs de la plupart des États européens.

Un autre résultat important a été obtenu dans ces sept mois de guerre colossale. Il a été démontré qu'aucun pays seul dans le monde ne peut dominer les autres pays, ou, même, aucun autre pays ; à moins que les autres puissances principales consentent à cette domination, et, dans l'état actuel du monde, il est tout à fait clair qu'aucune domination semblable ne sera admise. Aussitôt que cette proposition sera acceptée par tous les combattants, cette guerre, et peut-être toute guerre entre pays civilisés, cessera. Il est évident que dans l'intérêt de l'humanité, la guerre ne devrait cesser que lorsque l'Allemagne sera convaincue que son ambition d'hégémonie européenne et mondiale ne

peut réussir. « *Deutschland uber alles* » pourra survivre comme chant d'enthousiasme patriotique ou comme expression d'un ardent désir d'unité allemande ; mais, comme maxime de politique internationale, il est déjà mort, et devrait être enterré loin des yeux et du souvenir des hommes.

Il est, de plus, devenu très clair à tous les yeux que le progrès de la civilisation de la race blanche devra dépendre, non pas du pouvoir suprême d'un seul pays, imposant sa civilisation particulière à d'autres pays, mais du développement pacifique de beaucoup de nationalités différentes, chacune contribuant pour sa part au progrès général, et chacune développant un ordre social, industriel et gouvernemental, propre et adapté à son territoire, ses traditions, ses ressources et ses capacités naturelles.

Les irritations chroniques en Europe qui contribuèrent à la déclaration de la guerre elle-même ont fait ressortir la valeur et la ténacité des unités nationales naturelles, tant petites que grandes, et l'inopportunité qu'il y a à diviser de telles unités ou à forcer des unités naturelles à des associations contre nature. Ces principes sont maintenant fermement établis dans l'opinion publique d'Europe et d'Amérique. Peu importe de quelle durée sera la guerre, aucun règlement n'assurera une paix

durable en Europe, s'il ne tient pas compte de ces principes. Déjà la guerre a démontré que de justes considérations de sentiment national, de parenté de race et de communauté d'intérêts commerciaux mèneraient à trois nouveaux groupements en Europe : l'un formé par les pays scandinaves ; un autre par les trois sections de la Pologne et le troisième par les États balkaniques qui ont le sentiment de la parenté slave. Pour la Scandinavie et les États balkaniques, le lien pourrait n'être qu'un tarif commun avec des règlements communs dans les ports ; mais la Pologne devra être reconstituée en un royaume séparé. Pour guérir les plaies politiques qui sont ouvertes depuis plus de quarante ans, les populations du Sleswig-Holstein et de l'Alsace-Lorraine devraient aussi pouvoir choisir, par un vote libre, leur soumission nationale : soit que la guerre finisse en une victoire pour les Alliés, ou en une partie nulle sans qu'un côté soit victorieux ou humilié ; ces nouvelles adaptations nationales seront nécessaires à la paix permanente en Europe. Toutes les guerres qui ont eu lieu en Europe depuis 1864 démontrent cette nécessité.

De plus, la guerre a déjà démontré que les colonies ou possessions coloniales dans des parties du monde éloignées ne sont pas une source de force pour un pays européen en guerre, à moins que ce

pays ne soit très fort sur mer. Des républiques affiliées peuvent être un soutien pour la mère patrie, mais des colonies maintenues par force dans une possession exclusive ne le sont pas.

La Grande-Bretagne apprit bien des choses en 1775 au sujet de l'administration des colonies, et elle apprit aussi aux Indes que la politique d'exploitation, poursuivie longtemps par la Compagnie de l'Inde Orientale est devenue indésirable à tous points de vue. Étant la plus forte puissance navale du monde, la Grande-Bretagne a donné un admirable exemple du bon emploi d'une telle puissance en rendant les mers et les ports du monde libres pour la marine marchande de tous les pays avec lesquels elle est en concurrence. Son système libre-échangiste l'a aidée à agir sagement au point de vue de l'extension commerciale. Néanmoins, les autres nations commerciales, voyant la formidable puissance guerrière que la Grande-Bretagne possède par sa vaste, quoique incomplète, maîtrise des mers, se réjouiront si le contrôle britannique, quoique limité et employé sagement, est remplacé par un contrôle international illimité... Ceci est une des plus précieuses leçons de la grande guerre.

Une autre conviction est fortement imprégnée dans l'esprit des nations commerciales par les développements de sept mois de combats étendus

sur terre et sur mer, à savoir l'importance d'ouvrir à tous les pays le libre passage du canal de Kiel et celui de la mer Noire jusqu'à la mer Égée. Tant qu'un pays tient les Dardanelles et le Bosphore, et qu'un autre détient la plus courte route de la Baltique à la mer du Nord, il y aura des restrictions dangereuses pour le commerce mondial — dangereuses en ce sens qu'elles peuvent amener la guerre, ou causer des blessures qui deviennent une maladie infectieuse. Ces deux canaux devraient être employés pour le bénéfice commun de l'humanité exactement comme le canal de Panama ou le canal de Suez sont destinés à l'être. Les mers libres, les canaux et détroits interocéaniques libres, la « porte ouverte » et la libre concurrence du commerce international, voilà les garanties nécessaires à la paix.

Ces leçons de la guerre sont aussi claires maintenant qu'elles le seront après encore six mois ou six ans de guerre. Les nations belligérantes — et en particulier l'Allemagne — peuvent-elles les prendre en considération dès à présent, ou faut-il que des millions d'hommes soient exterminés encore et que des billions d'économies humaines soient encore consumés avant que les enseignements de sept mois épouvantables ne soient entendus ?

Pour atteindre un grand but, des pertes et des

souffrances telles que celles que comporte la continuation de la guerre pourraient peut-être être supportées ; mais les sept derniers mois ont prouvé que les buts que se proposaient l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne sont impossibles à atteindre dans l'état actuel de l'Europe.

L'Autriche-Hongrie, même avec l'aide active de l'Allemagne et de la Turquie, ne peut prévaloir contre la Serbie, la Russie, la Roumanie, la Grèce, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. L'Allemagne ne peut écraser la France soutenue par la Grande-Bretagne et la Russie, ou conserver la Belgique, excepté comme province sujette et hostile et en défi de l'opinion publique du monde civilisé. En sept mois, la Grande-Bretagne et la France ont réparé leur manque de préparation, et ont arrêté les opérations militaires de l'Allemagne en France. D'autre part, la Grande-Bretagne et la France doivent déjà se rendre compte qu'elles ne peuvent chasser les armées allemandes hors de France et de Belgique qu'au prix de sacrifices de toutes sortes devant lesquels le cœur le plus vaillant peut bien hésiter.

La guerre n'a-t-elle pas déjà démontré que des coalitions jalouses et hostiles, armées jusqu'aux dents, amèneront sûrement à l'Europe, non pas la paix et des progrès dans la civilisation, mais des

guerres sauvages et un arrêt de la civilisation ; n'a-t-elle pas déjà prouvé que l'Europe a besoin d'une union ou fédération capable de procurer et de conserver la paix par la justice ?

Il n'y a pas d'alternative, excepté encore la guerre.

PRÉFACE

DE LA DEUXIÈME ÉDITION

Cette édition ne diffère de la première que par l'adjonction de cinq nouveaux chapitres, comme suit : le chapitre xv contient un échange de lettres avec M. Salmon O. Levinson, de Chicago, sur les conditions fondamentales dans lesquelles les négociations préliminaires de la paix pourraient raisonnablement s'ouvrir. Le seizième chapitre est une lettre au *New York Times*, du 15 mai, sur la fidélité aux accords internationaux qui est le fondement de tout progrès humain. Le chapitre xvii est un discours prononcé à la conférence du lac Mohonk le 20 mai 1915, sur les espoirs de l'Europe future. Le chapitre xviii est un discours prononcé par moi au théâtre Landers dans l'Université Harvard,

le 31 mai dernier, et le chapitre xix est une lettre écrite au *New York Times* le 18 juillet sur quelques déductions tirées de onze mois de la plus grande des guerres.

Charles W. ELIOT.

CHAPITRE XV

Propositions d'après lesquelles la guerre pourrait cesser ¹.

LETTRE DE M. LEVINSON

THE VANDERBILT HOTEL

New York (21 avril 1915).

D^r Charles W. Eliot, Cambridge, Mass.

Cher Docteur Eliot,

Vous avez sans doute lu la lettre publiée de Portland par le D^r Dernburg. Il semble avoir été profondément impressionné par plusieurs des importantes propositions contenues dans votre article du *New York Times* du 12 mars.

Je suis enclin à espérer que la proposition de l'Allemagne, vue par lui, a changé dans une certaine mesure ; en réalité, les idées de nous tous ont eu à subir une modification sensible au fur et à mesure

¹ Lettres publiées dans le *New York Times* du 3 mai 1915.

que la guerre a progressé et que la fièvre des partisans des deux côtés s'est quelque peu abattue.

Là où l'Allemagne fait évidemment la plus grande erreur c'est dans son incapacité à comprendre l'opinion du monde neutre au sujet du traitement qu'elle a infligé à la Belgique. Elle semble croire que sa nécessité d'expansion territoriale justifie toute action, quelque brutale qu'elle soit. Indubitablement les besoins de l'Allemagne sont manifestes et urgents sur ce point ; elle a approximativement la même superficie que la France et environ deux fois sa population ; sa tendance à l'augmentation rapide de sa population et son énergie dans l'activité industrielle et intellectuelle semblent demander une expansion immédiate, si elle peut s'accomplir sans conquête ou sans perpétuer de mauvais précédents.

Je suis très désireux de connaître vos idées sur ce sujet, et surtout sur la base sur laquelle on pourrait arrêter ce conflit dévastateur et sauver des millions de jeunes Européens de la destruction afin que ce soit l'Ange de la Paix et non l'Ange de la Guerre qui plane au-dessus des peuples souffrants de ces malheureuses nations.

Je désire vous exprimer mon sentiment de gratitude pour les nombreuses et intéressantes lettres et conférences sur la guerre dont vous m'avez favo-

risé depuis trois mois, avec votre connaissance de l'histoire universelle, votre compréhension du jeu des forces internationales, votre sincère désir de la paix entre les pays du monde et votre façon persuasive et tranchante de dire les choses ; j'ai senti depuis des mois que vous avez le pouvoir et les moyens de suggérer la base d'un armistice immédiat et d'une paix durable qui conviendrait non seulement au monde neutre mais aux pays belligérants eux-mêmes.

Sincèrement vôtre,

S. O. LEVINSON.

RÉPONSE DU D^r ELIOT

Cambridge, Mass, 24 avril 1915.

Cher Monsieur Levinson,

Les souffrances et les pertes causées en neuf mois par cette guerre colossale ont été énormes, et la prolongation de la guerre est si sûre de produire encore de plus grands dommages et une grande misère que les gens réfléchis ne peuvent s'empêcher de penser aux conditions possibles, s'il en existe, dans lesquelles pourraient se faire un armistice ou une suspension des hostilités. Les Américains, heureusement retirés des scènes mêmes

du combat et éloignés de la tourmente qui agite les nations belligérantes d'Europe, devraient pouvoir se rendre compte plus clairement que ceux qui sont au milieu des combats ce que sont devenues actuellement les conditions possibles d'une suspension des hostilités. A votre demande, j'ai déjà essayé deux fois d'établir ces conditions. Je vais essayer encore de le faire avec l'aide de vos suggestions sur mes précédents efforts.

1° La première condition est que toute nation actuellement en guerre reconnaisse le fait qu'aucun pays du monde ne peut établir sa loi ou sa domination sur aucun autre pays, petit ou grand ; parce que la majorité des pays civilisés résistera inévitablement à la domination d'un seul pays, dans l'état actuel de l'opinion publique et de la loi internationale. Si, donc, la paix de l'Europe ou du monde doit dorénavant être inviolée, elle devra être maintenue non pas par la puissance dominante d'une seule nation, mais par un ou plusieurs groupes de pays qui, après l'expérience des neuf derniers mois, ont rejeté la guerre agressive comme moyen de régler les disputes internationales ou détendre la puissance nationale.

2° La seconde condition pour la suspension des hostilités est un accord général entre les petits Etats d'Europe pour s'assurer une plus ferme sécu-

rité pour leur paix et leur indépendance qu'actuellement, — pour assurer qu'aucune population européenne ne sera contrainte à une soumission contraire à leurs désirs, et que les aspirations nationales des peuples de l'Europe du sud-est et de l'est seront satisfaites dans une certaine mesure.

3° La guerre ayant produit des troubles et une dislocation sans précédent des industries et du commerce à travers le monde, la troisième condition d'un armistice devra être l'acceptation générale de la proposition que la liberté des mers et des canaux ou détroits reliant les mers, soit placée sous des garanties internationales.

4° La quatrième condition d'un armistice est l'acceptation de la politique de la « porte ouverte » comme étant le meilleur moyen de favoriser le commerce de tous les peuples manufacturiers.

5° La cinquième condition est l'abandon de la politique qui consiste à s'emparer soit de colonies éloignées ou de provinces adjacentes par la force et de les conserver contre le gré de leurs populations, et la reconnaissance du principe que les seuls agrandissements de territoire qui en valent la peine sont ceux amenés par le consentement et la bonne volonté et qui sont liés à l'État central par le sentiment des services et des avantages mutuels.

6° La sixième condition doit être que la Belgique

reçoive une compensation adéquate pour les pertes que l'invasion et l'occupation allemandes ont causées, réparation dont la nature, l'étendue et la valeur totale devront être déterminées par un arbitre impartial.

7° Il devrait être entendu de plus, avant d'essayer aucune suspension des hostilités, que le but principal de la conférence ou du conseil international réuni pour établir les termes de la paix sera de jeter les premières bases d'une réorganisation de l'Europe telle que les armements nationaux puissent être réduits en toute sécurité, et une paix permanente assurée par l'établissement d'un tribunal suprême international, le maintien d'une force militaire et navale internationale et le développement stable de la loi internationale.

Si l'expérience des neuf derniers mois a convaincu tous les combattants que les opinions énoncées plus haut sont justes et convenables pour l'acceptation générale, aucun des pays belligérants n'aurait aucune raison valable de prolonger la guerre et l'horrible destruction actuelle pourrait cesser. Les grandes leçons de la guerre semblent à nous, Américains détachés, avoir déjà été enseignées avec une force irrésistible.

J'ai seulement essayé de donner un aperçu des conditions fondamentales d'après lesquelles les

négociations préliminaires de la paix pourraient raisonnablement être entamées. Bien des détails resteraient à discuter par la conférence internationale finale, et la constitution de la conférence elle-même serait un des premiers détails à considérer dans la conférence préliminaire des puissances belligérantes. Il est évident aussi que, d'après les conditions générales énoncées plus haut, beaucoup d'occasions de discussion et de compromis se présenteraient, mais actuellement, il est inutile et indésirable d'envisager aucun détail.

La question à laquelle je me suis attaché est celle-ci : quelles sont les bases possibles sur lesquelles les négociations préliminaires de la paix pourraient s'ouvrir actuellement avec quelque chance d'arriver à un résultat satisfaisant ? Si vous voyez un moyen d'employer la réponse ci-dessus pour favoriser une paix durable en Europe, je vous prie d'en faire usage à votre gré, pourvu qu'elle ne soit pas publiée en mon nom. Je considère cet exposé comme le résultat de nos conversations et de nos lettres échangées depuis deux mois et le met à votre entière disposition.

Sincèrement vôtre,

Charles W. ELIOT.

CHAPITRE XVI

Le coulage de la « Lusitania »¹.

Le coulage d'un grand vaisseau marchand portant deux mille cinq cents hommes, femmes et enfants non-combattants, sans leur donner une chance d'échapper à la mort, fut une violation de conventions établies de longue date entre les pays civilisés concernant la conduite à tenir dans la guerre maritime. Les conventions préexistantes donnaient à un navire de guerre allemand le droit de détruire la « Lusitania » et son chargement, s'il était impossible de la conduire dans un port comme prise, mais non pas de noyer ses passagers et son équipage. Les conditions ou accords préexistants n'étaient, cependant, pas conclus entre les pays civilisés quand les captures sur mer étaient faites par des navires de guerre capables d'emmener une prise dans un port, ou d'enlever les passagers et l'équipage du navire capturé.

¹ Lettre publiée dans le *New Times* du 18 mai 1915.

Le gouvernement allemand allègue maintenant que les sous-marins sont aujourd'hui les seuls navires qu'il puisse employer efficacement pour attaquer le commerce britannique dans la zone de guerre entourant les îles britanniques, puisque le reste de la marine allemande ne peut tenir les mers vis-à-vis de la supériorité de la marine anglaise. L'Allemagne allègue encore que le blocus actuel des ports allemands par l'Angleterre est conduit d'une nouvelle façon — c'est-à-dire par des vaisseaux qui croisent devant la côte allemande à une plus grande distance des ports mêmes que ce n'était admis autrefois dans la pratique internationale : donc que l'Allemagne est justifiée en dirigeant son attaque contre le commerce britannique d'une façon nouvelle aussi. En somme, l'Allemagne soutient que ses nécessités militaires l'obligent à couler les navires marchands ennemis sans égard à la vie des passagers et des équipages, en dépit du fait qu'elle signa les accords internationaux stipulant qu'aucun acte de ce genre ne serait commis.

La leçon que nous donne le coulage de la *Lusitania* est donc celle-ci : l'Allemagne estime qu'il est juste de négliger les conventions internationales existantes au sujet de la guerre navale, exactement comme elle ne tint pas compte de la neutralité convenue de la Belgique sous prétexte de nécessité

militaire. Comme pour la Belgique elle avait décidé bien des années d'avance de violer le traité international de neutralité, et avait fait tous ses plans pour atteindre Paris en quelques semaines, en passant par la Belgique ; de même sur mer, elle avait décidé depuis des mois que la nécessité de nuire le plus possible au commerce et aux industries britanniques justifie son dédain absolu des règles de la guerre navale existantes, et elle a organisé le coulage des navires marchands de propos délibéré et sans égard à la vie des gens à bord.

J'ajoute que, quand l'Allemagne crut nécessaire dans sa marche rapide vers Paris, non seulement d'écraser l'armée belge, mais de terrifier la population non-combattante de la Belgique pour l'amener à soumission complète en bombardant et brûlant des villes et des villages, en dévalisant et tuant des non-combattants, en imposant de lourdes amendes et rançons, et en prenant comme otages des non-combattants pour assurer la conduite pacifique de tous les citoyens belges, elle foula aux pieds toutes les conventions établies entre les pays civilisés depuis soixante-dix ans pour adoucir les horreurs de la guerre, et justifia son action en disant que c'était une nécessité militaire car elle n'aurait pu d'aucune autre façon assurer ses communications pendant sa ruée sur Paris. Le monde

civilisé avait supposé que chaque nation ferait la guerre seulement contre les forces et ressources publiques de son adversaire ; mais en août 1914, l'Allemagne fit une guerre féroce contre les non-combattants et la propriété privée.

Le coulage de la *Lusitania* est une autre preuve que le gouvernement allemand actuel ne se soumettra à aucun contrat, traité ou accord international, si ceux-ci doivent, à un moment donné, gêner la marche de l'action militaire ou navale que le gouvernement juge nécessaire.

Cette politique et ces desseins de l'Empire allemand soulèvent la question fondamentale : comment la civilisation de la race blanche peut-elle progresser dorénavant ? Comment le vrai bien-être de cette race et le bonheur des individus qui la composent peuvent-ils être atteints par la suite ?

Depuis les révolutions en Angleterre, en Amérique et en France, il est admis que la civilisation devait progresser par des accords ou traités internationaux, par la coopération des pays civilisés dans l'amélioration graduelle de ces accords, et dans l'effet pratique croissant que leur donne les nations agissant en coopération ; mais maintenant arrive l'Empire germanique avec sa force militaire, immense en nombre et efficace au delà de tout exemple connu grâce à l'emploi intelligent dans

des buts destructifs des nouvelles puissances de la science appliquée, disant non seulement en paroles, mais par des actes terribles : « Nous ne tiendrons compte d'aucuns contrats ou accords internationaux auxquels nous pouvons avoir souscrit préalablement, si au moment même ils gênent ou contrarient l'emploi le plus avantageux de notre force militaire et navale ». Si cette doctrine doit prévaloir actuellement en Europe, les bases de la civilisation et de tout commerce amical et bienfaisant à travers le monde seront détruites.

Le coulage de la *Lusitania*, par conséquent, éclaire parfaitement la nature du problème avec lequel les trois Alliés sont aux prises en Europe. Ils résistent avec toutes les armes de la guerre contre une nation qui déclare que ses promesses ne seront tenues que jusqu'au jour où, dans son propre jugement, elle se trouve dans la nécessité de les rompre.

Les pays neutres contemplant ce gigantesque conflit entre les nations de bonne foi et celles sans foi avec une anxiété et un chagrin intenses, mais ne doutent plus du résultat. Le coulage de la *Lusitania* a enlevé tout doute ; parce que c'était là un acte fait de propos délibéré à la face du monde, et un acte d'une nature impossible à obscurcir ou à confondre par des témoignages contradictoires ou

des questions sur une exagération possible des outrages ou la responsabilité officielle à leur sujet. Le coulage de la *Lusitania* fut un acte qui outragea non seulement les conventions existant dans le monde civilisé au sujet de la guerre navale, mais aussi le sens moral de la société civilisée actuelle.

Les pays neutres et quelques-unes des nations belligérantes éprouvent une autre objection très forte contre la façon allemande de conduire la guerre sur terre et sur mer ; c'est qu'elle brutalise le soldat et le marin à un degré inconnu jusqu'ici. Les soldats anglais, français et russes d'une part peuvent lutter contre les soldats allemands, autrichiens et tures de l'autre avec la plus grande férocité dans des tranchées ou en terrain découvert, employer de nouveaux ou de vieux engins de destruction, et se tuer et se blesser entre eux avec une ardeur égale sans cependant être brutalisés ou dégradés dans leur nature morale, s'ils combattent par amour pour leur pays ou avec une fidélité désintéressée à un idéal spirituel ; mais ni les soldats ni les marins ne peuvent attaquer des non-combattants sans défense, détruire systématiquement des villes et des villages, mettre à mort des hommes, femmes et enfants capturés, sans déchoir dans leur nature morale plus bas que la brute. D'avoir obéi aux ordres ne sauvera pas de

la ruine morale le soldat ou le marin qui commet de tels actes. Il aurait dû refuser d'obéir à de tels ordres et en supporter les conséquences. Ceci est vrai, même des particuliers, mais plus encore des officiers. La race blanche a souvent été fière de la façon dont ses soldats et marins se sont battus pour bien des causes — bonnes mauvaises ou indifférentes — parce qu'ils ont combattu bravement, supporté la défaite résolument et se sont montrés humains après la victoire. La méthode allemande de conduire la guerre omet l'esprit chevaleresque, la pitié et l'humanité, et par là même dégrade la nation allemande et tout autre pays qui sympathise avec elle ou soutient ses méthodes. Ce n'est pas une réponse à l'objection du monde, au coulage de la *Lusitania* de dire que la Grande-Bretagne emploie sa marine à couper les ravitaillements de l'Allemagne en vivres et en matières premières nécessaires à ses industries, car c'est là une méthode de guerre reconnue et efficace ; tandis que le coulage d'un navire de guerre occasionnel avec ses passagers et son équipage est une méthode de guerre qui n'est en usage nulle part, et presque partout condamnée ; si la guerre, avec ses stratagèmes, ses embuscades et ses mensonges inévitables doit continuer d'être l'arbitre dans les disputes internationales, il est certainement désirable

qu'une magnanimité dans la guerre telle que les conventions du siècle dernier avaient rendue possible, ne devrait pas être perdue, à cause de la conduite de l'Allemagne dans la convulsion européenne actuelle. Il est aussi désirable de réaffirmer avec toute l'énergie possible que la fidélité aux accords internationaux est la base de tout progrès humain.

En admettant que le peuple des États-Unis ait compris la leçon de la *Lusitania*, en tant que compréhension des objectifs en jeu dans cette guerre gigantesque, peut-il aussi en tirer une direction en ce qui concerne sa propre relation avec cette lutte grandiose? Pas encore, apparemment. Avec une unanimité pratique, le peuple américain désirera dorénavant de tout cœur le succès des Alliés et la défaite décisive de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie. Avec une unanimité pratique, il supportera n'importe quelle action à laquelle l'administration de Washington se décidera dans le plus bref délai. Mais jusqu'ici, il ne sait pas s'il peut le mieux amener la défaite de la Triple-Alliance de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie en restant neutre ou en prenant une part active dans le conflit. A moins qu'un démembrement de l'Autriche-Hongrie soit amené par l'entrée en guerre

aux côtés des Alliés de l'Italie, de la Roumanie ou de quelque autre état balkanique, il semble qu'aucun des partis ne voudra reconnaître sa défaite à moins d'être épuisé ou amené à un effondrement moral soudain. L'épuisement en guerre peut le mieux être évité en maintenant en activité les industries domestiques et la production générale de la nation en guerre, et celles des pays neutres qui sont en situation de la nourrir et de fabriquer les munitions, l'habillement et les autres fournitures que la guerre exige. Tout en restant strictement neutres, les Américains du Nord et du Sud peuvent être de grande utilité aux Alliés. Il est certain que, comme neutres, les États-Unis seront obligés de donner quelque peu d'aide à l'Allemagne et à ses Alliés, comme par exemple d'abriter dans leurs ports la flotte commerciale allemande internée; mais cette aide sera relativement insignifiante. Les services que les républiques américaines peuvent rendre ainsi à la cause de la liberté et de la civilisation sont probablement plus considérables qu'aucun autre qu'ils pourraient rendre en contribuant directement aux forces militaires ou navales. En se maintenant à l'abri des exigences de la guerre, les républiques seront mieux à même de fournir les vivres, l'habillement, les munitions et l'argent aux Alliés

tant pendant la guerre qu'après la conclusion de la paix.

Somme toute, la chose la plus sage à faire pour les nations neutres qui sont éloignées des théâtres de la guerre, et n'ont aucun avantage territorial à retirer de la prochaine paix, est probablement de défendre vigoureusement et avec la plus grande sincérité et la plus grande franchise tous les droits des neutres existants. En agissant ainsi dans le cas actuel, ces pays encourageront la droiture nationale et empêcheront la dépravation nationale, la domination future d'un seul grand pays dans aucune partie du monde, et aideront la cause de la civilisation en fortifiant la juste liberté et l'indépendance de bien des pays — grands et petits — qui peuvent raisonnablement espérer, si la terreur prussienne peut être abolie, vivre en coopération pacifique pour le bien commun.

CHAPITRE XVII

Les espoirs pour l'avenir de l'Europe ¹.

Monsieur le Président, Monsieur Smiley,
Mesdames, Messieurs,

Je vais vous parler — témérairement — à la demande du Comité exécutif, et je dois invoquer votre indulgence, car je n'ai eu qu'une demi-heure depuis que j'ai reçu cette invitation, pendant laquelle j'ai pu réfléchir à ce dont je vais parler. Je sens fortement la responsabilité de parler sans une préparation adéquate sur ce sujet des plus solennels et presque inabordable : la paix du monde.

Je suis venu à la Conférence cette année parce que, ayant pensé et écrit beaucoup sur ce sujet depuis le mois d'août dernier, je pensais que je pourrais trouver, chez les étudiants et hommes d'affaires qui devaient parler ici, quelques nou-

¹ Discours prononcé à la Conférence du Lac Mohonk le 20 mai 1915.

veaux motifs d'espoir pour le progrès de la civilisation. Comme tous les hommes et femmes qui ont de temps en temps suivi cette conférence, j'ai ressenti depuis le mois d'août dernier un choc violent qui a ébranlé mes plus chers espoirs et mes attentes les plus confiantes au sujet de la paix et des progrès de la race blanche. Vous avez sans doute tous éprouvé la même chose; et maintenant dans les conditions si intensément défavorables où nous nous trouvons, nous voudrions beaucoup, si nous le pouvons, nous encourager l'un l'autre à nous attacher à certains des espoirs, du moins, que nous avons entretenus depuis plus de vingt ans.

Je n'ai pas été entièrement désappointé dans ce que j'ai entendu ici. J'ai reçu, des orateurs qui ont parlé ici, quelques nouvelles inspirations et de nouveaux encouragements dont je suis très reconnaissant. Cette assemblée entière est pleine de gratitude pour les hommes qui nous ont montré quelque voie encourageante d'action future.

J'ai inscrit tout à l'heure une liste de six choses encourageantes dont il a été question ici. La première est le développement de la loi internationale. Mais pas la loi dans le sens ordinaire de ce mot. Ce que nous appelons loi internationale est simplement une série d'accords ou de conventions faits

dans le cours des siècles par et parmi les différentes nations d'Europe et d'Amérique. Cet ensemble d'accords a eu une croissance lente, mais pleine d'espairs et de promesses. Il a en réalité peu de rapport avec ce que nous appelons habituellement la loi et en particulier il ne comporte aucune sanction, et ne l'a jamais fait. Donc, le développement de la loi internationale que nous souhaitons est quelque chose de différent, quelque chose de meilleur et de plus fort, que tout ce que le monde a connu jusqu'ici sous ce nom; et nous pouvons raisonnablement espérer qu'un tel développement est possible. Ceci est une chance ou un espoir pour l'avenir. Le second est ce sentiment de l'obligation internationale dont M. Marburg a si bien parlé devant cette conférence, — le développement du sentiment d'obligation nationale à travers le monde civilisé. Vous remarquerez que ces deux espoirs reposent sur l'adoption de nouveaux accords entre ou parmi les nations. Un autre travail qui nous a tous intéressés est celui qui présentait la possibilité d'une coopération effective entre les pays, et en particulier parmi les pays de l'hémisphère américain. Cette possibilité offre encore un nouvel espoir, non pas seulement pour le pays, mais pour les industries nationales des pays qui coopéreraient. Mais encore la coopération entre

nations dépend absolument de la possibilité de conclure des accords internationaux qui soient obligatoirement liants dans la pratique.

Le quatrième point sur ma liste est la fédération ou ligue basée sur des intérêts communs et des lois communes. Nous avons entendu parler de ceci avec satisfaction et avec l'anticipation de bons résultats — une fédération ou une ligue entre les nations d'Europe. Mais encore la possibilité d'établir un tel monument dans un avenir prochain dépend de la possibilité de faire entre les nations un accord qui les lie. Le cinquième point est la ligue de la paix. Avec quel plaisir nous avons écouté le discours sur ce sujet, la possibilité de créer une ligue de la paix — étendue ou partielle — de façon à ce qu'elle soit une forte union des nations liguées ensemble pour maintenir la paix et empêcher la guerre. Sixièmement, dans le travail du professeur Clark nous entendîmes développer, avec une grande persuasion, un argument pour une ligue de paix basée sur les alliances existantes. Ceci semblait plus possible qu'aucune autre ligue dont nous ayons entendu parler; une ligue pour la paix qui pourrait sortir de l'alliance actuelle entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et le Japon. Tels sont les six points de ma liste : ils ne sont pas pareils, mais se ressemblent

cependant, et dépendent tous de la possibilité de faire entre les nations, nombreuses ou rares, — mais dans ce cas, très fortes, — une ligue, un accord international, ou une fédération qui soit durable et efficace.

Cet examen m'amène devant le fait le plus décourageant de ces terribles dix mois, le fait que nous devons envisager et regarder en face résolument, à savoir qu'il y a au moins un pays puissant en Europe aujourd'hui qui dit, et cela en actions autant qu'en paroles : « Nous ne considérons aucun accord antérieur comme nous liant en face d'une nécessité militaire ou navale immédiate ». Là, Messieurs et Mesdames, est le fait le plus effrayant qu'il a été donné au monde de voir dans les derniers dix mois. Vous comprenez instantanément qu'aucune des six propositions auxquelles j'ai fait allusion n'est valable pour les desseins de l'humanité, à moins qu'un accord entre nations puisse être fait et maintenu sans égard aux changements de circonstances, jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit fait par les mêmes parties suivant les nouvelles conditions. Cette doctrine qui dit que de nouvelles conditions abrogent les traités et les contrats est le nouveau grand danger auquel le monde civilisé est maintenant exposé. Comment pouvons-nous l'affronter? Comment pouvons-nous

le vaincre? Seulement par un procédé d'éducation par la souffrance, par l'expérience parfois dure des conséquences de la violation de la sainteté d'un contrat, du mépris du sentiment de l'obligation internationale, du dédain de la vérité et de la bonne foi. Combien de temps peut prendre ce procédé d'éducation ou d'entraînement? Des années, des décades, des générations, — avant que le sentiment de l'obligation internationale et celui de la sainteté des contrats soient universels dans le monde civilisé. Est-ce là un exposé trop décourageant? Devons-nous supporter l'état actuel de l'Europe jusqu'à ce que tous ses pays arrivent à comprendre qu'il ne peut y avoir de sécurité ou de paix à moins qu'elles ne reposent solidement sur un sens général de la vérité, de l'obligation, de la sainteté d'un accord?

Le sujet traité ce soir a été les armements; quoique le Comité ait été forcé de modifier un peu son programme. Je trouve dans la question des armements et des moyens de réduire les armements, un autre motif d'espoir pour l'avenir et pour l'avenir immédiat, quand cette guerre sera terminée. Cette terrible catastrophe n'a-t-elle pas appris à toutes les nations européennes que la méthode des armements intensifs suivis inévitablement d'une guerre gigantesque n'est pas applicable à la race blanche

comme moyen de régler les disputes internationales? N'est-il pas admissible que la guerre puisse enseigner tout ceci par tant de souffrances, par cette affreuse destruction, non seulement de propriété, mais de vie? Ne pouvons-nous pas espérer que se répandra à travers l'Europe la conviction que la guerre, telle qu'elle se fait maintenant avec les moyens de destruction modernes, n'est pas un moyen acceptable de régler les disputes internationales?

Imaginez que cette conviction puisse prévaloir parmi les hommes réfléchis, le fait que les armées sont des armées de conscription, mettant en ligne tous les hommes valides d'âge convenable, aidera à répandre cette conviction; parce que si la guerre dure encore un an sur l'échelle actuelle et avec le taux actuel de destruction, chaque famille européenne comprendra les conséquences du système qui consiste à recourir à la guerre comme arbitrage dans les disputes internationales.

Supposez que cette conviction soit généralement acceptée; y a-t-il des moyens en vue pour réduire les armements de toute l'Europe? Des moyens de persuader aux différents peuples qu'ils peuvent être à l'abri avec des armements réduits? Voilà la vraie question. Actuellement, aucun pays d'Europe ne se sentirait à l'abri, s'il réduisait ses armements.

Pas un, ni les plus grands, ni, bien entendu, les plus petits; et les armements ne peuvent être réduits que si les nations se sentent à l'abri de l'invasion après cette réduction.

Je me rappelle avoir indiqué dans cette même salle, il y a quelques années, au cours d'une discussion très vive, qu'il y avait deux craintes dans le monde qui devaient être écartées, ou deux frayeurs dont les nations devaient être débarrassées, avant qu'une paix durable puisse s'établir; l'une était la crainte de l'invasion; l'autre celle de se voir supprimer les ravitaillements en vivres et en matières premières pour les industries nationales. Ceci est encore vrai aujourd'hui; et, autant qu'on peut le voir, ce sera toujours vrai. Aucun pays ne risquera l'invasion soudaine comme elle l'est de nos jours, — avec à peine un jour d'avertissement, — à moins qu'il ne voie quelque part auprès de lui des moyens d'assurer sa sécurité. Comment cette sécurité contre l'invasion peut-elle être obtenue pour la plupart, au moins, des nations européennes? Il n'y a qu'un moyen: par la création d'un conseil législatif et exécutif, ou d'un autre corps politique, soutenu par une force internationale.

Nous avons entendu à cette conférence et à beaucoup de conférences précédentes, que la force

de l'opinion publique empêchera l'invasion d'une nation faible par une autre plus forte, que la cessation des rapports commerciaux peut être employée comme une arme pour empêcher l'agression de la part d'un pays puissant envers un pays plus faible ; mais il n'y a pas un seul pays en Europe aujourd'hui qui se fierait à l'une ou l'autre de ces méthodes de protection. Et ne serait-il pas réellement insensé de se fier à l'une ou l'autre de ces méthodes, en voyant ce qui s'est passé depuis dix mois. Dans les années passées, j'ai entendu souvent demander ici la réduction immédiate des armements par les nations européennes sans aucune sécurité contre l'invasion. Où seraient de nos jours les nations les plus libres de l'Europe si l'un de ces projets était admis par elles ? Où en seraient-elles ? Dominées par les nations moins libres.

Je considère donc la réduction des armements : premièrement comme nécessaire pour empêcher la continuation des armements intensifs et par conséquent nécessaire pour empêcher la guerre ; mais deuxièmement, je crois que le seul moyen d'arriver à cette réduction est de créer une force internationale assez forte pour prévenir toute agression de la part des plus fortes des nations individuelles. Mais les nations ne peuvent guère changer leurs habitudes, — habitudes qui se sont confirmées de

génération en génération — soudainement, ou en un an, ou d'après les exhortations des philanthropes, ou des amis de la race humaine. Elles ont besoin de temps pour de telles transitions. Voyons-nous aucun moyen de changer graduellement les habitudes martiales des nations européennes? Il y a un pays d'Europe qui a marché dans cette voie; c'est un petit pays, la république modèle du monde. C'est un petit pays qui est divisé en provinces ou cantons, comme nous le sommes en états, et parmi ces cantons, on parle quatre langues différentes, et deux formes différentes de Christianisme sont ardemment pratiquées. La Suisse a montré le moyen de maintenir une force nationale importante sans avoir une armée permanente et, donc, sans créer une classe militaire. Ce système suisse donne un mode de transition entre les camps armés actuels et les forces nationales utiles à la défense mais faibles pour l'agression.

Ici, nous pouvons découvrir un espoir pour l'avenir de l'Europe et un espoir proche; parce qu'il est admissible, comme l'a expliqué si clairement aujourd'hui le professeur Clark, qu'une forte ligue de nations ayant les mêmes conceptions et chez lesquelles existe déjà un haut degré de liberté publique, de nations capables de s'unir dans une ligue durable pour la suppression de la guerre, et

capables de se tenir réunies et de ne pas faillir aux accords sacrés, — qu'une telle ligue devrait être le résultat de l'atroce convulsion actuelle.

Dans toute la réunion de ces deux derniers jours, je n'ai pas découvert d'autres espoirs que ceux que je viens d'énumérer. Est-ce là une raison de renoncer à l'effort pour amener la paix? Au contraire, il semble que nous devons tous nous mettre d'accord pour continuer de prêcher ardemment la cessation de toute guerre, mais que nous devrions le faire par les méthodes pratiques que j'ai tenté d'exprimer.

CHAPITRE XVIII

Les effets moraux de la guerre ¹.

Nous nous trouvons ici aujourd'hui, suivant un usage patriotique vieux de vingt ans, pour penser aux qualités et aux actions des jeunes gens qui prirent part à la guerre civile de 1861-65 et en faire l'éloge ; cette guerre établit deux points : — d'abord que la Constitution des Etats-Unis était un contrat sacré qui liait tous les Etats de l'Union à moins d'être modifié par de nouveaux accords entre les différents Etats ; et deuxièmement, que l'ancien système industriel appelé esclavage ne devait plus continuer d'exister dans aucune partie de la République. Ces deux résultats étaient d'une si grande importance pour les Etats-Unis au point de vue des avantages directs et permanents, et ils l'étaient aussi pour l'univers en tant que leçons ou exemples, que par consentement commun ils

¹ Discours prononcé pour le « Memorial Day » au théâtre Sanders, Université Harvard, le 31 mai 1915.

valaient leur prix en sang et en argent. Il y avait en ces jours-là des penseurs qui désiraient ardemment ces résultats et croyaient que l'on aurait pu les obtenir sans guerre, si le peuple américain et ses chefs avaient seulement été plus raisonnables et plus humains. Quoi qu'il en soit, la guerre civile atteignit à ces deux résultats bienfaisants, et l'histoire les a portés au crédit de la guerre en général.

Dans l'esprit des historiens et même du monde civilisé, il y a eu des guerres justes et d'autres injustes. Certaines guerres justes n'ont amené aucun bénéfice à l'humanité ; et certaines guerres injustes ont au contraire donné d'indiscutables résultats. Pendant la durée d'une guerre aucun mortel ne peut dire s'il en résultera du bien ou du mal pour la race humaine ; il faut attendre la fin et supputer approximativement les pertes matérielles et les gains et profits spirituels. La génération qui combat dans une grande guerre peut rarement estimer exactement les résultats spirituels d'après l'échelle sociale, ou l'échelle plus vaste de la race humaine ; mais elle peut estimer exactement les effets de la lutte sur le soldat ou le marin individuellement sur sa personne morale, et sur sa capacité de sacrifice, de courage personnel et d'endurance. Au sujet des bons effets fréquents de la

guerre sur le soldat ou le marin, la génération américaine qui combattit dans la guerre civile n'a aucun doute, et n'en a jamais eu.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour nous rappeler avec amour et vénération les beaux caractères et les belles actions des braves et généreux soldats de notre guerre civile des deux côtés. Oui, des deux côtés. Les hommes qui combattent avec ardeur même dans une cause que leurs adversaires tiennent pour injuste, et agissent humainement après la victoire ou la défaite, ces hommes gagnent le respect de leurs adversaires et peuvent facilement devenir, après la paix, de bons amis et voisins. Ceci arriva après la guerre civile sur une échelle immense. Ce sont les actes de barbarie avant ou après le combat et en arrière du front qui aigrissent à la fois combattants et non-combattants, et font naître des haines nationales tenaces.

Vous, vétérans survivants des armées du Nord, savez parfaitement que le soldat qui part en guerre parce qu'il aime son pays, ou son foyer, ou la liberté privée, ou la justice publique, n'est pas nécessairement brutalisé ou dégradé par la lutte loyale, même si elle est féroce et prolongée. Des hommes braves et doux peuvent s'affronter dans des batailles successives, s'entre-tuer ou blesser de toutes leurs forces, et cependant rester doux et

justes autant que braves. Les hommes des armées licenciées qui avaient pris part à la guerre civile retournèrent volontiers et tranquillement à la vie paisible, et les soldats furent en général de meilleurs citoyens et des hommes plus utiles pour les temps de paix qu'ils ne l'étaient en partant se battre.

L'effet de la guerre sur le soldat dépend du motif qui l'a poussé à devenir soldat. S'il est poussé par un motif d'amour, de gratitude ou de dévouement, il est moralement en sûreté en prenant part à la lutte, quelque féroce qu'elle soit, et il en sort souvent plus fort et plus à même de se rendre utile. Si, au contraire, il est poussé vers la terrible tâche du soldat par la peur de ses chefs et officiers ou comme résultante d'une habitude d'obéissance et de soumission à laquelle il est fait depuis l'enfance, il peut témoigner dans la lutte de qualités de sacrifice, de patience et de résignation, mais il ne peut espérer acquérir de nouvelles forces dirigeantes ou une nouvelle énergie personnelle. Si le soldat partant en guerre était déjà un homme égoïste, cruel et grossier, la lutte le rendra probablement de plus en plus brutal.

C'est en vain que ceux qui soutiennent sans discernement la cause de la paix nient que la guerre soit capable de rendre les hommes bons et

serviables plus effectivement bons et serviables. Les dizaines de milliers de jeunes gens tués dans la guerre civile, et les centaines de milliers de survivants de ce terrible conflit de quatre ans témoignent de la vérité de ce que je viens d'exposer ; et nous sommes réunis aujourd'hui ici pour penser encore à ces jeunes gens, et pour porter notre témoignage à ce bien puissant qui peut sortir, comme cela s'est déjà présenté souvent, des hideuses brutalités de la guerre. Ceci est la merveille des merveilles — qu'une belle âme humaine puisse extraire du carnage et du naufrage de la guerre une plus haute vertu et une plus grande puissance spirituelle.

Tandis, cependant, que la guerre est capable de développer de nobles traits chez les êtres humains, elle est aussi capable de développer chez les soldats et les marins et leurs chefs des traits qu'il serait injuste envers les animaux de qualifier de brutaux. Quand des non-combattants — hommes, femmes et enfants — sont fusillés, noyés ou tués par le manque de nourriture ou l'exposition au froid, quand des femmes sont violentées, quand le vol sur une grande échelle est pratiqué par des troupes victorieuses, quand des collectivités sans défense sont écrasées par des amendes et des réquisitions, — quand, pour gagner un avantage

militaire immédiat, des contrats internationaux solennels faits en temps de paix sont méprisés, quand des non-combattants sont employés comme boucliers pour des troupes avançant pour attaquer, quand la Croix-Rouge et le drapeau blanc, — ces précieux symboles de l'humanité en temps de guerre, sont traîtreusement employés, quand des vaisseaux de commerce sont coulés sans égard à la sécurité des passagers et de l'équipage, — les chefs ou officiers qui organisent, commandent ou permettent de tels actes, ou commettent de tels crimes sans ordres, sont inévitablement démoralisés et brutalisés. Ces choquantes immoralités produisent leur pire résultat quand elles sont laborieusement préparées et codifiées dans des manuels pour officiers traitant des sévérités justifiables en temps de guerre. Même une guerre entreprise dans un but moral — tel que l'indépendance nationale ou la résistance à un gouvernement étranger oppresseur — devient une chose dégradante et abominable si elle est conduite dans l'esprit et avec les méthodes de bandits de grands chemins et de pirates. Toutes ces méthodes atroces sont des violations flagrantes de la moralité internationale formulée et acceptée dans de nombreux traités et conventions depuis les guerres napoléoniennes, comme par exemple le Congrès de Vienne de 1815,

le Congrès de Paris de 1856, la Convention de la Croix-Rouge de 1864, la Conférence de Bruxelles de 1874 et les deux Conventions de la Haye de 1899 et 1907; mais malheureusement il n'existe aucune force internationale autorisée et compétente qui puisse forcer l'observance des lois et règlements internationaux admis et reconnus, c'est dans la création d'une nouvelle organisation internationale capable de mettre derrière la loi les mêmes sanctions effectives qui soutiennent la loi municipale, que réside le seul espoir que cette affreuse guerre puisse être la dernière entre les nations civilisées. Mais ceci est un espoir réel. C'est l'absence de sanction qui a fait que la loi internationale est, quoique moralement admirable, inefficace au moment décisif.

Avant que l'historien ou le philosophe politique puisse estimer l'effet moral d'une guerre quelconque sur le peuple qui y a pris part, il doit savoir comment cette guerre a été conduite. Les mauvais effets sur un peuple qui adopte des pratiques cruelles et barbares dans la guerre peuvent ne pas se voir pendant plusieurs générations; mais ils se feront jour sûrement à un moment donné. La guerre de la révolution grecque pendant le premier quart du XIX^e siècle fut une des plus féroces de l'histoire — ce fut peut-être inévitable puisque

c'était un soulèvement contre les Turcs. Pendant la seconde guerre balkanique qui eut lieu pendant le premier quart du xx^e siècle, cette férocité réapparut sous des formes horribles, non pas par et contre les Turcs, mais parmi les voisins balkaniques.

Quand la guerre moderne dans sa pire forme est comparée avec la guerre ancienne dans sa meilleure forme on voit nettement que certains progrès moraux ont été accomplis dans le cours des siècles. La boucherie en grand d'un peuple conquis, la mise en esclavage de tous ceux épargnés — hommes, femmes et enfants, — et l'appropriation non seulement de nouveaux territoires, mais de tous les biens et meubles des gens à qui ce territoire appartenait, ont cessé d'être des moyens de guerre légitimes et usuels ; mais la guerre pour la conquête et le butin n'a en aucune façon cessé d'exister dans le monde. L'annexion de territoire par la force et le maintien par la force d'un peuple conquis dans un état de soumission contre nature persistent encore. Avant que nous puissions décider si une guerre quelconque est justifiable ou non, nous devons savoir pour quel motif elle est engagée et dans quels buts. Même une guerre engagée dans un but injuste peut ne pas être moralement nuisible au simple soldat qui ne connaît

pas les vrais motifs de ses chefs, et dont les sentiments patriotiques peuvent avoir été adroitement éveillés par ses maîtres ; mais une guerre injuste est fatalement dégradante pour les chefs et hommes d'État qui l'organisent et la font éclater.

Tandis qu'une grande guerre se poursuit, le cœur et l'esprit d'une nation belligérante peuvent être entraînés par les passions du moment dans un désastre moral et un effondrement momentané ou être la proie de puissances et d'obsessions funestes, de sorte que le pays s'abandonne à la haine, à la colère et au désir de vengeance ; mais le XIX^e siècle a donné bien des exemples de l'extinction des haines nationales, et même de la transformation d'inimitiés en amitiés cordiales. On ne doit pas s'imaginer que toutes les erreurs de jugements et les antipathies que la guerre fait naître dureront indéfiniment. Les changements rapides des alliances nationales européennes pour la paix ou la guerre prouvent que les nations, comme les individus, s'assagissent et laissent leurs sentiments changer selon les changements de circonstances. Les effets de la victoire sur le cœur et l'esprit d'un pays peuvent facilement être pires que ceux de la défaite, particulièrement si la victoire est écrasante, et accompagnée de gains pécuniaires. En dépit de la barbarie essentielle de la guerre, une

nation comme un individu peut être par elle arrachée à l'égoïsme, la frivolité et le laisser-aller et pénétrée de l'esprit de sacrifice, d'endurance et de consécration solennelle. Ceci peut être une des raisons pour lesquelles la race blanche a fait de grands progrès dans la civilisation dans les cent cinquante dernières années en dépit des guerres fréquentes.

Est-il possible de discerner de nos jours entre les guerres justes et injustes, justifiables ou non ? Il y a des gens excellents et aimables et d'autres fanatiques et désagréables, qui crient quand on parle d'une guerre justifiable disant qu'il n'existe rien de pareil, que toute guerre est maintenant et à jamais abominable, ruineuse et maudite. Est-ce que les faits même concernant le progrès humain depuis deux mille ans démontrent la vérité de cette doctrine ? Est-ce que l'état actuel de l'Europe permet aux hommes et aux femmes de bon sens de croire que les hommes d'ambition perverse et violente, qui ont toujours existé et existent encore, doivent être libres de faire subir leur volonté à leurs contemporains ?

A une telle pensée toute la grandeur et le courage de la nature humaine se révoltent. Nous qui croyons en la liberté pour tous les hommes, en la justice publique qui assure à l'individu sa propre

poursuite du bonheur, sans autre restriction que le droit qu'a tout autre homme de rechercher aussi son bonheur — et dans la justice égale entre les hommes faibles ou forts, et entre les états grands ou petits — nous croyons que nous pouvons définir les guerres justifiables, comme étant des guerres d'indépendance, des guerres faites pour la liberté des masses du peuple et des guerres de défense contre les agresseurs. De nos jours où beaucoup de nations puissantes vivent par la fabrication plus que par l'agriculture, le terme « guerre de défense » a une signification plus large. Un tel pays est toujours, ou du moins fréquemment, obligé d'importer une grande proportion de ses vivres annuels; et les industries usinières dont il vit doivent pouvoir obtenir librement du dehors leurs matières premières, et aussi exporter leurs différents produits. Privé de cette liberté d'importation et d'exportation, un tel pays ne peut prospérer; et toute guerre qu'il fait pour conserver cette liberté quand elle est menacée, est justement appelée une « guerre de défense ».

Nous n'éprouvons aucune difficulté à définir comme guerres injustifiables les guerres de conquête ou d'agression, et les guerres faites en vue d'avantages matériels — tels que l'extension du négoce national ou la saisie de nouveaux territoires

comme débouchés pour un surplus de population ; des guerres agressives au siècle présent faites à l'imitation de certaines guerres injustes et profitables aux agresseurs des siècles précédents, sans égard au développement de l'éthique dans l'intervalle, sont nettement injustifiables. La prolongation d'une guerre par les chefs d'État ou commandants d'une des parties, après qu'il a été démontré que les buts que se proposait cette partie en déclarant la guerre, sont impossibles à atteindre ou seraient futiles si on les atteignait, cette prolongation est toujours au plus haut degré injustifiable, parce que la nouvelle dépense de sang et de richesse est gaspillée.

De plus, il y a chez les esprits généreux un criterium pour les guerres justifiables qui n'est pas exact et est cependant souvent digne de confiance. Le jugement humain penche toujours vers le parti le plus faible et sent toujours que les forts n'ont pas le droit de fondre sur les faibles — en particulier dans un but égoïste. Finalement, la race blanche au xx^e siècle a décidé que pas une seule nation n'a le droit de dominer ou gouverner une autre nation par la puissance terrienne ou maritime et que la résistance à une telle domination par la force des armes est non seulement justifiable, mais avantageuse.

Nous commémorons aujourd'hui les acteurs du drame sanglant d'il y a cinquante ans, qui empêcha la dislocation de l'union américaine, et maintint pour l'avenir une république libre et expérimentée fortement enracinée dans un terrain vaste et riche. Nous faisons ceci au milieu d'une guerre européenne de proportions inconnues jusqu'ici et accompagnée de gaspillages et d'horreurs sans exemple, guerre qui va décider si c'est une forme de gouvernement despotique militaire ou une forme constitutionnelle qui prévaudra en Europe et si les nations d'Europe devront continuer de se tenir prêtes à la guerre subite sous peine de domination étrangère, ou si elles pourront, par une combinaison entre elles, analogue à l'Union américaine, assurer un certain degré de cette immunité relative contre la guerre et les préparatifs de guerre dont les États-Unis jouissent depuis 1865. Si les puissances qui représentent la liberté publique et le développement pacifique prévalent finalement dans cette lutte titanesque, leur victoire sera due en partie à l'influence des États-Unis qui sont un exemple convaincant de la sage application du principe fédéral. Alors nous pourrons dire aux jeunes héros de notre guerre civile : « Vos sacrifices ont été profitables non seulement à vos compatriotes, mais à la race humaine ; vous avez fait

plus que vous ne pensiez, par vos efforts et vos souffrances, le gouvernement du peuple pour le peuple et par le peuple s'est conservé sur une vaste sphère du continent américain, et maintenant par des sacrifices semblables de la part des nations européennes qui apprécient le plus la liberté, cette forme de gouvernement va se développer et être en sécurité en Europe.

CHAPITRE XIX

Quelques conclusions tirées des onze mois de la plus terrible des guerres ¹.

Les conclusions de première importance sont militaires et navales. Dans la conduite de la guerre sur terre il a été démontré dans les onze derniers mois que le succès de la bataille dépend principalement de la possession et de l'emploi habile de l'artillerie et des mitrailleuses. Le pays qui dispose de la plus grande quantité d'artillerie d'une grande variété de calibre et de portée, qui a développé les moyens les plus amples et les plus rapides pour transporter l'artillerie et les munitions de toutes sortes, et dont les troupes peuvent employer des mortiers, howitzers et canons à la plus grande vitesse et avec la plus grande précision, aura d'importants avantages sur un ennemi moins bien outillé ou moins habile. Avant chaque assaut d'infanterie, l'artillerie doit balayer et labourer la posi-

¹ Lettre au *New York Times* le 18 juillet 1915.

tion à capturer, et aussitôt que l'ennemi a perdu une tranchée ou une redoute, l'artillerie ennemie essaiera de détruire les troupes victorieuses par des obus et des shrapnells, avant que l'infanterie ennemie ne fasse une contre-attaque. Quand les troupes doivent parcourir un terrain découvert avant d'atteindre les retranchements de l'ennemi, elles subissent un feu foudroyant de mitrailleuses, feu si efficace que les assauts en terrain découvert doivent généralement être entrepris la nuit ou par brouillard ou par une surprise de quelque sorte.

En général la défensive a de grands avantages sur l'attaque, au point de vue des sacrifices d'hommes et de munitions. Cet avantage est si décisif que l'Allemagne peut écarter toute appréhension au sujet de l'invasion par les hordes russes, appréhension qui fut soi-disant la cause de cette guerre. Le succès des mouvements militaires de grande envergure dépend des moyens de transport que l'on a sous la main, et ces moyens de transport doivent comprendre les chemins de fer, automobiles, chariots à chevaux — la fonction de l'automobile étant de grande importance partout où les routes sont assez bonnes.

Il y a peu d'emploi pour la cavalerie dans la guerre moderne ; car les aéroplanes peuvent faire de meilleures reconnaissances et des raids plus

lointains que ne le pourrait la cavalerie, et les grands corps d'infanterie avec leurs immenses ravitaillements peuvent être déplacés plus vite et plus loin par automobiles que ne pourrait l'être la cavalerie. L'aéroplane annihile aussi l'ancien emploi de la cavalerie comme rideau pour masquer à l'ennemi les mouvements des troupes et de leurs convois en arrière des fronts. De plus la cavalerie ne peut pas résister à la nouvelle artillerie et à la mitrailleuse. Une charge de cavalerie à l'ancienne mode est inutile, et même impossible. La guerre aérienne n'a pas encore atteint son plein développement, mais la guerre a prouvé que l'aéroplane, même avec ses imperfections actuelles, est un instrument utile. Le Zeppelin, d'autre part, semble être trop fragile et trop difficile à manœuvrer pour être efficace en temps de guerre. Le feu du fusil est de bien moins d'importance que celui de l'artillerie et de la mitrailleuse ; et, même l'abandon du fusil comme principale arme pour l'infanterie est à envisager.

Des forts puissants faits de fer et de béton sont de peu d'utilité contre un envahisseur adroit, et les fortifications autour des villes ne servent aucunement de protection contre un ennemi qui possède une artillerie adéquate. Pour la défense d'une frontière, ou des approches d'un embranchement de

chemin de fer — ou d'une cité — un système de tranchées est inappréciablement supérieur aux forts, en particulier si derrière les tranchées il existe un réseau de voies ferrées ou de bonnes routes.

Des blessures sont souvent infligées par des morceaux de métal déchiqueté qui entraînent avec eux des parcelles de vêtements sales et de peau dans les plaies ; et les blessés restent souvent couchés sur le sol pendant des heures ou même des jours avant qu'aucun secours ne leur arrive. Donc la chirurgie de cette guerre est surtout une chirurgie de plaies infectées et non pas de trous et de coupures nets et aseptiques. Un pourcentage considérable de morts et d'infirmités permanentes parmi les blessés en est le résultat inévitable. Les chirurgiens et infirmiers sont plus exposés à la mort et aux blessures que dans les guerres précédentes, parce que, avec l'emploi de l'artillerie à longue portée, les ambulances de campagne sont souvent sous le feu.

D'après ces changements dans les méthodes de guerre sur terre on peut en toute certitude conclure qu'une nation qui voudrait être forte dans la guerre sur terre devrait être forte en toutes sortes de choses : manufactures et industries métallurgiques en particulier. Un pays qui se consacrerait à l'agriculture et aux anciens négoce ne pourrait pas

réussir dans la guerre, à moins qu'il ne puisse emprunter ou acheter à des amis ou alliés les munitions et l'artillerie nécessaires. Aucune somme de courage et de dévouement chez les troupes ne peut compenser une insuffisance d'artillerie, de mitrailleuses, d'obus et de shrapnells ou un manque de moyens de transport rapides. C'est seulement dans un pays fruste sans bonnes routes, comme les États-Unis en 1861-65, ou la Serbie ou la Russie actuellement, que le fusil, l'artillerie légère et les chars à chevaux ou à bœufs peuvent être employés avec succès ; et dans un tel pays la méthode des tranchées peut amener une partie nulle si les combattants sont de même force, et ont la même diligence et le même courage.

Les changements dans la guerre navale sont presque aussi remarquables. Les mines et les sous-marins peuvent rendre les opérations offensives des dreadnoughts et des croiseurs près des ports à peu près impossibles, et peuvent faire subir de grands dommages au commerce de l'ennemi. D'où découlent d'importantes modifications dans les règles d'un blocus efficace. Dans les actions d'escadre la victoire ira probablement au côté qui aura les canons de plus longue portée bien équipés. Les vaisseaux de guerre qui subissent une défaite sombrent généralement avec presque tout leur équi-

page. Les vaisseaux de commerce peuvent rarement être conduits dans les ports comme prises, et doivent donc être coulés pour rendre leur capture effective. Il n'y a pas eu d'action entre deux grandes flottes ; mais il semble qu'une flotte défaite serait presque entièrement coulée, les seuls navires à s'échapper étant les plus rapides. Les équipages sombreraient avec leurs navires. Des batteries à longue portée placées sur le littoral peuvent maintenir à distance une flotte considérable, et peuvent couler les bateaux qui s'approcheraient trop. Des mines et des batteries de ce genre ensemble peuvent empêcher le passage de navires de guerre dans des détroits larges de dix à quinze milles, peu importe de quelle puissance seraient les batteries des navires. Chaque navire de guerre est maintenant rempli de machines de toutes sortes, dont beaucoup sont délicates ou facilement hors d'usage. Donc un seul obus éclatant violemment sur un point sensible peut rendre un grand navire incontrôlable et par conséquent en faire une proie facile. Un navire désarmé sera probablement coulé, à moins qu'un port ne se trouve dans les parages.

Pour construire et maintenir en parfaite condition une flotte moderne, il faut des arsenaux et des ateliers d'une grande capacité, et d'importantes

industries métallurgiques toujours en activité à l'intérieur du pays qui maintient cette flotte. Aucun petit pays ne peut créer une flotte puissante ; et aucun pays qui vit principalement par l'agriculture ne peut en maintenir une. Une grande puissance navale doit être une puissance minière manufacturière et commerciale, avec un crédit sain et valable dans tout l'univers.

Cette guerre a prouvé qu'il est possible pour une combinaison de fortes puissances navales de nettoyer les océans en quelques mois de tous les navires de guerre d'une seule grande puissance, excepté les sous-marins, et de détruire tout son commerce.

L'Allemagne a déjà subi ce sort, et incidemment perdu toutes ses colonies, excepté des portions de l'Afrique orientale allemande et du Cameroun, débris qui sont tous deux vigoureusement assaillis et seront bientôt perdus. Néanmoins, elle exporte et importe par les pays neutres, quoique dans de petites proportions en rapport avec ses échanges normaux. Voilà un autre exemple de la vérité générale que les colonies ne sont jamais aussi utiles pour le commerce que les pays indépendants et prospères.

De plus la guerre a prouvé qu'il n'est pas possible dans une année normale de réduire par un

blocus ou une suppression d'échanges la fourniture de vivres d'un grand pays pour l'amener à la famine, quoique ce pays ait eu l'habitude d'importer une part considérable de ses vivres. Une population intelligente fera des économies de nourriture, s'abstiendra du superflu, tirera davantage de nourriture de son sol, emploiera des grains pour faire des boissons et achètera des vivres dans les pays neutres aussi longtemps qu'elle aura de l'argent. Tout grand pays qui a une certaine longueur de côte ou des voisins neutres peut vraisemblablement empêcher sa population non-combattante de souffrir sévèrement du manque de vivres ou de vêtements pendant une guerre. Ceci ne serait pas exact pour les régions où les combats ont lieu ou par lesquelles passent les armées ; car, dans les régions où la bataille moderne fait rage, elle est terriblement destructrice — comme en Belgique, dans la France septentrionale, la Pologne et maintenant la Serbie.

Un peuple manufacturier dont les navires de commerce sont chassés des mers subira, bien entendu, la perte des matières premières qui lui venaient habituellement d'au delà des mers dans ses propres cales — perte mitigée, cependant, par l'arrivée de certaines matières premières venant des pays neutres ou à travers ces pays. Cette

réduction de ses industries productrices diminuera sérieusement à la longue son pouvoir de résistance ; mais il faudra beaucoup de temps pour le plein développement de ce sérieux désavantage.

A cause de l'extrême cherté de l'artillerie, des munitions de guerre et des moyens de transport usités dans la guerre actuelle, les emprunts de toutes les nations belligérantes ont été sans précédent ; de sorte que déjà toutes les nations impliquées ont été obligées d'élever les taux d'intérêt sur les immenses emprunts qu'elles ont mis sur le marché. Les fardeaux ainsi préparés pour les générations à venir dans les pays belligérants, entraîneront des impôts très élevés dans tous les pays actuellement en guerre. Si ces fardeaux continuent de s'accumuler pendant deux ou trois ans, aucun financier, quelque expérimenté et clairvoyant qu'il soit, ne peut imaginer aujourd'hui comment les emprunts résultants seront payés, ou comment le poids des impôts nécessaires pour payer les intérêts sur ces emprunts pourra être supporté, ou comment les indemnités probablement nécessaires pourront être payées dans une période raisonnable par le ou les pays vaincus.

Il découle de ces faits qu'un petit pays — un pays de pas plus de 15 millions d'âmes, par exemple — ne peut pas avoir d'existence indépendante en

Europe excepté comme membre d'une fédération d'États ayant des habitudes, des tendances et des espérances semblables, et unis dans une alliance offensive et défensive, ou sous la garantie d'un groupe de pays puissants et dignes de confiance. L'établissement ferme de plusieurs fédérations de ce genre, ou l'assurance de telles garanties par un groupe de nations puissantes et loyales devrait être un des résultats de la guerre de 1914-15. A moins qu'on n'arrive à un tel arrangement, aucun petit État ne sera à l'abri de la conquête et de l'absorption par une puissance militaire forte et agressive qui le convoite — pas même si son peuple vit principalement de mines et d'usines comme le faisaient les Belges.

Les petits États, étant très décidés à vivre et à obtenir leurs limites naturelles ou historiques, le problème d'une paix permanente et durable en Europe se résout à ceci : comment les plus petits pays peuvent-ils être protégés d'une attaque par une plus grande nation qui estime que la force prime le droit et qui est puissante par ses industries, son commerce, ses finances, sa marine et son armée? L'expérience acquise depuis un an prouve qu'il n'y a qu'une seule protection efficace contre une telle puissance, à savoir une ligue des autres puissances — non pas nécessairement nombreuses — qui en-

semble sont plus puissantes par leurs industries, leur commerce, leurs finances, leur armée et leur marine que la nation ambitieuse et agressive qui croit du fond du cœur à sa propre invincibilité et nourrit un désir de conquête et de possession.

La guerre a démontré que les accords internationaux en vue de mitiger les horreurs de la guerre conclus par traités, conférences et conventions en temps de paix ne comptent pas en temps de guerre ; parce qu'ils ne comportent aucune sanction ou, en d'autres termes, manquent de pénalités systématiques. Fournir la sanction qui manque et la force physique capable d'imposer le paiement des pénalités pour violation des accords internationaux, serait une des plus utiles fonctions du conseil international que l'alliance actuelle présage. Quelques années seraient probablement nécessaires pour convaincre les pays intéressés que la sanction est réelle et la force digne de confiance et suffisante. La nécessité absolue d'inventer et d'appliquer une sanction pour la loi internationale si l'Europe doit avoir la paix internationale et la liberté nationale, est évidente pour tous ceux qui auront compris que la guerre actuelle devint inévitable quand l'Autriche-Hongrie, en violation d'un accord international conclu par elle, saisit et absorba la Bosnie et l'Herzégovine, et devint générale et féroce quand l'Alle-

magne, sous la conduite prussienne, en violation d'un accord international conclu par elle, envahit et dévasta la Belgique neutralisée.

Une alliance internationale forte et digne de confiance, destinée à assurer la liberté des mers en toutes circonstances, donnerait à la Grande-Bretagne et à ses républiques confédérées toute la sécurité garantie actuellement par le système si lourd des deux flottes. La même alliance internationale assurerait à l'Allemagne la même liberté complète sur les mers dont elle a joui longtemps grâce à la Grande-Bretagne mais qu'elle a perdu depuis la guerre contre la « triple Entente ». Cette sauvegarde, avec l'acceptation générale du système de la « porte ouverte », satisferait pleinement le besoin allemand d'expansion indéfinie pour ses industries manufacturières et son commerce, et son désir d'avoir « place au soleil » pour le surplus de sa population.

On peut conclure avec certitude d'après les événements des derniers six mois que plus la guerre dure, plus les changements politiques et sociaux qui en résulteront seront significatifs. Il ne faut pas s'attendre à ce que la classe dirigeante dans les pays gouvernés autocratiquement tire elle-même cette conclusion actuellement — et ce n'est peut-être pas désirable — mais tous ceux qui aiment la

liberté et la justice trouveront une consolation à la prolongation de la guerre dans cette suggestion réconfortante.

Jeter des bases sages pour un conseil international ou une commission ayant des pouvoirs justement limités, et déterminer la composition la plus favorable d'une armée et d'une marine internationales sont des tâches sérieuses, mais qui ne dépassent pas la sagesse et la bonne volonté humaines pourvu que ces tâches soient confiées, à des publicistes internationaux, des hommes d'affaires de grande expérience et des administrateurs heureux, plutôt qu'à des diplomates ou à des militaires de profession. D'éloigner une si noble entreprise en disant qu'elle est « académique » ou au delà de la politique « pratique » est indigne d'hommes courageux et humanitaires ; car il semble maintenant que ce soit là le seul moyen de sortir de l'affreux abîme où la civilisation est tombée. En tout cas quelque chose de ce genre devra être mis en œuvre avec succès avant d'arriver à une limitation quelconque des armements nationaux. La guerre a montré à quelle catastrophe la concurrence des armements a conduit, et conduirait probablement encore, les nations les plus civilisées de l'Europe. La race blanche va-t-elle renoncer à sortir de cet enfer ? Le seul moyen échappatoire en vue est l'établissement

d'une communauté internationale rationnelle. Si cette entreprise ne réussissait pas après un essai loyal, le monde ne serait pas dans une situation pire qu'en juillet 1914 ou aujourd'hui.

Quiconque étudie les événements de l'année passée avec quelque connaissance de la philosophie et de l'histoire politique, et avec l'amour du prochain, découvrira, parmi les horreurs du moment et son chaos moral, trois choses encourageantes pour l'effort humanitaire, chacune comprenant une grande invention constructive. Il verra que l'humanité a besoin au suprême degré d'une sanction pour la loi internationale, qu'elle a besoin d'être sauvée de l'alcoolisme, et d'avoir une base bien établie pour les relations justes et désintéressées dans les grandes industries et en particulier dans les usines. La guerre a démontré ces trois besoins avec une terrible force et une grande crudité.

De toute façon il faut les satisfaire, si la race blanche doit réussir dans « la poursuite du bonheur » ou même maintenir les gains déjà acquis.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

- La concurrence des armements entre les nations. —
Un moyen d'y échapper 4**

CHAPITRE II

- La force est-elle le chef légitime ? — Des projets internationaux doivent précéder une action internationale.**

La force a cessé d'être le point principal de la discipline de l'école et de l'intérieur. — La prescription est un élément de faiblesse dans la discipline du collège. — Le but suprême de l'éducation est d'acquérir la maîtrise de soi. — Dans le gouvernement, la force protectrice, qui maintient la paix, assure l'ordre, et apporte du secours, sera toujours nécessaire. — Les gouvernements libres emploient peu la force et seulement la force policière. — La réduction des armements est impossible jusqu'à ce qu'il existe un Tribunal international et une force armée soutenant ce Tribunal . 40

CHAPITRE III

- Les craintes qui causent l'augmentation des armements.**

La suppression des approvisionnements en vivres et en matières premières. — L'invasion soudaine. — Les remèdes : l'immunité pour la propriété privée sur mer et une Cour suprême soutenue par une force armée. 17

CHAPITRE IV

Les causes présentes et futures de la guerre, particulièrement en Orient.

Un Gouvernement étranger. — L'unité chinoise. — Les ambitions japonaises. — La domination du Pacifique.

Les causes futures. — La crainte d'une invasion. — L'exemption de la propriété privée sur mer. —

Désir qu'ont les Occidentaux de posséder des ports, concessions et sphères d'influence dans l'Est. — L'inutilité de vastes unités de territoire et de gouvernement.

— Le sentiment nationaliste. — L'hostilité universelle contre un gouvernement étranger. — Les ambitions

des Japonais. — La domination du Pacifique qui est impossible à une nation seule, est désirable pour une

combinaison de fortes puissances navales. — La paix internationale est à l'avantage du Japon. — Beaucoup

des causes de guerre du temps passé continuent d'exister. — Dépenses rassurantes pour la cause de

la paix.

30

CHAPITRE V

La grande guerre européenne. — Ses causes, sa portée et ses buts. — Quels bénéfices l'humanité peut en tirer.

Les chances de tirer quelque gain pour l'humanité de cette lutte gigantesque. — Les négociations secrètes

sont un grand mal. — Le chef du pouvoir exécutif permanent est dans certains pays indépendant du

contrôle populaire. — Les petits Etats en Europe. — Les plus grandes unités en Europe. — Le désir national

de posséder des territoires plus vastes et des colonies. — La concurrence des armements et la conscription universelle sont des préparatifs de guerre et

non de paix. — Le militarisme ne peut s'accorder avec une société démocratique. — Les Alliés luttent

pour la liberté et la civilisation. — Le Gouvernement Américain doit être neutre, mais les sympathies et les

espoirs américains ne peuvent pas l'être.

57

CHAPITRE VI

La vraie grandeur nationale. — Les fondements sont-ils l'impérialisme ou la démocratie, la puissance combattive ou des conventions publiques solennelles ? . 72

CHAPITRE VII

Quelques raisons pour la sympathie américaine envers l'Allemagne moderne. — Pourquoi l'opinion américaine favorise les Alliés dans la grande guerre. — L'issue la plus favorable de la guerre.

Le développement commercial et industriel allemand depuis la guerre franco-prussienne — OEuvres littéraires et scientifiques du XIX^e siècle. — Efficacité administrative. — Pourquoi l'opinion américaine favorise les Alliés. — Pourquoi les Américains réfléchis ne voient qu'une issue possible de la guerre. — Depuis plus d'une génération le sophisme que la Force prime le Droit a empoisonné les sources de la pensée allemande. — Les Américains espèrent que la lutte actuelle ne résultera ni en un empire mondial, ni dans la ruine de la nation allemande. 82

CHAPITRE VIII

Le devoir de l'Amérique vis-à-vis de la guerre européenne.

Les grands désappointements que la guerre a apportés à toutes les personnes qui espéraient que la race humaine était en train de progresser dans la voie de la civilisation. — La dévastation de la guerre. — La violation des traités et des conventions. — L'abandon du principe chevaleresque de la protection du faible par le fort. — Le dédain des améliorations dans la façon de conduire la guerre que la loi internationale était supposée avoir procuré. — Le développement de haines féroces entre les nations. — L'acceptation par l'Allemagne du dogme que la Force prime le Droit.

— La neutralité américaine officielle ou légale. — Maintenir les industries en marche. — Pas de thésaurisation. — Le moins possible de réduction dans les dépenses, excepté celles du luxe. — Aucun des partis ne cessera la lutte avant d'être menacé d'épuisement. — Raisons qu'ont les Américains de croire que la France, l'Angleterre et la Russie tiendront le plus longtemps. — Les obligations du peuple américain envers l'Angleterre et la France. — Pouvons-nous songer à ne pas aider l'Angleterre ou la France si elles arrivaient au bout de leurs ressources. — Les Américains voient où la politique allemande et les enseignements des chefs allemands ont mené le peuple allemand

CHAPITRE IX

Les causes de la guerre sont les institutions autocrates, le désir national pour l'hégémonie, le dédain des traités et des conventions et les fausses conceptions philosophiques. — Pourquoi l'Allemagne doit être battue.

Le désir d'hégémonie en Allemagne. — L'armée et la marine invincibles. — La doctrine de la nécessité militaire. — La religion de la valeur. — Ce que signifierait la domination allemande. — L'Allemagne n'a jamais craint la Russie. — Hégémonie ou chute, victoire ou ruine, voilà les vraies devises des chefs allemands. — Issues désirables de la guerre. — Pas d'hégémonie pour aucune race ou nation. — Pas de chefs du pouvoir ayant la puissance de jeter leurs compatriotes dans une guerre. — Pas de diplomatie secrète. — Pas d'armées de conscription. — Une ligue ou un conseil fédéral pour empêcher la guerre, amener la réduction des armements, et assurer la liberté de tous les Etats fédéraux. — La guerre justifiable. — La cause de la liberté juste est la cause de la civilisation

CHAPITRE X

Correspondance entre Charles W. Eliot et Jacob H. Schiff au sujet de la guerre, du 24 novembre au 14 décembre 1914.

Pas de paix durable sans l'abandon par l'Allemagne de son désir intense d'extension. — L'opinion publique américaine devrait s'exprimer en faveur d'une paix prochaine. — Un groupe de publicistes américains pourraient engager les gouvernements de France, d'Angleterre et d'Allemagne à écouter des propositions raisonnables. — La guerre ne devrait pas s'arrêter jusqu'à ce que l'Allemagne voie que sa politique ne peut pas prévaloir. — L'Europe doit choisir maintenant entre l'idéal allemand d'un Etat et l'idéal anglo-américain. — Les combattants n'écouteront pas actuellement des gens du dehors conseillant une paix immédiate. — Les Etats-Unis n'ont pas droit à la situation d'arbitre. — Arrêter la guerre maintenant serait exposer le genre humain au retour certain d'une guerre féroce. — Faire la paix maintenant pour arrêter la destruction de vie et de capital. — La cessation perpétuelle de toute guerre est impraticable. — Le libre-échange ne peut pas être établi dans le monde entier. — Le nationalisme européen des cinquante dernières années ne cessera pas. — L'Angleterre n'abandonnera pas sa domination de la mer. — Si l'Angleterre et son allié le Japon sont victorieux, les Etats-Unis seront obligés à de lourdes dépenses pour leur défense. — Si les Alliés sont victorieux, la Russie deviendra la nation la plus puissante et la Némésis de l'Angleterre. 130

CHAPITRE XI

La guerre est une calamité sans précédent. — Son résultat sera-t-il un bénéfice sans précédent ?

Cette guerre se passe sur une plus grande échelle et cause plus de destruction qu'aucune autre. — Chaque

gouvernement en refuse la responsabilité. — Les vraies causes sont : 1° les gouvernements autocrates, 2° les armées de conscription et une vaste classe militaire, 3° la bureaucratie, 4° le désir immodéré pour l'hégémonie. — L'Allemagne a augmenté trois fois son territoire par la guerre. — Elle a été agressive dans sa convoitise des colonies et de l'hégémonie. — L'Empereur est chef de l'armée et souverain de droit divin. La conception allemande de l'Etat. — Les Béatitudes et la Religion de la valeur. — Il ne faut d'hégémonie pour aucune nation. — Le militarisme national devra être contrôlé par une force internationale sous la direction d'une Ligue ou d'un Conseil européen. — L'établissement d'une Ligue ou d'un Conseil de ce genre doit précéder la réduction des armements nationaux. — Exemples donnés par la Suisse, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. — Les propositions de paix devraient être des propositions minima et non maxima 153

CHAPITRE XII

L'idéal des « Pilgrims ». — Une Église libre dans un Etat libre en 1620.

Liberté et tolérance religieuses, liberté civile et politique, et un chef du pouvoir exécutif nommé pour un an. — Une église progressive dans un Etat créé et dirigé par des hommes libres. — Le capital de leur Compagnie commerciale payé soit en argent comptant ou par un service et un risque personnel. — Un exemple d'organisation coopérative. — Tout citoyen valide portait les armes. — Les Colonies Unies de la Nouvelle-Angleterre sont un exemple de confédération. — L'Europe n'a jamais été aussi loin que les « Pilgrims » en 1643. — « Les Pilgrims » prouvèrent qu'on ne peut pas remplacer avantageusement l'institution de la propriété privée. — Comparez aux enseignements du socialisme moderne. — Les « Pilgrims » pratiquaient la devise : « Chacun pour tous et tous pour chacun ». — Les femmes des « Pilgrims » étaient courageuses, capables et fortes. — Davantage de vérité et de lumière peuvent constamment s'acquérir, c'est la vérité qui rend les

hommes libres. — Cette croyance peut sauver l'Europe des horreurs et des souffrances actuelles. . . . 166

CHAPITRE XIII

L'efficacité nationale se développe mieux sous les gouvernements libres.

Les vraies causes de la guerre sont l'état d'esprit, les ambitions des princes et des peuples, et les émotions populaires. — Le sentiment puissant de la nationalité est indépendant du langage commun, de l'étendue du territoire, et de la forme de gouvernement. — Tendance récente vers de plus vastes unités nationales. — Nouvelles conceptions de l'Etat. — Impérialisme. — Le gouvernement de l'Allemagne est le plus autocrate en Europe. — Les Allemands ne savent pas ce qu'est la liberté politique et sociale, et ne comprennent pas les gouvernements de parti ou parlementaire. — Pour eux, liberté politique signifie incapacité et faiblesse publiques. — La guerre est un conflit entre les institutions libres et les institutions autocrates. — Position exceptionnelle de la Russie. — Les nations plus libres peuvent-elles atteindre à une efficacité égale à celle de l'Allemagne. — Il n'y a aucune liberté dans l'éducation allemande. — Estimation allemande de l'influence intellectuelle et sociale des femmes. — Les limites de la « liberté académique » allemande. — L'efficacité allemande dépend de la sujétion de l'individu. — Tous les pays plus libres croient en la liberté comme un élément essentiel du développement de l'individu et, par conséquent, de l'efficacité nationale. — Les améliorations dans les industries sont venues des pays plus libres et non pas des pays gouvernés despotiquement. — L'Allemagne ne peut pas s'arroger la direction dans les inventions utiles ou dans la littérature, la science, la philosophie, ou la poésie. — La guerre mettra à l'épreuve de cette théorie de l'efficacité nationale 183

CHAPITRE XIV

Leçons de la guerre jusqu'au 9 mars. 208

2007
VERIFICAT

CHAPITRE XV

Correspondance avec M. Salmon O. Levinson sur les conditions d'après lesquelles les négociations de paix pourraient être entamées.

1° Il ne devra pas y avoir de domination sur l'Europe, ou sur le reste du monde, par aucune nation ; 2° les petits Etats devraient être en sécurité en Europe ; 3° la liberté des mers et des canaux reliant les grandes mers devrait être assurée par des garanties internationales ; 4° l'acceptation du principe de la « porte ouverte » devrait être générale ; 5° les agrandissements de territoire ne devraient avoir lieu qu'avec l'assentiment des habitants ; 6° une compensation adéquate devra être donnée à la Belgique ; 7° un conseil ou tribunal international pour toute l'Europe, supporté par une force internationale, devrait être le but des négociations. — Les grands enseignements de la guerre se sont déjà manifestés. — Quand seront-ils acceptés ? 223

CHAPITRE XVI

Le coulage de la Lusitania.

Nécessité militaire de couler les vaisseaux ennemis. — La politique terrorisante de l'Allemagne. — La doctrine que la nécessité militaire absout un gouvernement de la non-observation des accords. — La méthode allemande dans la conduite de la guerre omet l'esprit chevaleresque, la clémence et l'humanité. — Aucun parti ne s'avouera vaincu avant d'être épuisé. — Les pays neutres peuvent aider les Alliés à maintenir leur industrie et leur commerce. — Le devoir des neutres est de défendre vigoureusement tous leurs droits existants 230

CHAPITRE XVII

Les espérances que réserve l'avenir de l'Europe.

Les espérances et expectatives conçues au sujet du progrès de la race blanche ont reçu un grand coup. —

Six causes d'espoir : 1° le développement de la loi internationale ; 2° le sentiment de l'obligation internationale ; 3° possibilités de la coopération effective parmi les nations ; 4° la fédération ou ligue internationale ; 5° la ligue de la paix ; 6° un argument pour une ligue pacifique basée sur les alliances existantes. — L'existence d'au moins une nation forte en Europe qui ne considère aucun accord comme obligatoire en face d'une nécessité militaire immédiate. — La guerre sur l'échelle actuelle et avec les moyens de destruction existants n'est pas un moyen valable de régler les querelles internationales. — Aucun pays ne risquera une invasion soudaine, mais il cherchera quelque part les moyens d'assurer sa sécurité. — Le meilleur est un conseil international appuyé par une force internationale. — Le système militaire suisse offre un moyen de transition entre les camps armés d'aujourd'hui et les forces nationales fortes pour la défense mais faibles pour l'agression.

240

CHAPITRE XVIII

Effet moral de la guerre.

Les bons effets possibles de la lutte sur le soldat patriote. — Les mauvais effets sur le soldat qui combat dans l'esprit et avec les méthodes des voleurs de grands chemins et des pirates. — Effets de la guerre sur la nation belligérante. — Un pays peut être tiré par la guerre de l'égoïsme, du laisser-aller et de la frivolité. — Bonnes et mauvaises guerres. — Les guerres de résistance contre un gouvernement étranger, celles pour le développement de la liberté du peuple, et celles de défense contre les agresseurs sont de bonnes guerres. — Les guerres de conquête et les guerres agressives pour des avantages matériels sont de mauvaises guerres. — La résistance à la domination d'une nation sur une autre est justifiable et avantageuse. — La grande guerre de l'Europe devrait développer et mettre en application le principe fédéral que la guerre civile des Etats-Unis confirma ou rétablit. . .

251



CHAPITRE XIX

Quelques déductions sûres tirées de onze mois de conflit européen.

Les nouvelles méthodes de guerre. — Suprématie de l'artillerie et des mitrailleuses. — Avantages de la défensive sur l'attaque. — Nouveaux moyens de transport rapide. — La guerre aérienne. — Inutilité des forts. — Mines et sous-marins dans la guerre maritime. — Impossibilité d'amener les prises dans un port. — Prédominance des batteries terrestres sur les navires. Un pays qui voudra être fort dans son organisation manufacturière et en particulier dans les industries métallurgiques. — Un grand pays ne peut pas être affamé. — La guerre va imposer aux générations futures d'intolérables fardeaux. — Si l'Allemagne réussissait dans son entreprise, aucun petit pays ne pourrait avoir d'existence indépendante. — La meilleure protection contre une puissance agressive comme l'Allemagne est une ligue de pays qui, ensemble, sont plus forts qu'elle et que ses alliés probables. — Etant donné une telle ligue, la réduction des armements, une diminution des impôts et une paix durable pourraient s'ensuivre. — L'alliance actuelle de la Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Italie et le Japon est un pas dans cette voie. — Le seul moyen d'échapper à l'enfer actuel est d'établir une collectivité internationale rationnelle.

265



BUCUREȘTI, ÎMPRIMERIEA C. HÉRISSEY

